





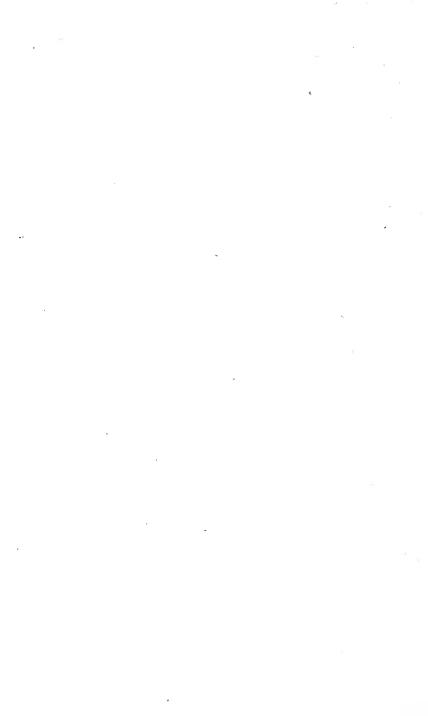
N THE CUSTODY OF THE BOSTON PUBLIC LIBRARY.



SHELF Nº

192.5





# NÉGOCIATIONS

DE MONSIEUR.

# LE COMTE D'AVAUX

TOME QUATRIEME.



## NÉGOCIATIONS

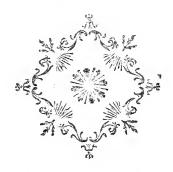
DE MONSIEUR

# LE COMTE D'AVAUX

EN HOLLANDE,

Depuis 1685, jusqu'en 1688.

TOME QUATRIEME.



### A PARIS,

Chez { Durand, rue Saint Jacques, au Griffon: Pissot, Quai de Conti, à la Croix d'Or.

M. DCC. LIII.

Avec Approbation & Privilége du Roi.

· 1925

# NÉGOCIATIONS DE MONSIEUR LE COMTE D'AVAUX EN HOLLANDE,

Depuis 1684, jusqu'en 1688.

Na vû par l'extrait de mes Lettres les différens partis qui ont agité les Etats Généraux, depuis la paix de Nimegue, jusqu'à la conclusion de la Treve; l'application du Prince d'Orange à susciter au Roi de nouvelles affaires, & de nouveaux ennemis; son soin à prositer de toutes les occasions d'engager les Etats Généraux dans des intérêts contraires à la France; les détours qu'il a pris pour faire croire que ses démarches n'étoient faites que dans la vûe du bien public; les moyens dont on s'est Tome IV.

servi pour désabuser les Républicains de Hollande, & pour les porter à maintenir leur liberté & leurs droits, ensorte que leur parti a prévalu sur celui du Prince d'Orange, & que ce Prince s'est vû forcé à donner à connoître si clairement ses desseins, que la plus gran le partie de la République s'est réunie contre lui, & trois Provinces ont été sur le point de se détacher des quatre autres, pour conclurre séparément un Traité que toute la République a été ensin obligée de signer.

Voilà ce qui s'est passé dans les Etats Généraux, à l'égard de la France. Pour ce qui est de l'Angleterre, on a vû le dessein que le Prince d'Orange a formé depuis l'année 1679, d'usurper cette Couronne sur son beau-père, & de se faire déclarer Régent du vivant du Roi Charles son oncle, & la négligence que le seu Roi d'Angleterre a eue là-dessus.

On doit être surpris, quand on a lû dans ces extraits de Lettres jusqu'à quel point les Républicains se sont

commis dans la conclusion de la Treve contre le Prince d'Orange, de savoir que la République est réunie à cette heure, & soûmise à ce Prince: qu'elle s'est détachée de la France, & attachée à l'Angleterre contre ses propres intérêts, & qu'elle travaille elle-même aux fers dont elle est enchaînée, puisqu'il est certain que les Républicains s'étoient déclarés si ouvertement contre le Prince d'Orange, qu'on auroit pû aisément maintenir un parti contre lui dans la République.

On va voir comment un changement si extraordinaire est arrivé: on trouvera que Van-Buning, qui s'étoit toûjours opposé, & dans les choses essentielles, & dans celles de moindre conséquence, à tout ce qui pouvoit causer un plus grand éloignement entre le Prince d'Orange & Messieurs d'Amsterdam, empêcha après la signature de la Treve, que la Ville d'Amsterdam ne sût uniforme dans ses sentimens. Cette division qu'il sit naître dans le Conseil de cet-

te Ville, commença à ruiner les desseins qui avoient été projettés par Messieurs d'Amsterdam, conjointe-ment avec les Provinces de Frise & de Groningue, & fit perdre les premiers momens qui auroient été favorables pour chasser le Pensionnaire Fagel du Gouvernement, & abaisser l'autorité du Prince d'Orange. Cette division donna aussi lieu au Prince d'Orange de détacher de Messieurs d'Amsterdam le Prince de Nassau, Prince très-foible & très-peu éclairé. D'ailleurs, comme il falloit un confentement unanime de la Province de Hollande, pour exécuter ce que les Régens d'Amsterdam souhaitoient, le Prince d'Orange trouva moyen de gagner quelques Villes, & d'empêcher cette uniformité de voix. Comme la plus grande partie de ceux qui s'étoient oppolés à lui lors de la conclusion de la Treve, ne l'avoient fait que par l'appréhension de la guer-re, & qu'ils n'avoient plus cette mê-me crainte, il n'est pas surprenant,

s'ils n'agissoient pas avec la même

### DE M. LE COMTE D'AVAUX. 5

chaleur, & s'ils se rallentirent d'euxmêmes. On verra que le Prince d'Orange prosita parfaitement bien de leurs irrésolutions & de leurs soiblesses, & que de toutes les entreprises qu'ils sirent contre lui, il n'y en eut pas une qui sût soûtenue avec vigueur, ni suivie avec application; au lieu que tout ce qu'il entreprit pour détruire leurs priviléges, & opprimer leur liberté, su toûjours poussé à l'extrémité avec toute l'ardeur possible.

Ainsi le premier mal vint du dedans de la République: mais ce mal étoit médiocre; cela n'aboutissoit qu'à des démêlés domestiques, dans lesquels à la vérité le parti Républicain succomboit souvent, mais il ne laissoit pas de se maintenir, & s'il n'avoit été accablé par tout ce qui arriva au-dehors, les entreprises du Prince d'Orange n'auroient servi qu'à élever un parti contre lui, qui étant puissant & irrité, auroit savorisé les desseins de la France, si la France étoit entrée dans les intérêts de la République. A iij

### 6 NEGOCIATIONS

Mais dans le tems que Messieurs d'Amsterdam se soûtenoient avec vigueur, qu'ils avoient de leur autorité fait casser les nouvelles levées de onze mille hommes, & qu'ils demandoient opiniâtrément une seconde réforme de quinze mille autres; ce qui arriva aux Religionaires en France fit surseoir leurs poursuites, & donna un grand avantage au Prince d'Orange: néantmoins ils se releverent de cet abattement, & on auroit pû s'assurer que si les affaires de la Religion, joint à leur peu de résolution, les avoient mis hors d'état de forcer le Prince d'Orange à entrer dans leurs sentimens, elles ne les avoient pas réduits à suivre les siens, & encore moins à se soûmettre à lui. Mais lorsqu'on les inquiéta dans leur commerce; qu'on défendit l'entrée des harengs frais en France, & qu'on empêcha, contre la teneur des Traités, le débit de leurs Draps, qu'ils n'eurent permission ni de vendre, ni de retirer hors du Royaume, ils perdirent leur crédit, & la con-

### DE M. LE COMTE D'AVAUX. 7 fiance que les peuples avoient en eux; de sorte que se voyant incapa-bles de rien faire pour la France, ni en état de se maintenir eux-mêmes, & que tous les Marchands les avoient abandonnés, les uns & les autres se soûmirent au Prince d'Orange pour n'être pas emportés par le torrent. Il y avoit encore moyen de les empêcher de se perdre entierement, & le feul consentement du Roi de leur laisser faire leur commerce en France à leur ordinaire, qui apportoit douze millions tous les ans en espece à la France, auroit remis le calme dans les esprits, & les auroit fait vivre en paix avec la France: mais la guerre qu'on leur a déclarée en forme, & qui

nemis du Roi.
Pour ce qui regarde l'Angleterre, on verra le Roi d'Angleterre d'à présent travailler avec application à sa propre ruine; on le verra se livrer entierement au Prince d'Orange, après tout ce qu'il avoit sû de ses desseins, &

embrâse toute l'Europe, ne les a pas laissés dans la liberté de n'être pas en-

A iiij

faire de nouveaux Traités avec les Etats Généraux; abandonner les intérêts du Roi, qui seul pouvoit le maintenir dans les vûes qu'il avoit pour la Religion Catholique: faire confidence aux Etats Généraux de la résolution qu'il avoit prise de ne point avoir de liaison avec le Roi, de ne point faire d'alliance avec lui. Ensin, si l'on a vû la négligence du Roi Charles son frere, sur les entreprises du Prince d'Orange, on verra l'étrange aveuglement de celui-ci.

Il est certain, comme je l'ai marqué dans la premiere Partie de ces Extraits, que le dessein de Messieurs d'Amsterdam, lorsqu'ils conclurrent la Treve, étoit de perdre entierement le Pensionnaire Fagel, & de diminuer tellement l'autorité du Prince d'Orange, qu'elle ne pût plus leur être dommageable. Pour cela ils avoient résolu, aussitôt que la Treve seroit signée, de resuser de consentir à la continuation de la recrûe de dix mille cinq cents hommes qu'on avoit fait deux ans auparavant, de saire

examiner dans l'Assemblée des Etats de Hollande, quel étoit le pouvoir de leur Gouverneur, quel étoit celui de leur Capitaine général, & quel étoit celui de leur Capitaine général, & quel étoit celui du Pensionnaire de Hollande. Ils vouloient par la discussion des droits attachés à ces Charges, ôter au Prince d'Orange le pouvoir qu'il avoit usurpé de faire marcher les troupes des Etats Généraux dans toute l'étendue de leur domination; de casser les Officiers selon son plaisir, & de donner toutes les Charges de l'Armée.

Ils vouloient rétablir le Gouvernement des Provinces de Gueldres, d'Utrecht, & d'Overissel, qui n'ayant pas été remis sur l'ancien pié depuis la paix de Nimegue, avoit rendu le Prince d'Orange absolu dans ces trois Provinces, où il nommoit généralement tous ceux qui entroient dans le Gouvernement. Pour entendre ceci, il faut savoir que quand les troupes du Roi se furent retirées des Provinces de Gueldres, d'Utrecht, & d'Overissel, les Etats Généraux con-

### TO NEGOCIATIONS

sidérant que dans un tems de trou-bles il étoit dissicile de procéder dans les formes ordinaires à la nomination de ceux qui devoient gouverner ces Provinces, ils donnerent commission au Prince d'Orange d'y aller établir des Magistrats pour cette sois là seu-lement, avec ordre de venir ensuite rendre compte de ce qu'il auroit fait. Le Prince d'Orange ne suivit pas l'in-tention des Etats, & régla tout dans ces trois Provinces à sa fantaisse: mais on auroit passé par-dessus cela, s'il étoit venu înformer les Etats de ce qu'il avoit fait, parce que finissant de cette sorte sa commission, ces Provinces auroient procédé les années suivantes, en la maniere ordinaire, à l'élection des personnes qui devoient entrer dans leur Gouvernement. Mais le Prince d'Orange n'en ayant point rendu compte aux Etats Généraux, & s'étant de cette sorte perpétué pendant dix ans, le pouvoir qui ne lui avoit été donné que pour une fois seulement, les Etats de Frise voulurent remédier à ce désos-

### DE M. LE COMTE D'AVAUX. 11

dre, en demandant aux Etats Généraux que le Prince d'Orange eût à rendre compte de sa commission, asin qu'étant une sois sinie, le Gouvernement de ces trois Provinces sût libre & indépendant de ce Prince.

Ils fouhaitoient aussi de s'unir étroitement à Sa Majesté, dont la protection leur devenoit en quelque façon nécessaire pour se soûtenir contre le Prince d'Orange, & après qu'ils auroient été assûrés de l'amitié de Sa Majesté, par une alliance qu'ils vouloient faire, ils devoient encore casser quinze mille hommes, & n'en garder que vingt-cinq mille.

C'étoient-là de très-beaux desseins, & Messieurs d'Amsterdam, qui trouvoient leur conservation particuliere dans le rétablissement de la liberté de la République, vouloient se mettre en état par la conclusion de ce Trai-

té de les exécuter.

Le Pensionnaire Fagel en fut si alarmé, qu'il sit courir le bruit qu'il se vouloit démettre de ses Emplois, parce que connoissant le naturel des

### NEGOCIATIONS

Hollandois, qui est bon, il se persuada que l'esperance qu'ils auroient de sa démission, rallentiroit leurs desfeins, qui s'évanouiroient dans la fuite.

Les Ministres Etrangers qui étoient à la Haye, ne furent gueres moins inquiets; il n'y en eut pas un, ni ami, ni ennemi, qui n'eût vû avec déplai-fir que les Etats Généraux se fussent alliés avec S. M. & cette appréhension sit naître aux Envoyés d'Angleterre & de Brandebourg, le dessein de raccommoder Messieurs d'Amsterdam avec le Prince d'Orange.
Le Roi, à qui je donnai avis de

1684.

toutes ces choses avant la fignature de la Treve, me manda que je fisse connoître aux Régens d'Amsterdam la satisfaction qu'il avoit de la sagesse & de la fermeté avec laquelle ils travailloient au rétablissement de la paix, malgré les intrigues & les menaces de ceux qui vouloient oppri-mer leur liberté, & ruiner leur com-merce par la continuation de la guerre; que je les assurasse qu'ils pou-

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 13 voient faire pour toûjours un fondement certain sur son amitié & sur sa protection, qu'il seroit bien aise même de leur en donner des preuves effectives en tout ce qu'ils pourroient raisonnablement désirer pour la facilité de leur commerce.

J'avois déja donné ces assurances à 4 Juilles Messieurs d'Amsterdam, avant que 1684. j'en eusse reçû les ordres: mais je ne l'avois fait qu'avec beaucoup de retenue, de peur qu'ils ne me fissent quelque proposition, & qu'ils ne dé-couvrissent par-là qu'on ne vouloit pas faire pour l'avantage de leur commerce tout ce qu'ils s'étoient imaginés.

Cependant la division s'augmenta considérablement après la signature de la Treve dans les Etats Généraux. Odick & Dickfeld, créatures du Prince d'Orange, & Députés des Provinces de Zélande & d'Utrecht, dont le premier étoit Président de semaine, refuserent de donner au Député de Frise la commission d'aller à Maestrickt, qui est de quelque utili-

### 14 NEGOCIATIONS

té, quoique ce fût son tour, disant qu'il n'étoit pas juste que la Province de Frise, qui avoit rappellé ses troupes sans la participation des autres Provinces, & contre les lois de l'union, reçût dorénavant aucune grace, ni aucun bienfait de l'union.

Le Sieur Dickfed, se trouvant huit jours après Président des Etats Généraux, renchérit sur ce que le Sieur Odick avoit fait, car il fit prendre, par les Députés des cinq Provinces, une résolution qui portoit que les Etats Généraux ne souffriroient pas que le Député de Frise allât à Maestrickt, jusqu'à ce que cette Province eût cassé la résolution qu'elle avoit prise de rappeller ses troupes.

14 Juillet Les Etats de la Province de Hol-

1684.

lande rétracterent le consentement que leurs Députés aux Etats Généraux avoient donné, à cette exclusion des Députés de Frise: mais les Députés des quatre autres Provinces, Gueldres, Zélande, Utrecht, & Overissel, ne laisserent pas de former entr'eux quatre une résolution contre la Province de Frise.

# DE M. LE COMTE D'AVAUX. 15

Le Prince d'Orange avoit conti-nué durant tout le tems qu'il avoit été en Flandre, avant la signature de la Treve, de donner des marques de son amitié à M. de Montmouth, & chercha même à lui en donner des preuves éclatantes. Le Roi d'Angleterre avoit défendu à ses sujets, en quelque lieu qu'ils fussent, de don-ner à M. de Montmouth aucune marque de respect. Le Prince d'Orange au contraire ordonna à toutes les troupes des Etats, de rendre les mêmes honneurs à M. de Montmouth, qu'elles rendoient au Comte de Waldeck, leur Général. Les Anglois qui reçurent ces ordres (aussi bien que les autres troupes) voulurent s'en tenir aux défenses qu'ils avoient du Roi leur maître: mais le Prince d'Orange envoya, querir les principaux d'entr'eux, & leur dit qu'il casseroit le premier qui manqueroit à traiter M. de Montmouth comme il l'avoit ordonné.

Il le pria d'aller après la signature de la Treve chasser avec lui à Diren,

### 16 NEGOCIATIONS

& y invita Mylord Brandon, & beaucoup d'autres Anglois de la derniere confpiration. On ne pouvoit gueres outrager plus de gaieté de cœur, & fans aucune nécessité, le Roi d'Angleterre, & principalement M. le Duc d'Yorck.

Cependant les créatures du Prince d'Orange se remuoient fort pour faire ensorte que les Etats Généraux s'employassent pour ses intérêts, & même on parla d'envoyer trois Députés, un en France, l'autre en Angleterre, & le troisseme à Berlin; & que si on ne pouvoit rien obtenir pour le Prince d'Orange, on le dédommageroit, en lui assignant tous les ans une somme considérable, à prendre sur l'état de guerre.

Je mandai au Roi qu'il voyoit parlà deux choses, l'une qu'on étoit persuadé à la Haye que le Prince d'Orange étoit vexé injustement; l'autre, que bien qu'on sût prevenu de cette opinion, on ne vouloit pas néantmoins parler de ses intérêts avant que le Traité sût signé, pour ne DE M. LE COMTE D'AVAUX. 17

ne donner aucune occasion de le rompre, ni de le retarder, les Etats aimant mieux fournir de leur argent pour satisfaire le Prince d'Orange, que de se mettre au hasard de ne pas avoir la paix. Le Pensionnaire Fagel, & le Sieur Dickfeld, inviterent le Sieur Hop de se charger de cette négociation auprès de Sa Majesté. Ils vouloient sans doute faire voir à tous les Princes de l'Europe, par l'envoi du Pensionnaire d'Amsterdam, combien cette Ville prenoit à cœur les intérêts du Prince d'Orange, malgré tout ce qui s'étoit passé. Le Sieur Hop témoigna que si on vouloit l'envoyer en France, pour y ménager une plus étroite alliance, & lui ordonner de parler en même tems des intérêts du Prince d'Orange , il le feroit très-volontiers; que sans cela il ne croyoit pas devoir se charger uniquement des intérêts du Prince d'Orange, n'y ayant nulle apparence d'y réussir.

Il arriva dans ce tems-là deux incidens de la part de l'Electeur de Cologne, qui nous auroient fait de la

Tome IV. \*B

peine si on n'y avoit donné ordre. Le premier sut le bruit, qui se répandit, que cet Electeur vouloit rétablir par la force son autorité dans Liége, & y envoyer des troupes pour y bâtir une Citadelle. C'étoit à la vérité une chose à laquelle, si on le prenoit à la rigueur, personne ne pourroit trouver à redire, mais qui auroit donné de grands ombrages si on l'avoit voulu exécuter avant la conclusion de la Treve, & dans le tems que les troupes du Roi n'étoient pas encore retirées des Pays-Bas Espagnols.

L'autre sut l'ordre que M. l'Electeur

L'autre fut l'ordre que M. l'Electeur de Cologne donna à son Ministre à la Haye, d'y proposer une alliance défensive, & qui me parut fort à contre-tems. Je mandai au Roi que cela feroit naître des propositions d'alliances qui pourroient faire prendre des mesures pour empêcher qu'il ne s'en sît point du tout; outre cela, qu'on n'accepteroit jamais l'alliance de Cologne tant que le Prince d'Orange & le Pensionnaire Fagel pourroient l'empêcher; qu'ainsi il falloit

voir auparavant de quelle maniere les choses seroient réglées au-dedans de la République; que si on réduisoit le Prince d'Orange sur le pié où il devoit être, on viendroit aisément à bout de faire cette alliance, & d'en faire une avec Sa Majesté; mais que si Messieurs d'Amsterdam se contentoient de ce qu'ils avoient fait, & que l'autorité du Prince d'Orange ne sût pas abaissée, il ne falloit pas s'attendre que les Etats Généraux prissent de plus étroites liaisons, ni avec Sa Majesté, ni avec aucun Prince qui sût suspect au Prince d'Orange & au Pensionnaire Fagel.

Le Roi me manda que les desseins La Lettre qu'avoient Messieurs d'Amsterdam, du Roi, du dont je lui avois rendu compte dans doient je lui avois rendu compte dans doient si bien à ses intérêts, que je ne pouvois apporter trop de soin & trop d'application à les faire réussir; que c'étoit dans cette vûe que je leur devois confirmer les assurances que je leur avois déja données, de l'intention qu'il avoit de faciliter leur commerce

Bij

dans fon Royaume, en toutes les choses qu'ils pouvoient raisonnablement désirer de S. M. mais que j'écouterois seulement ce qu'ils me représenteroient sur ce sujet, pour lui en rendre compte, & que j'attendrois qu'il m'eût plus particulierement in-formé de ce qu'il jugeroit à propos de faire pour leur fatisfaction. Que je devois sur toutes choses les fortisser dans la résolution de perdre entierement le Pensionnaire Fagel;

que c'étoit le premier pas qu'ils devoient faire, non-seulement pour leur réputation, mais aussi pour donner un bon commencement au rétablissement de leur liberté; & que je ne leur devois laisser aucun lieu de douter qu'elle ne leur donnât pour cela tou-te la protection dont ils auroient befoin.

Qu'il n'approuvoit pas moins la pensée qu'ils avoient de rétablir le Gouvernement des Provinces de Gueldres, d'Utrecht, & d'Overissel, sur l'ancien pié, & qu'il écouteroit volontiers toutes les propositions

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 21 qu'ils auroient à lui faire, tant pour s'assurer de sa protection, par une plus étroite alliance, que pour diminuer le trop grand pouvoir qu'ils avoient laissé jusqu'à présent au Prince d'Orange, au préjudice de leur liberté.

Que je pouvois même leur faire esperer que Sa Majesté pourroit bien, en leur considération, passer par-des-sus les difficultés qui avoient arrêté jusqu'alors la réception de leur Ambassadeur.

Le Pensionnaire d'Amsterdam me vint trouver, pour me témoigner de la part de fes Maîtres l'extrème joie qu'ils avoient des assurances que je leur avois données de la bonne disposition du Roi pour savoriser leur commerce, & m'assûra que cela avoit produit un très-bon effet dans le Confeil de Ville d'Amsterdam. Je me servis de cette occasion pour lui expliquer ce que j'avois ordre de lui dire par les Lettres dont S. M. m'avoit honoré le 29 Juin , & le 8 Juillet.

J'aurois bien souhaité d'avoir pû

18 Juilles 1684.

14 Juillet

B iii

rendre quelque réponse à Messieurs d'Amsterdam, sur la priere qu'ils avoient faite à S. M. qu'on leur restituât la Cire prise sur un de leurs Vaisseaux; je leur sis dire, au désaut de cela, que S. M. se feroit informer de cette affaire, & que j'en aurois réponse au premier jour.

J'eûs l'honneur de mander au Roi

20 Juillet

J'eûs l'honneur de mander au Roi que les Villes de Hollande avoient ordre de délibérer s'il étoit à propos de continuer la levée de l'augmentation du dixieme de tous les impôts, qui avoit été établi deux ans auparavant, pour le payement de la recrûe de dix mille cinq cents hommes. Je fûs depuis que la Ville d'Amsterdam, celle de Dort, & quelqu'autres des principales, avoient résolu de faire casser cette imposition; qu'il y avoit grande apparence, qu'aussi-tôt qu'on en parleroit dans la Province de Hollande, elle en formeroit une résolution, & qu'elle casseroit en même tems la nouvelle levée.

Le Sieur Silvius alla à Diren. M. de Barillon me manda qu'il n'étoit chargé que d'un simple compliment du Roi d'Angleterre, en termes généraux. Pour moi j'étois persuadé, que quelque général que pût être un compliment, le Prince d'Orange s'en prévaudroit, soit en faisant courir le bruit par ses créatures qu'on le recherchoit, soit en se flattant lui-même que quoiqu'il sît, le Roi d'Angleterre reviendroit toûjours à lui, ce qui ne pouvoit servir qu'à le rendre plus opiniâtre; d'ailleurs je trouvois qu'il étoit dangereux de charger d'un compliment un homme qui cherchoit à faire la cour au Prince d'Orange, & qui y mettoit toûjours du sien.

Je découvris aussi que le Roi d'Angleterre avoit écrit quelques mois auparavant une Lettre assez tendre au Prince d'Orange; qu'il lui mandoit qu'il l'aimoit parce qu'il lui étoit si proche, & qu'il l'estimoit par son propre mérite, & par ses bonnes qualités; qu'il étoit fâché de le voir dans un si mauvais pas, & qu'il lui offroit de l'en tirer. Que le Prince d'Orange avoit répondu sort sechement au Roi

Biiij

### 24 NEGOCIATIONS

d'Angleterre qu'il ne savoit pas être en aucun danger, qu'ainsi il ne comprenoit pas pourquoi S. M. Britannique lui offroit de l'assistance.

20 Juillet E684.

Le Sieur Hop me vint remercier de la part des Régens de sa Ville, de ce que je lui avois fait connoître que Sa Majesté étoit disposée à favoriser Messieurs d'Amsterdam dans leur commerce, en tout ce qui ne seroit pas préjudiciable à ses sujets. Il me témoigna qu'ils avoient été sensiblement touchés de cette assûrance, & qu'ils lui avoient donné ordre de savoir de moi quelles mesures on pourroit prendre pour leur faire ressentir les effets de la bonne volonté de S. M. Je lui dis que c'étoit à moi à lui demander ce que Messieurs d'Amsterdam jugeoient à propos de faire pour cela, & que je me chargerois volontiers de rendre compte à Sa Majesté de ce qu'ils souhaiteroient. Je pris de là occasion de lui témoigner plus amplement sa bonne volonté pour la République, & pour Messieurs d'Amsterdam en particulier, & tout

ce que S. M. m'avoit ordonné de leur faire favoir, & que j'ai marqué cidessus.

Mais je lui demandai s'il ne croyoit pas ( quand même Sa Majesté seroit résolue à accorder a Messieurs d'Amsterdam tout ce qu'ils souhaiteroient pour leur commerce) qu'il fût mieux d'attendre que les choses sussent dis-posées en Hollande à faire une plus étroite alliance avec S. M. premierement, parce que toutes les graces que S. M. accorderoit avant cela à la République, ne seroient d'aucune utilité, & qu'on ne s'en souviendroit plus lorsqu'il seroit question de faire l'alliance; en second lieu, parce que tant de démonstrations extérieures de la bienveillance de S. M. ne feroient qu'ouvrir les yeux aux Etrangers qui étoient en Hollande, & aux Partisans du Prince d'Orange, qui chercheroient aussi-tôt les moyens d'empêcher la conclusion de l'alliance, ce qu'ils feroient aisément, lorsque les mesures n'auroient pas encore été bien prises. Il fut entierement de

mon avis, non-seulement parce qu'il avoit envie d'être envoyé auprès de Sa Majesté, mais aussi parce qu'en effet les choses n'étoient pas encore disposées en Hollande à donner une pleine satisfaction à Sa Majesté. Il me parla là-dessus avec beaucoup plus de franchise qu'il n'avoit encore fait; il me dit qu'il étoit obligé de m'avoiier que les sentimens étoient partagés dans Amsterdam, & que Van-Buning, qui avoit la principale direction des affaires, étoit absolument contraire à l'alliance de la France. Il me confia que cet homme n'avoit jamais voulu ajoûter foi à tout ce que j'avois fait infinuer avant la Treve à quelques-uns des bien intentionnés, touchant les sentimens de Sa Majesté pour la paix, & qu'il avoit témoigné encore plus de défiance, lorsque j'avois parlé ouvertement à ceux du Gouvernement d'Amsterdam; que quand lui Hop en avoit fait le rap-port, Van-Buning avoit dit que je leur manquerois de parole; que Sa Majesté les tromperoit, qu'on ne vouloit que les diviser pour les perdre, & pour se rendre maître des Pays-Bas; que ses raisonnemens étoient fondés sur des principes généraux de politique. Il disoit que Sa Majesté étoit un Conquérant, & qu'il n'étoit pas de la nature d'un Conquérant de s'arrêter au milieu de ses Conquêtes, surtout quand rien ne pouvoit s'opposer à ses desseins & à ses entreprises: mais je lui dis que Van-Buning ne connoissoit pas Sa Majesté, & qu'Elle étoit autant au-dessus des auttes Conquérans, que ces Conquérans étoient au-dessus du commun

des hommes.

Je mandai cependant que s'il n'y avoit que cet obstacle, & qu'il n'y eût rien à appréhender de la part du Prince d'Orange & du Pensionnaire Fagel, je ne m'en mettrois pas en peine, de même que je n'aurois pas beaucoup appréhendé dans la situation où étoient les affaires, d'être traversé par le Prince d'Orange & par le Pensionnaire Fagel, si je n'avois pas à craindre Van-Buning, & ceux

### NEGOCIATIONS

du Conseil d'Amsterdam, qui étoient de son parti: mais que quand ces deux obstacles se rencontroient ensemble, on avoit besoin d'un peu de tems & d'adresse pour les surmonter.

J'en proposai les moyens au Sieur Hop, qui ne consistoient proprement que dans l'exécution des bien intentionnés, dont j'avois eû l'honneur de rendre compte à Sa Majesté, & qu'Elle avoit fort approuvé. Je lui dis que ceux qui fouhaitoient l'al-liance avec la France n'en viendroient jamais à bout, & qu'ils ne pourroient non plus rien faire à l'avantage de la République tant qu'ils ne feroient pas les maîtres de leur Gouvernement, & qu'ils ne rétabliroient pas la liberté qui devoit être dans les suffrages. Qu'il étoit nécesfaire avant tout de remettre les choses sur le pié de l'ancien Gouvernement dans les Provinces de Gueldres, d'Utrecht, & d'Overissel; qu'il falloit pareillement corriger les abus dans la Province de Hollande, &

# DE M. LE COMTE D'AVAUX. 29

furtout qu'il n'y alloit pas moins de la réputation de Messieurs d'Amsterdam, que de la liberté de la République, d'ôter le Pensionnaire Fagel du Gouvernement; qu'ils pouvoient s'assurer qu'ils auroient pour cet esfet toute la protection de Sa Majesté, dont ils auroient besoin.

Que quand ils auroient ainsi rétabli leur Gouvernement, ce qu'ils pouvoient aisément faire, ils auroient les Provinces de Gueldres, d'Utrecht, & d'Overissel, à leur dévotion; que celles de Frise & de Groningue étoient déja dans leurs sentimens; qu'après cela tout leur seroit aisé, qu'ils jouiroient d'une parfaite liberté & d'un plein repos, & que sans être traversés par le Prince d'Orange, ils pourroient s'appliquer entierement à faire sleurir leur commerce.

Je lui parlai ensuite des prétentions du Prince d'Orange; je lui témoignai que je serois extrèmement sâché que quelqu'un des bien intentionnés allât solliciter sés intérêts auprès de Sa Majesté. Il me dit qu'il me donnoit sa parole que pas un de céux qui avoient de bons sentimens ne se chargeroit d'aller à la Cour de Sa Majesté, uniquement pour le Prince d'Orange; mais que si les Etats Généraux vouloient donner commission de renouveller les anciennes alliances, & de travailler à l'avantage du commerce de la République, & qu'on y joignît en même tems la recommandation des intérêts du Prince d'Orange comme un accessoire, on prendroit volontiers un pareil emploi.

Il faut que je convienne que les Etats Généraux ne pouvoient s'empêcher de faire quelque démonstration en faveur du Prince d'Orange; je crois même que le Sieur Hop jugeoit bien que le Prince d'Orange, & le Pensionnaire Fagel, ne consentiroient jamais qu'on envoyât quelqu'un en France, seulement pour y renouer une plus étroite correspondance, & pour y avantager le commerce. Ainsi pour obtenir leur consentement, il falloit se charger de par-

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 31 ler des intérêts du Prince d'Orange, & c'étoit beaucoup que les bien intentionnés eussent empêché qu'il n'eûteû l'honneur ni l'avantage qu'on eût rien stipulé en sa faveur dans le Traité, & qu'ils ne voulussent pas non plus aller parler pour lui à la

non plus aller parler pour lui à la Cour de Sa Majesté, à moins que le principal sujet de leurs instructions ne regardât les intérêts de la Républi-

que.

Cependant je lui témoignai que la commission dont il me parloit étoit fort délicate; que celui qui en seroit chargé devoit aller en France avec cet esprit; que c'étoit la République qui faisoit alliance avec Sa Majessé, & non le Prince d'Orange; qu'eux-mêmes se perdroient les premiers s'ils ne songeoient à s'unir tellement avec Sa Majesté, qu'ils demeurassent toûjours les maîtres de l'exécution de leurs Traités. Que tant qu'ils laisseroient le Prince d'Orange dans le pouvoir où il étoit, il auroit beau avoit consenti à l'alliance, il la romproit toutes les sois que ses intérêts, qui

étoient bien dissérens de ceux de la République, exigeroient qu'il la rompît; qu'ainsi Sa Majesté, ni les Républicains, ne seroient jamais assurés de rien, & que dans deux ans on retomberoit de part & d'autre dans les mêmes désiances, & par conséquent dans le même état où l'on avoit été trois mois auparavant. Le Sieur Hop me parut entierement persuadé de tout cela, & je ne doutai point que son envoi en France ne sût très-utile & très-avantageux.

Jusques-là je ne lui avois rien dit de ce que S. M. m'avoit permis de faire aux bien intentionnés, touchant la réception de l'Ambassadeur que les Etats envoyeroient en France. Je pris occasion de lui en parler, mais d'une façon qui lui laissat croire que c'étoit sa considération particuliere qui attiroit cet honneur à la République, ne doutant pas que cela ne le gagnât entierement; ainsi je lui dis, qu'autant que je pouvois juger par les Lettres de Sa Majesté, elle étoit si satissaite de la conduite de certai-

nes personnes de l'Etat, que s'ils étoient envoyés en France il pourroit bien arriver qu'elle passeroit en leur considération par-dessus les dissicultés qui avoient arrêté jusqu'à cette heure la réception de M. de Staremberg. Il comprit ce que je lui voulois dire: mais quoiqu'il me sît voir une extrème joie sur son visage, il ne me répondit que par une grande révérence.

Comme c'est dans l'Assemblée de 21 Juilles Hollande, du mois de Juillet, que 1684. l'on nomme des Commissaires pour affermer les droits d'impolition que paye cette Province, & que les baux doivent être faits incessamment, parce que les nouveaux Fermiers entrent en possession le 24 d'Août; il falloit par conséquent régler dans cette Affemblée si l'on continueroit la levée d'un dixieme d'augmentation, qu'on établit il y a deux ans sur toutes les impositions qui se levent dans la Province de Hollande, pour l'entret en de la levée de dix mille cinq cents hommes qui se sit alors. Il sut résolu, Tome IV.

le 20 de Juillet, que l'on ne continueroit plus cette augmentation d'imposition. On ne sait pas de doute que lorsque cette Province se rafsemblera au mois de Septembre, on ne soit obligé de casser la recrûe, puisqu'on aura retranché les moyens de la faire subsister; je sai que les principaux membres de cette Province comptent cela comme une affaire qui ne peut manquer, ce sera dix mille cinq cents hommes retranchés

25 Juillet 1684. é

de l'état de guerre.

Je mandai que M. de Montmouth étoit depuis dix jours à Diren, que le Prince d'Orange ne s'étoit pas contenté de l'y régaler parfaitement bien, mais qu'il l'avoit fait recevoir à son passage à Nimegue avec des honneurs extraordinaires, & qu'il ne pouvoit lui avoir fait rendre que par une grande assectation, car on ne fait aucun honneur dans les Villes de la République, ni aux Ambassadeurs qui y passent, ni aux autres personnes qui ont quelque caractere distingué.

Les créatures du Prince d'Orange

recommencerent en ce temps-là à parler des intérêts de ce Prince, & remirent sur le tapis la proposition d'envoyer pour ce sujet auprès de Sa Majeste en Angleterre & à Berlin; on faisoit croire au peuple que ce Prince ne jouissoit pas d'un sou de tout le bien qu'il avoit en France, & que c'étoit Sa Majesté qui le faisoit confisquer.

On n'attendra pas jusqu'à l'Assemblée du mois de Septembre pour parler de la réduction de la nouvelle recrûe de dix mille hommes; on en doit faire la proposition cette semaine: mais je ne pense pas que cette

affaire puisse être si-tôt décidée.

Je mandai au Roi, le 27 Juillet, 27 Juillet que les Etats de Hollande se sépare-1684. roient deux jours après; que je ne savois pas encore si avant ce tems-là ils prendroient une conclusion définitive pour la cassation de la recrûe de dix mille hommes, mais que je pouvois répondre à Sa Majesté que c'étoit une chose qui seroit faite & exécutée, ou dans ce tems-là, ou

C ij

dans six semaines, ceux d'Amsterdam s'étant déja expliqués qu'ils tenoient à leur égard ces troupes pour cassées. Les principales Villes résolurent aussi dans leur Conseil de les casser, & quelques personnes ayant représenté dans l'Assemblée de Hollande qu'il falloit favoir l'avis du Prince d'Orange; ceux d'Amsterdam répondirent que ce seroit lui faire injure de lui demander son avis, lorsqu'on étoit déterminé à faire le contraire de ce qu'il désiroit; d'autres dirent qu'il falloit attendre jusqu'au mois de Septembre: mais ceux d'Amsterdam représenterent qu'ils ne voyoient pas pourquoi la Province de Hollande continueroit encore deux mois cette dépense; & comme ils avoient déclaré formellement qu'ils cassoient en leur particulier cette recrûe, & qu'ils n'en payeroient plus leur part, je mandois au Roi que les autres Villes seroient obligées d'en faire de même, ou que si elles vouloient en continuer le payement encore deux mois, c'étoit tout ce qu'elles pouvoient faire.

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 37

On n'avoit pas encore parlé dans la Province de Hollande des intérêts du Prince d'Orange: mais M. Odick, & quelqu'autres créatures du Prince, en firent bien du bruit dans les Etats Généraux. J'en parlai à quelques perfonnes des mieux intentionnés, & je vois qu'on est fort mal instruit de ce qui regarde les terres que le Prince d'Orange possede fous la domination de V. M. l'on est principalement abusé sur ses biens de Luxembourg, car je me suis apperçû que la principale dissiculté consiste en ce raisonnement, dont le Pensionnaire Fagel a prevenu la plûpart des esprits, que Luxembourg n'étant pas cedé incommutablement à V. M. le Prince d'Orange ne doit pas lui rendre foi & hommage des terres qu'il y possede.

La résolution est prise dans Amsterdam, & dans les principales Villes de Hollande, de donner congé au Comte de Waldeck, & de le démettre de ses Charges; c'est une chose qui ne se peut exécuter que dans l'As-

semblée de Hollande, du mois de Novembre, lorsqu'on dressera l'état de guerre pour l'année prochaine.

Je vois que les principaux des bienintentionnés demeurent jusqu'à cette heure fermes dans le déssein d'ôter les Charges au Pensionnaire Fagel, mais je ne sai quand ils le mettront à exécution.

Juillet 3684.

Le Roi me manda de détourner les Roi, du 24 États Généraux de faire de pressantes instances auprès de lui pour les intérêts du Prince d'Orange, & que comme il ne devoit espérer de Sa Majesté aucune grace, elle seroit bien aise qu'aucun des bien-intentionnés ne se chargeât de faire des demandes pour ce Prince.

> Sa Majesté me manda qu'elle informeroit l'Evêque de Strasbourg du bruit que je lui écrivois s'être répandu, que l'Electeur de Cologne vouloit rétablir par la voie des armes son autorité dans Liége, & y envoyer des troupes pour y bâtir une Citadelle: mais que quoiqu'elle ne fût pas persuadée que ce Prince eût effective

ment ce dessein, néantmoins Elle écrivoit à l'Evêque de Strasbourg de ne rien obmettre pour l'en détourner, & qu'Elle lui en faisoit si bien connoître les inconvéniens, qu'Elle avoit sujet de se promettre qu'il chan-

geroit de sentimens.

Je mandai au Roi qu'on m'avoit dit que l'Electeur de Cologne alloit 1684. demander aux Etats Généraux la restitution des contributions qu'ils avoient levées dans le pays de Liége; que l'éclaircissement de cette affaire ne pouvoit être que fort désavantageux au Prince d'Orange, qui n'avoit rendu à l'Etat, de toutes les contributions qu'il avoit tirées pendant la derniere guerre, que cent cinquante mille florins; & l'on prétendoit qu'il avoit touché près de trois millions; qu'il seroit bon que les Ministres de Liége eussent ordre de pousser cette affaire avec vigueur, & qu'ils délivrassent aux Etats Généraux le mémoire des contributions levées dans le pays de Liége; que cela serviroit de fondement pour en demander

14 Août

compte au Prince d'Orange; mais qu'il faudroit que le mémoire fût exact & fidele.

Quelques personnes bien informées m'avoient assûré que l'Electeur de Brandebourg entroit fort dans le sentiment des Princes de la Maison de Lunebourg, & que le Duc d'Hanovre avoit trouvé moyen, soit par M. de Groot, soit par d'autres voies, de gagner absolument cet Electeur.

Lettre d Roi, du d'Août 1634.

Le Roi me manda qu'il falloit attendre que la Ville d'Amsterdam lui fît proposer ce qu'elle désiroit pour l'avantage de son commerce, soit par moi, soit par le Sieur Hop, en qualité d'Ambassadeur des Etats.

Qu'il avoit vû avec plaisir, par ma Lettre du 27, que les bien-intentionnés demeuroient sermes dans les résolutions de diminuer l'autorité du Prince d'Orange, tant par la cassation de la recrûe de dix mille hommes, que par le rétablissement de l'ancienne forme du Gouvernement dans les Provinces de Gueldres, d'Utrecht, & d'Overissel, & la suppres-

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 41 fion des Charges du Prince de Waldeck. Qu'il étoit bon aussi de les fortifier d'ans la pensée de faire une plus étroite alliance avec Sa Majesté, & dans celle de perdre le Pensionnaire Fagel, comme le plus grand obstacle au dessein des bien-intentionnés.

J'allai à Amsterdam. Je ne fis pas ce Voyage fans confulter auparavant 1684. les Régens de cette Ville là , qui avoient jugé, aussi-bien que moi, que cela étoit très-nécessaire pour rétablis entre nous un commerce public, & sans mystere, & pour donner lieu à tous les autres membres de l'Etat de me voir sans scrupule, ce qu'ils n'avoient osé faire, principalement depuis deux ou trois ans. Van-Buning me vint voir ( aussitôt que je sus arrivé ) comme premier Bourguemestre-Régent. M. Borel & le Sieur Hop y vinrent aussi. J'allai chez eux, & le lendemain ils me vinrent prendre par ordre des Magistrats, & me menerent dans des Yachts, voir les plus beaux endroits de la Ville & le Port, où ils avoient ordonné à tous les

ro Acas

Vaisseaux & Bâtimens de mettre leurs Pavillons; ensuite ils me donnerent un grand repas, avec d'autres Bourguemestres & des principaux de la Ville. Tous ces Messieurs me témoignerent une extrème reconnoissance des bontés de Sa Majesté, & une serme résolution de se conserver l'honneur de sa bienveillance.

17 Août

Je mandai au Roi qu'un des Bourguemestres des plus affectionnés à la France m'avoit assuré avant mon départ de la Haye, que je trouverois Van-Buning affez bien disposé pour l'alliance de la France, mais qu'il ne m'avoit rien paru de semblable; qu'au contraire j'avois vû qu'il ap-préhendoit que j'en parlasse, & qu'il prenoit tous les devans pour me faire voir que ce n'étoit pas une chose qu'on dût proposer alors: qu'il m'avoit représenté que Sa Majesté devoit être en sûreté des Etats Généraux; qu'ils n'avoient plus d'engagement avec l'Espagne après le Traité signé à la Haye; qu'ils ne se mettoient pas non plus en peine des affaires de

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 43 l'Empereur si Sa Majesté entroit en guerre sur ce qu'il ne voudroit pas accepter les propositions offertes à Ratifbonne (cette affûrance me fut généralement donnée par tous les autres) & enfin que le Roi d'Angleterre n'apprendroit pas plûtôt qu'on pro-poseroit à la Haye une alliance, qu'il s'employeroit fortement pour l'empêcher, & qu'il savoit ce que S. M. B. lui avoit dit là-dessus. Comme je le vis dans ces dispositions, je pris le parti (après l'avoir loué sur le bon succès des affaires, car il aime fort à être flatté ) de lui dire que j'étois persuadé que la principale chose à laquelle Messieurs d'Amsterdam se devoient appliquer, étoit de remettre la République sur le pied où elle devoit être, de rétablir le Gouvernement dans les Provinces de Gueldres, d'Utrecht, & d'Overissel, & fur-tout d'éxécuter le dessein qu'ils voient pris de pousser à bout le Pensionnaire Fagel. Comme toutes ces choses-là étoient de son goût, il m'en parla assez ouvertement, & ne s'éloi-

gna pas de ce que je lui avois dit. Il me parut extraordinairement animé contre le Pensionnaire Fagel. Il s'ouvrit ensuite à moi, sur une chose qui lui faisoit de la peine. Il me dit qu'il avoit reçû avis qu'on travailloit à l'accommodement du Prince d'Orange, & que Sa Majesté lui offroit de le rendre plus puissant que jamais, s'il vouloit entrer dans ses intérêts. Je lui contai là-dessus ce que Marlot m'étoit venu dire, ce que j'en avois mandé à Sa Majesté, & la réponse dont Elle m'avoit honoré: il en fut extrèmement satisfait, & les Régens d'Amsterdam, à qui il en rendit compte.

Comme j'allois plûtôt pour rétablir une correspondance publique entre Messieurs d'Amsterdam & moi, que pour leur parler d'aucune assaire; je me contentai, lorsque je vis d'autres personnes du Gouvernement, de leur témoigner en général le gré que Sa Majesté leur savoit de leur fermeté & de leur sage conduite, les bonnes dispositions où Elle étoit pour les fa-

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 45 voriser dans leur commerce en tout ce qui ne porteroit point de préjudice à ses sujets, & autres choies semblables. Il n'y en eut que deux ou trois, avec qui j'étois plus familier, qui me parlerent d'eux-mêmes de l'alliance qu'ils jugeoient nécessaire pour eux; leur intention étoit d'y travailler sérieusement. Pour moi je ne doutois pas que s'ils chassoient le Pensionnaire Fagel, & rétablissoient leur Gouvernement, cette affaire ne se fît d'elle-même; aussi je ne leur témoignai avoir d'autre désir que de voir la République jouir de son ancienne liberté, sachant bien que le reste suivroit bien vîte, & que sans cela il n'y avoit rien à faire.

Je parlai à Van-Buning des affaires du Prince d'Orange; je lui dis que j'étois extrèmement surpris qu'on abusât le peuple de Hollande, en lui faisant accroire que Sa Majesté avoit confisqué le bien de ce Prince, & qu'on voulût sous ce prétexte lui donner des dommagemens. Je lui expliquai les raisons qui étoient con-

tre les prétentions du Prince d'Orange, il en fut fort satisfait, & me dit qu'il falloit représenter tout cela aux Etats Généraux s'ils me venoient parler de cette affaire, & qu'il ne croyoit pas qu'on envoyât en France, si on étoit bien éclairci de la vérité, & qu'en ce cas il n'y auroit pas lieu non plus de donner des dédommagemens.

Je mandai que ces Messieurs ne se mettoient gueres en peine des àffaires du Prince d'Orange; mais que les uns par bienséance, les autres pour ne paroître pas trop animés contre lui, pourroient se laisser aller à faire des instances en sa faveur, & peutêtre à lui accorder trente mille francs par an de dédommagement, à moins qu'on ne leur fît voir l'injustice de ses plaintes; & que comme il ne seroit point du tout à propos que ces Messieurs là donnassent un dédommagement au Prince d'Orange; premierement, parce que cela les feroit insensiblement entrer dans ses intérêts; & en second lieu, parce que le peuple DE M. LE COMTE D'AVAUX. 47 jugeroit par-là que ce Prince souffriroit beaucoup, & que cela pourroit porter les esprits à leur rendre leur assection qui étoit bien diminuée, je ferois tout ce qui me seroit possible pour l'empêcher.

Le dessein de Messieurs d'Amsterdam est de faire une réforme de troupes dans le mois de Novembre, lorsqu'on fera l'état de guerre de l'année prochaine. Ils ne veulent conserver que vingt-huit mille hommes, tant Infanterie que Cavalerie, comme ils

firent après la paix de Munster.

Ils croyent que le Pensionnaire Fagel se démettra de sa Charge; il est vrai qu'il en sait toutes les mines: mais je suis persuadé qu'il n'en sera rien, si on ne l'y contraint par sorce. Il dit il y a huit ou dix jours, à un Bourguemestre d'Amsterdam, qu'il vouloit quitter sa Charge; celui-ci lui répondit qu'il feroit très-bien, & que s'il étoit en sa place il en seroit autant. Le Pensionnaire Fagel demeura tout court à cette réponse, car il ne s'y attendoit pas, & il croyoit

que l'autre l'inviteroit à demeurer dans le Gouvernement.

J'ai témoigné à ces Messieurs qu'il y alloit, & de leur réputation, & de leur sûreté, de lui faire faire son procès, après qu'il les avoit voulu faire passer dans toute l'Europe pour traîtres à leur Patrie. Je leur ai même fait connoître que Votre Majesté ne pourroit prendre confiance en eux tant que le Pensionnaire Fagel demeureroit dans le poste qu'il occupoit; qu'eux ne pourroient répondte l'éxécution des Traités qu'ils roient. Qu'ils voyoient que dans le tems qu'il avoit tout à appréhender; il venoit de dresser une résolution des Etats sur l'inclusion de Genes, contre la teneur de leur Traité; que s'ils laissoient passer cette conjoncture, qui leur étoit si favorable, il ne perdroit pas celles qui se rencontreront dans la suite, de rejetter la République dans de nouveaux embarras, & qu'avant qu'il fût deux ans ils fe trouveroient à l'égard de Votre Majesté au même état où ils ont été depuis quelque DE M. LE COMTE D'AVAUX. 49 quelque tems, & dont ils ont cu tant

de peine à se tirer.

Je me fuis fervi pour les perfuader encore davantage d'un avis très-secret, mais très-sûr, que je venois de recevoir, qui est, que l'Envoyé d'Hanover qui est ici, ayant reçû ordre de son Maître de se retirer, lui a écrit pour lui remontrer que le Traité qu'il a fait avec les Etats expirera dans un an, & qu'il seroit à propos d'en folliciter le renouvellement. Je leur ai fait voir que cette pensée de renouveller le Traité n'est pas venue du Duc d'Hanover, mais de fon Ministre à la Haye. Que ce Ministre n'agit que par les ordres du Prince d'Örange, à qui il écrivoit régulierement tous les jours à Loo, où il étoit; que l'on doit juger par-là des intentions de ce Prince, puisqu'il est notoire que le Duc d'Hanover n'a aucune liaison avec la République, mais avec le seul Prince.d'Orange. Que ce Traité n'est pas un traité de commerce qui demande naturellement à être renouvellé, mais Tome IV.

un Traité qui a été fait pendant la guerre, & qui devoit plùtôt cesser après la paix faite, qu'être renouvellé. Je découvris à mon retour d'Am-

sterdam, que ce qui avoit donné lieu à Van-Buning de croire que le Prince d'Orange alloit se raccommoder avec le Roi, étoit qu'un n<del>o</del>mmé Silvius, qui étoit auprès de la Princesse d'Orange, avoit dit au Prince qu'il avoit ordre du Roi d'Angleterre de lui témoigner que S. M. B. étoit persuadée que tout ce qu'il avoit sait étoit à très-bonne intention; & que comme le Roi d'Angleterre l'avoit aussi eue très-bonne de son côté, il falloit oublier le passé de part & d'autre, & qu'elle lui offroit en ce cas de le bien remettre auprès du Roi, & de lui faire avoir raison sur tout ce qu'il pouvoit prétendre en France: mais quoique Silvius eût pressé par trois ou quatre dissérentes fois le Prince d'Orange de songer à ses véritables intérêts, & d'écouter ses propositions, le Prince d'Orange ne voulut jamais l'écouter.

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 51

J'appris que l'Electeur de Cologne vouloit envoyer des Troupes à Liége, pour se rendre maître de cette Ville. Je mandai au Roi que cette marche ne feroit pas le mauvais effet qu'elle auroit fait avant l'échange des ratifications, & avant la retraite des Troupes du Roi des Pays-Bas Espagnols; que cette prompte exécution de la part du Roi, du Traité signé à la Haye, avoit tellement rassuré les esprits, qu'ils n'avoient fait aucune attention à une grande Lettre du Prince d'Orange, par laquelle il leur avoit remontré la conséquence qu'il y avoit de ne pas souffrir que M. l'Electeur de Cologne réduisit la Ville de Liége par la force des armes; il les avoit exhortés à s'entremettre pour terminer cette affaire à l'amiable.

Que l'on s'attendoit que le Roi feroit attaquer les Espagnols en Catalogne & en Italie, & qu'il augmenteroit ses propositions, puisqu'ils ne les avoient pas acceptées dans le tems; & j'assûrai Sa Majesté que les Etats Généraux le verroient saire sans y prendre aucune part. Dij

On délivre tous les mois dans la Province de Hollande des Ordonnances pour la dépense du mois. C'est le Conseil de la Province qui est assemblé toute l'année qui dresse ces Ordonnances; le Pensionnaire Fagel l'avoit induit à mettre dans les Ordonnances du mois d'Août le payement de la recrûe de dix mille cinq cents hommes, parce que la Provin-ce de Hollande n'avoit pas pris de résolution avant que de se séparer pour la cassation de cette recrûe: mais comme Messieurs d'Amsterdam avoient déclaré qu'ils la tenoient caffée à leur égard, & que plusseurs autres Villes étoient de ce sentiment: on fit déchirer ces Ordonnances des Conseillers Députés de Hollande, & on leur en fit refaire de nouvelles, dans lesquelles le payement de cette nouvelle recrûe n'étoit pas compris.

Lettre du d'Août 1684.

Le Roi me manda qu'il approuvoit Roi, du 10 la proposition que je faisois, de saire connoître aux Etats Généraux combien monto ent les contributions que lePrince d'Orange avoit tirées du DE M. LE COMTE D'AVAUX. 53

pays de Liége, & qu'il écrivoit pour cet effet à l'Évêque de Strasbourg & à M. Tambonneau. Cependant cette affaire ne sut pas poursuivie comme elle devoit l'être, & on manquoit à ces sortes de choses qui étoient essentielles, & par où on pouvoit le décréditer dans les États Généraux, & le brouiller avec eux, dans le tems qu'on lui suscitoit des affaires qui ne lui faisoient nul tort dans la République, & qui au contraire portoient les États Généraux à entrer dans ses intérêts.

Sa Majesté me manda qu'Elle se feroit rendre compte au plûtôt des raisons que les Marchands Hollandois pouvoient avoir pour prétendre le prix des marchandises qui avoient été vendues à Dunkerque.

Et qu'Elle vouloit bien que la République de Genes fut comprise dans la paix, si les Etats Généraux le

demandoient instamment.

Mais je mandai au Roi que je lui 17 Aolis répondois que les Etats Généraux 1684, ne souhaitoient autre chose de Sa

D iij

Majesté qu'une exacte exécution du Traité de Treve, & qu'ils ne prendroient aucune part au refus qu'Elle feroit d'admettre la République de Genes dans le Traité d'Espagne.

Que le Résident de Munster m'avoit appris qu'on lui avoit envoyé l'état des contributions que le Prince d'Orange avoit tirées pendant la derniere guerre sur le pays de Liége; qu'il montoit à deux millions trois cens mille livres; qu'un Bourguemestre d'Amsterdam avoit pressé extraordinairement ce Résident de faire imprimer ce mémoire, ou de lui en donner copie; mais qu'il n'avoit voulu faire ni l'un ni l'autre. Que ces sortes de Ministres avoient toûjours peur de déplaire au Prince d'Orange; qu'ainsi il étoit à propos qu'il eût ordre de demander une Conférence aux Etats Généraux pour entrer en matiere, afin de terminer à l'amiable les différends qui étoient entre M. l'Electeur de Cologne & les Etats Généraux, conformément au mémoire qu'il avoit présenté;

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 55 comme la répétition des contributions payées en faisoit un des principaux articles, il auroit sujet de délivrer dans cette Conférence un mémoire de ces contributions, & on seroit obligé d'en donner aussi-tôt des copies à tous les membres de l'Etat. Si Votre Majesté jugeoit à propos, pour plus grande sûreté, qu'on or-donnat à ce Résident de me communiquer cet état lorsqu'il le délivrera aux Etats Généraux, j'en ferois incessamment passer une copie dans le Conseil d'Amsterdam, sans même qu'on sût qu'elle vint de moi. Ces Messieurs ne le demandent pas avec tant d'empressement, sans avoir desfein d'en faire un bon usage. Il est constant que le Prince d'Orange en doit rendre compte aux Etats, & que depuis l'établissement de la République les contributions font toûjours entrées dans les coffres de l'Etat. Cependant le Prince d'Orange n'arendu aux Etats Généraux que cent cinquante mille francs de toutes les contributions qu'il a levées, tant dans le

D iii j

pays de Liége, que par-tout ailleurs: Silvius fit des plaintes au Prince d'Orange de ce qu'il traitoit si bien M. de Montmouth. Le Prince d'Orange lui a répondu que si le Roi d'Angleterre avoit bien voulu le faire avertir plûtôt que cela lui déplairoit, il auroit vû ce qu'il auroit eu à faire; mais que le Roi d'Angleterre ne lui en a rien fait dire qu'après qu'il étoit engagé à recevoir M. de Montmouth à Diren. Que Chudley, qui avoit ordre de lui parler sur ce sujet, & qui avoit une Lettre du Roi d'Angleterre, l'avoit gardée dans sa poche, & s'est excusé sur ce qu'il n'avoit osé quitter la Haye pour le venir trouver à Vilworde: mais qu'à cette heure qu'il avoit reçû M. de Montmouth, il ne le pouvoit plus chasser, & qu'il continueroit à vivre avec lui comme il avoit fait jusqu'à présent. Silvius a encore dit qu'il avoit donné à son retour d'Angleterre une Lettre de M. le Duc d'Yorck à Madame la Princesse d'Orange, par laquelle le Duc d'Yorck lui reproche qu'elle a reçû

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 57 le Duc de Montmouth, que Madame la Princesse d'Orange se mit à pleurer après l'avoir lue, & lui dit qu'elle n'étoit pas la maîtresse; & que puisque M. le Prince d'Orange le vouloit ainsi, il falloit bien qu'elle obéît. Elle a bien changé depuis ce tems-là.

Silvius avoit donc témoigné qu'il vouloit s'en retourner: mais il a mandé depuis peu qu'il a différé son départ, voyant que les affaires prenoient un meilleur train, & que M. le Duc d'Yorck & le Prince d'Orange s'étoient écrits depuis un mois

deux fois la semaine.

Je fus informé avant-hier au soir, par un homme fort de mes amis, qui le sait de Van-Buning même, qu'il y a un Traité fort secret entre la Suede & la Maison de Lunebourg sur dissérens intérêts, & entr'autres sur ceux du Duc d'Holstein. Van-Buning a dit à cet homme que c'étoit une chose si secrete, qu'il n'y avoit pas trois personnes dans la République qui le sussent que c'étoit ce Traité là qui empêchoit la Maison de Lunebourg

d'entrer dans les propositions du Roi de Danemarck. Je donnai part de cet avis à l'Ambassadeur de Danemarck à la Haye, & je le mandai à M. de Rebenac a Berlin, pour en faire tel usage qu'il jugeroit à propos.

Les Etats Généraux me donnerent en même tems en Flamand les piéces justificatives de cent mille écus que deux Vaisseaux François ont pris sur leurs Vaisseaux des Indes d'Occident, de la maniere que j'ai eu l'honneur de le mander à Votre Majesté; cette affaire leur tient fort au cœur, & je le sai des Bourguemestres d'Amsterdam, & des plus honnêtes gens qui ont intérêt à cette prise. Je leur témoignai que Votre Majesté n'étoit pas informée de cette affaire; que j'aurois l'honneur de lui en rendre compte, & qu'ils pouvoient s'assûrer qu'Elle leur feroit rendre toute la just ce qu'ils pouvoient raisonnablement désirer.

J'ai parlé au Résident de Munster, qui à ce que je vois n'a pas envie de livrer aux Etats Généraux l'état des

DE M. LE COMTE D'AVAUX, 59 contributions levées. Il m'a dit à la vérité qu'il n'avoit point d'ordre làdessus; qu'il appréhendoit même qu'on ne lui eût envoyé cet état sans l'avoir bien examiné; qu'il n'avoit pas reçû non plus les pieces justificatives de ces levées; ainsi il séroit bon qu'il eût un ordre précis de délivrer ce mémoire aux Etats Généraux. Il m'a dit aussi que M. l'Llecteur lui or-donnoit de faire entendre aux Erats, que si on vouloit lui quitter soixante & dix mille écus en principal, qui ont été touchés pour les ôtages de Zwol & de Deventer, il se rendroit fort facile sur le reste, c'est-à-dire qu'il n'en demanderoit rien. Cela me furprend, car les soixante & dix mille écus avec les intérêts ne peuvent monter qu'à cent mille écus, ce qui ne devroit pas entrer en comparaifon avec deux millions trois cens mille livres.

Il y a en un grand soulevement 18 Acât dans la Ville de Gorcum; les créa-1684. tures du Prince d'Orange de cette Ville là en ont fait naître l'occasion,

ayant vendu à des Marchands le Canon de la Ville, sans en rien communiquer au Confeil; & qu'on étoit fur le point de le livrer. Le peuple, & la meilleure partie des Magistrats, l'ont empêché. Cela a excité le tumulte, le Prince d'Orange y a envoyé des Troupes, qui, sous prétexte que leur ordre étoit d'obéir aux Magistrats, ont exécuté ce que le Bourguemestre, ami du Prince d'Orange, a souhaité. Cet incident a fait découvrir que pendant la négociation de la Treve, les Députés de Gorcum ont agi de leur chef dans l'Assemblée de Hollande, sans la participation du Conseil de leur Ville. La conduite que le Prince d'Orange a tenue dans cette assaire, fait croire à bien des gens qu'elle pourroit avoir des suites: mais je n'y vois pas d'apparence.

Le Prince d'Orange & M. de Montmouth étoient toûjours à la chasse à
Diren. Ce Prince ne se contenta pas
de lui donner en toutes occasions
beaucoup de marques de considération & d'amitié: il sit une chose si

offensante contre le Roi d'Angleterre & contre le Duc d'Yorck, que tout

le monde en fut surpris.

Lorsqu'il vaque une place d'Echevin dans la Ville de Leyde, le Conseil de la Ville en présente trois au Prince d'Orange, & il en choisit un. Un de leurs Echevins étant mort, ils envoyerent au Prince d'Orange à Diren le Bailly de leur Ville, avec un de leurs Conseillers, pour lui porter la nomination de trois personnes. Ces deux Députés étant entrés dans une chambre, le Prince d'Orange les vint trouver, & fans attendre qu'ils lui parlassent, il s'adressa au Bailly de Leyde, & lui dit qu'il étoit bien impudent d'oser se présenter devant lui après l'infame action qu'il avoit faite de livrer Armstrong au Roi d'Angleterre, & lui demanda s'il savoit bien qu'il n'étoit pas en fûreté à Diren, & que le Duc de Montmouth y étoit; qu'il pouvoit se venger sur lui de la méchante action qu'il avoit faite: il le chassa ensuite honteusement de sa maison, & lui défendit de se présenter jamais devant lui.

Ceux de Leyde n'ont pas été insensibles à l'affront qu'a reçû cet homme dans l'éxécution d'une commission qu'ils lui avoient donnée; cependant ils tiennent leur rancune secrete, & peu de gens en ont connoissance, car ils ne voyent pas le moyen de se vanger: mais ils prétendent avoir satisfaction sur le retardement que le Prince d'Orange apporte à choisir un des trois sujet qu'ils ont présenté pour être Echevin, & comme il y a un tems limité dans lequel il doit faire cette élection, ils veulent à son refus la faire eux-mêmes. Ils avoient résolu pour cet effet de s'adresser à la Province de Hollande; & afin que les Députés des Villes vinssent avec des instructions sur cette affaire, avoient demandé qu'elle fût mise pour un des points de convocation de l'Assemblée qui doit se tenir le cinquieme de Septembre prochain. Le Prince d'Orange l'a sû, & en a été si fort alarmé, qu'il est venu en secret à deux lieues de la Haye pour l'empêcher. On ne sait s'il a réussi, parce que les points de convocation ne sont pas encore dressés. Le Pensionnaire Fagel demeure depuis huit jours dans la maison qu'il a auprès de Leyde, & on croit qu'il y demeurera encore pour le moins autant de tems, afin de gagner ceux qu'il pourra dans le Conseil de cette Ville.

Cependant je supplie Votre Majesté de me permettre de lui faire observer le caractère de l'esprit du Prince d'Orange, & combien il est peu capable de plier, & de prendre des expédiens propres à sortir des affaires qu'il se fait ici, pour vouloir tout entreprendre avec une autorité absolue. Il appréhende extrèmement que Messieurs de Leyde ne portent cette affaire dans l'Assemblée de Hollande; cette plainte pourroit en attirer beaucoup d'autres, & ce premier pas fait enhardiroit Messieurs d'Amsterdam à faire des propositions qui diminueroient notablement son autorité. Il ne tient qu'à lui de prevenir ce coup, en faisant l'élection, cependant il ne la veut pas faire, parce qu'il ne peut se vaincre, ni céder en rien.

La raison pour laquelle il ne veut pas choisir aucun des trois qui lui tont présentés, c'est qu'il n'y en a pas un qui se soit voulu engager à donner sa voix pour mettre dans le Conseil de Ville de Leyde une de ses créatures, qui en a été chassé depuis dixhuit mois.

Je ne puis encore dire à Votre Majesté quel train les affaires prendront ici; tout dépend de la vigueur de Messieurs d'Amsterdam, & il leur fussit d'oser entreprendre pour venir à bout de tout ce qu'ils voudront. Je les vois dans une ferme résolution de chasser le Pensionnaire Fagel, & de rétablir la forme de leur Gouvernement: mais je ne conviens pas avec eux des mesures qu'ils veulent prendre pour cela; ils ont un peu trop d'égards, & il est constant que s'ils temporisent, & s'ils ne profitent pas de cette premiere conjoncture qui se présente, ils auront de la peine à y revenir. Je n'ai rien omis pour leur faire comprendre cette vérité. Les plus honnêtes gens d'ici en sont persuadés:

# DE M. LE COMTE D'AVAUX. 65

Tuadés: Messieurs d'Amsterdam le croyent auss: mais ils ne sont pas encore bien convaincus des moyens que nous leur proposons. Je supplie très-humblement Votre Majesté d'être persuadée que je ne perds aucune occasion de leur bien représenter ce que je dois là-dessus: en effet, je crois qu'il n'y a rien à cette heure de plus important à faire ici pour le service de Votre Majesté; car, pour ce qui est de l'alliance, il ne faut pas que j'en dise un mot davantage.Les bienintentionnés savent les bonnes dispositions de Votre Majesté, & ils ont été fort satisfaits de la maniere dont je m'en suis expliqué à Van-Buning. Tous les Ministres Etrangers sont fort alertes là-dessus, & j'ai appris depuis peu, qu'aussi-tôt que le Trai-té sut signé à la Haye, le Sieur Witsendorf, qui n'agit que par l'instigation du Prince d'Orange, manda au Sieur de Groot que Messieurs d'Amsterdam alloient travailler à faire une alliance avec la France; qu'il devoit

faire considérer deux choses à M.

Tome IV.

l'Electeur de Brandebourg, auprès de qui il étoit envoyé; l'une, que Messieurs d'Amsterdam alloient se jetter dans les bras de Sa Majesté, ensorte que le Prince d'Orange, & tout son parti, seroit entierement ruiné; l'autre, que les Etats étant attachés de cette maniere à Sa Majesté, toute l'Europe seroit dorénavant soûmise à ses volontés.

Je découvris que l'on travailloit pour raccommoder Messieurs d'Amsterdam avec M. le Prince d'Orange, & sur-tout le Prince de Nassau avec ce Prince; cela m'obligea à veiller

de près à sa conduite.

Je mandai au Roi que j'avois été surpris d'apprendre par le Résident de Munster, que l'intention de son maître n'étoit pas de faire une simple alliance avec les Etats, mais une alliance pour la manutention des Traités de la Haye & de l'Empire. Que je ne savois si l'on avoit communiqué ces circonstances à Sa Majesté; mais qu'il me sembloit qu'il y avoit une grande différence entre une simple

alliance défensive, qui ne blesse personne, ou un simple acte de garantie que l'on donne à la partie intéressée; & une alliance de garantie, c'est ce que l'Angleterre voulut faire après la paix de Nimegue, & que Sa Majesté n'agréa pas. Que j'en avois dit mon sentiment au Résident de Munster, qui me répondit qu'il avoit ses ordres. Il est certain que M. l'Electeur de Cologne jettoit par-là les sondemens d'une ligue générale contre Sa Majesté.

Le Roi me manda que je tâchasse Lettre du de pénétrer tout ce qui se négocioit Roi du 24 entre le Duc d'Yorck & le Prince Août 16840 d'Orange, & que j'en donnasse avis à M. de Barillon, afin qu'il s'employât à empêcher une plus grande liaison de l'Angleterre avec le Prince d'Orange.

Qu'il feroit examiner le mémoire touchant les deux Vaisseaux des In-

des d'Occident.

M. de Croissy me manda que les Lettre de deux Vaisseaux François qui avoient M. de Croissait les deux prises dans l'Amérique, sy, du 24 Août 1684.

E ij

étoient des Forbans qui n'avoient aucune commission de Sa Majesté, & qui pilloient sur les sujets comme sur les étrangers.

Lettre du Le Roi me manda qu'il étoit bien Roi, du 24 surpris de voir que j'eusse sait espérer Août 1684 aux Etats Généraux qu'il retireroit ses Troupes des Pays-Bas après que les six semaines qui avoient été stipulées. pour l'échange des ratifications seroient expirées, puisque, comme je n'avois obligé Sa Majesté, par l'article 3. du Traité de la Haye, à rappeller ses Troupes qu'après l'échange, Elle ne voyoit aucune raison qui pût donner lieu aux Espagnols de prétendre qu'Elle retirât les Troupes!, & que les contributions cessassent avant que le Roi Catholique eût envoyé sa ratification sur le nouveau Traité que les Ministres Impériaux avoient signé en son nom le onzieme du même mois. Qu'il ne servoit de rien de dire que par l'article 8. le Roi étoit engagé à faire cesser tous actes d'hostilité dans les Pays-bas, contre les Villes & lieux appartenans à la

# DE M. LE COMTE D'AVAUX. 69 Couronne d'Espagne, même dans le plat pays, si les Espagnols s'en abstenoient, &c. car comme les Etats Généraux avoient assez reconnu que cette cessation de tous actes d'hosfilité ne devoit pas empêcher l'exaction des contributions; & le séjour des Troupes Françoises en Flandre, puisque l'un & l'autre étoit permis par l'article 3. jusqu'à l'échange des ratifications; on ne pouvoit tirer de cet article 8. aucun prétexte de dire que le Roi fût obligé de retirer ses Troupes, & de faire cesser les contributions après l'expiration des six semaines, à moins que le Roi d'Espa-gne n'eût envoyé sa ratification, & qu'elle n'eût été échangée, ou à la Haye, ou à Ratisbonne; qu'ainsi toutes les plaintes des Ministres Autrichiens étoient mal fondées, & que les Etats Généraux avoient au contraire sujet de se louer de sa patience, en ce que la ratification d'Espagne n'ayant pas été portée à la Haye dans le tems stipulé, par une délicatesse

### 70 NEGOCIATIONS

l'Europe, Sa Majesté avoit bien voulu donner les mains à un nouveau Traité, & à un second délai de six semaines que les Ministres Autrichiens avoient crû nécessaire pour faire venir une ratification valable.

Le Roi ayant reçû les Traités signés à Ratisbonne avant que sa dépêche fût partie, Sa Majesté y ajoûta que celui qui regardoit l'Espagne, lui faifoit d'autant mieux voir combien étoient déraisonnables les plaintes & difficultés que faisoit le Marquis de Grana, qu'il devoit ou accepter ladite Treve ou la refuser; qu'au premier cas ses Troupes devoient demeurer en Flandre, & les contributions devoient être payées jusqu'à l'échange des ratifications; qu'au second cas, elle devoit retirer ses Troupes, mais qu'Elle n'étoit plus obligée à rendre Courtray ni Dixmude.

Que le Traité de la Haye contenoit deux stipulations fort distinctes; l'une en cas que l'Espagne l'acceptât & en envoyât sa ratification; l'autre

## DEM. LE COMTE D'AVAUX. 71

en cas qu'elle le refusât. Qu'il n'étoit plus question du second cas, puisque les Ministres Autrichiens avoient accepté pour l'Espagne; & qu'à l'égard du premier, Sa Majesté ne devoit rendre Courtray & Dixmude aux Efpagnols, qu'au cas qu'ils acceptassent le Traité, ainsi qu'il étoit porté par l'article 3. Que suivant l'article 5. Elle ne devoit retirer ses Troupes qu'après cet échange; & que par l'article 7. les contributions devoient être continuées jusqu'au jour de l'échange des ratifications d'Espagne; qu'ainsi on n'avoit qu'à lire le Traité pour tomber d'accord que, non-seulement les plaintes du Marquis de Grana étoient mal fondées, mais encore qu'il devoit au contraire convenir incessamment des termes des payemens, & faire donner des cautions valables par les Communautés qui voudroient s'exempter des exécutions militaires.

Que je devois parler en ce sens aux Etats Généraux, & leur déclarer que si les Espagnols ne se mettoient pas

E iiij

#### 72 NEGOCIATIONS

plûtôt en devoir de satisfaire à cette obligation, Sa Majesté seroit exiger les contributions par toute sorte de moyens, & qu'on ne devoit pas esperer que ses Troupes sortissent des Paysbas Espagnols, avant que l'échange des ratissications sût fait, & le payement des contributions assûré, conformément au Traité.

31 Août

1684.

Je ne perdis point de tems à exécuter les ordres du Roi, & dans une conférence que j'eus avec les Députés des Etats Généraux, pour leur donner part de la négociation de M. de Chanlais à Bruxelles, & des nouveaux ordres qu'il avoit reçûs de Sa Majelté en conséquence de la réponse du Marquis de Grana: je pris prétexte de leur parler du Traité signé à Ratisbonne, entre le Roi & le Roi Catisbonne. tholique, & je me servis de toutes les raisons contenues dans la dépêche de Sa Majesté au sujet des contributions, & du séjour de ses Troupes en Flandre. Les États Généraux ne purent s'empêcher de me dire, après bien des contestations, que les EspaDE M. LE COMTE D'AVAUX. 73 gnols gâtoient eux-mêmes leurs affaires, & ils ne pûrent disconvenir que

res, & ils ne pûrent disconvenir que le Roi avoit raison à l'égard des con-tributions: mais à l'égard du séjour des Troupes, ils en témoignement beaucoup d'inquiétude, & me dirent qu'ils n'auroient jamais signé le Traité s'ils n'eussent tenu pour assuré que le Roi n'auroit plus de corps d'Armée dans les Pays-Bas, apres les six semaines expirées. Qu'ils s'en étoient souvent expliqués dans nos conférences, & qu'il n'étoit jamais tombé dans l'esprit de pas un de la République que le Roi prétendît que ses Troupes demeurassent dans les Pays-Bas, après leur avoir offert de les faire jouir d'une grande tranquillité, jusqu'à s'être engagé à ne plus faire d'acte d'hostilité dans le plat pays si les Espagnols s'en abstenoient. Qu'il y avoit une grande différence entre le campement d'une Armée, & des courses que des Partis font, ou des levées de contributions; qu'ils convenoient que Sa Majesté pouvoit exiger des contributions, & faire des

hosfilités, si les Espagnols en commettoient: mais que pour faire sub-sister des Troupes dans le pays Espa-gnol, on avoit pû juger de leurs sentimens par les instances qu'ils avoient faites pour les en faire retirer, même avant les six semaines. Je leur répondis qu'on n'avoit rien stipulé par le Traité de la Haye, sinon que les Troupes demeureroient jusqu'à l'échange des ratifications; que la même chose étoit réglée par le Traité de Ratisbonne; qu'il n'étoit plus ques-tion que de ratisser & exécuter l'un ou l'autre de ces Traités, & que les Etats Généraux ne pouvoient demander des conditions plus avantageuses pour les Espagnols, que celles que les Espagnols avoient stipulées eux-mêmes.

Il est certain que les Espagnols ayant signé un nouveau Traité à Ratisbonne, les Etats ne pouvoient avec raison demander que le Roi retirât ses Troupes des Pays-Bas avant l'échange des ratisfications de ce Traité; aussi lorsque je leur avois sait espérer

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 75 que le Roi feroit sortir ses Troupes des Pays-bas Espagnols, c'étoit en un cas tout contraire. Ils demandoient si les Espagnols, ne voulant pas ratisser le Traité de la Haye, & le Roi continuant la guerre contre eux, il laisseroit toûjours des Armées dans le plat pays, comme les Espagnols le leur faisoient appréhender, & si Sa Majesté n'exécuteroit pas le Traité fait avec eux en portant ses armes ailleurs. Ce fut là-dessus que je m'expliquai, & je crus suivre en cela les intentions du Roi. Je ne voulus point dire pour cela, & les Etats ne l'entendirent pas non plus, que le Roi ne fût pas en droit de faire lever des contributions, même par exécution militaire contre ceux qui ne payeroient pas, tant que la guerre dureroit: mais il faut remarquer que les Etats Généraux avoient mis dans leur projet que le Roi retireroit incessamment ses Troupes. Comme ils trouverent plus à propos de se servir des articles que je leur avois donnés, ils ne s'aviserent pas de marquer dans

quel tems le Roi retireroit ses Troupes: mais ils me demanderent plus de dix fois si ce n'étoit pas l'intention de Sa Majesté de ne plus avoir des Armées dans les Pays-bas Espagnols au bout de six semaines, en cas que les Espagnols ne ratifiassent pas, & de se rélerver seulement la liberté de faire la guerre dans le plat pays, si les Espagnols continuoient leurs actes d'hostilité. Ils compterent là-desfus; ce fut la base de leur Traité, & ils n'y auroient jamais consenti, s'ils avoient crû que les Armées du Roi pussent demeurer dans les Pays-bas Espagnols.

Le Roi me fit réponse qu'il l'avoit entendu de même, puisqu'il me marquoit dans sa Lettre du 24 d'Août, que si le Marquis de Grana resusoit le Traité signé à Ratisbonne, il devoit retirer ses Troupes des Pays-bas Espagnols, & c'est une chose sur laquelle ceux du Gouvernement, & le même peuple, avoient si fort compté que si je leur eusse déclaré que l'Espagne ne ratissant pas, & la guerre

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 77 continuant entre le Roi & l'Espagne, Sa Majesté prétendoit avoir ses Armées campées dans les Pays-bas Espagnols; il n'en auroit pas fallu davantage pour leur faire prendre d'autres sentimens, & une autre conduite.

Les Etats ne s'opposant pas à ce qui se faisoit à Liége, & le Magistrat de cette Ville les ayant prié de s'entremettre pour terminer à l'amia-ble les démêlés qu'ils ont avec leur Electeur, ils ne l'ont pas voulu promettre, & ont commencé par demander à M. l'Electeur de Cologne

s'il l'auroit agréable.

Messieurs de Leyde députerent une seconde fois au Prince d'Orange, pour lui présenter les trois personnes qu'ils avoient nommées pour être Echevins, afin qu'il en choisit un: mais il les renvoya, fans les vouloir écouter. Cela les obligea de chercher dans leurs Registres, pour voir ce qu'il y auroit à faire en pareille occasion. Ils trouverent que la Charge de Stathouder ne donnoit pas le droit au Prince d'Orange de faire la nomination des Echevins de Leyde. Que c'est un respect qu'on lui a rendu, & au seu Prince son pere; mais que cela appartient à la Province de Hollande, où le Prince d'Orange n'a que sa voix; de sorte qu'ils veulent s'adresser à la Province dans cette prochaine Assemblée. Le Prince d'Orange qui l'a sû a résolu de faire sa nomination cette semaine: mais les autres disent qu'ils ne la veulent plus recevoir. Ce seroit une grande affaire s'ils soûtenoient cette résolution jusqu'au bout, ce que je ne crois pas.

J'ai découvert que les amis du Prince d'Orange tâchent de faire concerter dans les actes de garantie, ce que chaque Province doit fournir de Troupes en cas de contravention

aux Traités.

Premier Septembre 1684. Les Députés des Etats Généraux revinrent chez moi, & me dirent qu'ils avoient fait rapport au Sieur de Crampriekt de ce que je leur avois fait savoir, & que quelques raisons qu'ils lui eussent alléguées, il s'étoit

toûjours plaint du logement des Troupes du Roi dans les Pays-bas Espagnols. Ils me représenterent ensuite l'intérêt qu'ils avoient que le pays qui forme la barriere ne fût plus inquiété, ni par le campement des Troupes de Sa Majesté, ni par l'éxaction des contributions, & me prierent d'appuyer de mes Offices les instances que leur Ambassadeur, à qui ils devoient écrire ce même jour-là, auroit ordre de faire sur ce sujet.

Je ne répéterai point les raisons dont je me suis servi: je leur ai fait connoître qu'il n'étoit pas question de la seconde partie du Traité de la Haye, & qu'il ne s'agissoit plus que de la premiere, & du Traité de Ratisbonne, qui y étoit conforme; & je leur ai tellement représenté, que non-seulement ils n'avoient aucun fondement pour faire une pareille demande, mais encore que les instances qu'ils pourroient faire là-dessus auroient fort mauvaise grace, après que Votre Majesté a exécuté si exactement tout ce dont Elle est convenue.

Qu'ils m'ont déclaré que puisque cela étoit, ils n'ordonneroient point à leur Ambassadeur de faire aucune instance auprès de Votre Majesté pour faire retirer ses Troupes des pays bas Espagnols: mais qu'ils lui ordonneroient seulement de supplier Votre Majesté de vouloir bien ne pas faire exécuter le pays pour les contributions; & que s'il arrivoit quelques démêlés là-dessus, ils sussent remis à l'arbitrage du Roi d'Angleterre, conformément à l'article 7. du Traité signé à la Haye.

J'ai reconnu, Sire, par quelques entretiens que j'ai eus avec des perfonnes affidées au Prince d'Orange, qu'une des principales choses dont ce Prince prétend avoir sujet de se plaindre, c'est que M. le Procureur Général de Votre Majesté au Grand'Confeil, a réclamé la Souveraineté d'Orange, ce que l'on prétend être une infraction au Traité de Nimegue, & à tous les précédens Traités, par lesquelles Votre Majesté a toûjours remis (à ce qu'il prétend) le Prince d'Orange

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 81 d'Orange dans la Souveraineté d'O-

Lettre du

range.

Il est bon même de leur faire connoître que s'ils donnent le tems au Roi, du 3 x Prince d'Orange, & à ses partisans, Août 1684: de regagner la faveur du petit peuple; malgré tous les justes sujets de mécontentement qu'ont donné aux Provinces-Unies les efforts & les violences que ce Prince a faits pour les engager malgré elles dans la guerre; les fausses accusations dont il s'est servi pour faire traiter de criminelle dans les Etats de Hollande, la fermeté avec laquelle la Ville d'Amsterdam a résisté à ses entreprises, & tout ce que fon ambition lui a fait faire contre les droits & priviléges des principales Villes; il reprendra bientôt de nouvelles forces, & fera repentir ceux qui auront négligé les moyens de l'affoiblir.

Le Roi me manda qu'il étoit fur-Lettre da pris d'apprendre que l'Electeur de Roi, du 32 Cologne eût envoyé ordre à son Mi-Août 1684. nistre à la Haye, sans lui en avoir rien communiqué, de faire une allian-

Tome 1V.

ce avec les Etats Généraux pour la manutention des Traités de Treve, & qu'il envoyoit un Courier à l'Evêque de Strasbourg pour l'obliger à faire au plûtôt révoquer cet ordre, & qu'il se promettoit que, comme il vouloit bien de bonne soi exécuter lesdits Traités, cet Electeur n'entreroit point dans des ligues qui, par des interprétations captieuses, pourroient tourner dans la suite contre ses intérêts.

Que je devois faire instance aux Etats Généraux à ce qu'ils me donnassent un acte de garantie pour Sa Majesté, des Traités qui avoient été signés.

lignés

7 Septembre 1684.

Le Prince d'Orange sut obligé de plier touchant l'affaire de Leyde. Il sit la nomination des Echevins, avant que l'Assemblée des Etats de Hollande commençât; & comme ceux de Leyde avoient témoigné qu'ils n'accepteroient plus cette nomination il leur sit dire qu'il n'avoit pas bier compris d'abord l'affaire, & qu'il y avoit du mal entendu. Que cepen

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 83 dant il avoit fait la nomination dans le tems porté par leur billet de préfentation; & comme il avoit encore ce billet, ils ont reçû la nomination felon qu'ils l'avoient souhaité, & sans que ceux qui ont été nommés Echevins se soient engagés de paroles à donner leur voix pour remettre dans la Magistrature un homme attaché au Prince d'Orange.

Je n'ai pas laissé de représenter une chose au Résident de Munster, dont bre 1684. il n'a pû disconvenir, qui est que ce Traité, tout innocent qu'il lui paroît, étant proposé par un Prince at-taché aux intérêts de Votre Majesté, sera cependant le fondement d'une ligue générale contre Votre Majesté, parce que, comme je lui ai déja dit, cela facilitera au Prince d'Orange le moyen de faire faire de semblables Traités avec d'autres Princes, qui, n'ayant pas les mêmes sentimens que M. l'Electeur de Cologne, se prévaudront contre Votre Majesté de l'union qu'ils feront ensemble; & la Lettre que les Etats ont reçûe ces

7 Septem=

## 84 NEGOCIATIONS

jours-ci de M. d'Haren, est venue fort à propos pour confirmer ce que je lui disois, & ce que je lui avois dit, il y a quinze jours, qui arriveroit; car M. d'Haren a mandé aux Etats Généraux queM. d'Oxenstiern l'étoit venu trouver pour le prier de presser les Etats Généraux de songer à l'alliance entre la Suede & les États Généraux, sur quoi lui Haren se rap-porte à la Lettre secrete qu'il a écrite au Greffier Fagel. Tout ce que j'ai pû pénétrer de cette Lettre secreté, c'est qu'on a représenté à M. d'Haren que le Traité d'affociation étant détruit par le Traité de Treve, le Roi de Suede seroit très-aise de renouer une alliance avec les Etats Généraux pour la manutention de ces Traités. J'ai donc représenté au Résident de Munster, que le Pensionnaire Fagel se servira de ses instances pour faire voir que la France approuve ces fortes de Traités; que sous ce prétexte il lui sera aisé de faire conclurre celui de Suede; que le Duc d'Hanover en attendra la conclusion pour se

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 85 présenter, & qu'il se formera une ligue ici avec le Prince d'Orange. Que le Traité que M. l'Electeur de Cologne proposoit à l'Etat ne seroit pas préjudiciable à Votre Majesté si la République étoit sur le pié où elle doit être, puisqu'en ce cas elle pourroit demeurer en même tems unie à Votre Majesté, & alliée à l'Electeur de Cologne; mais que les choses ne font pas encore en cet état-là, & que s'il y avoit de la disposition à les y mettre, les Traités que l'on feroit à cette heure y seroient un grand obs-tacle, puisqu'ils donneroient de nouvelles forces au Prince d'Orange & au Pensionnaire Fagel, & de toutes autres vûes aux Etats Généraux qu'ils n'ont à cette heure.

Les Etats Généraux me firent encore de fortes instances en faveur des Marchands intéressés au Vaisseau, dont les marchandises ont été vendues à Dunkerque.

Je mandai au Roi que la Lettre 11 Septemdont il m'avoit honoré le 31 d'Août, bre 1684, contenoit deux points principaux; le

F iij

premier, & le principal, concernoit ce qu'on devoit attendre de Mefsieurs d'Amsterdam pour le bon rétablissement du Gouvernement de cette République; le second regardoit la conduite du Prince d'Orange envers le Roi d'Angleterre, & avec le Duc de Montmouth.

Je commencerai par rendre compte à Votre Majesté de ce que j'ai appris touchant ce qui se passe entre le Roi d'Angleterre, M. le Duc d'Yorck, le Prince d'Orange, & M. le Duc de Montmouth.

M. le Duc d'Yorck écrit deux fois la semaine à M. le Prince d'Orange, je le fai par un homme qui a vû les Lettres; elles sont adressées à un nommé Dalone, Sécretaire de la Princesse d'Orange, qui les envoye à Silvius à Diren; on ne les cache pas à cet homme, qui connoît fort bien l'écriture de M. le Duc d'Yorck. Le Prince d'Orange s'enferme pendant deux heures avec le Duc de Montmouth lorsqu'il a reçû ces Lettres.

Je découvris aussi que Godolphin

cerivoit des Lettres au Prince d'Orange de la part du Roi d'Angleterre, pour lui reprocher sa conduite, & pour tâcher de le ramener: mais le Prince d'Orange n'y répondoit point.

M. de Montmouth envoya dans ce tems-là un de ses confidens en Angleterre, qui s'étant enivré la veille de son départ, dit à un homme de ses amis que l'on verroit dans peu un grand changement en Angleterre, & lui sit entendre qu'il vouloit parler du rétablissement de M. de Montmouth.

Pour ce qui regarde ce qu'on doit attendre de Messieurs d'Amsterdam pour le rétablissement du bon Gouvernement de la République, je continuerai d'apporter tous mes soins pour être exactement informé de tout ce qui se projettera & passera de plus secret, & je crois avoir pris d'assez bonnes mesures pour en être bien averti. Ce que j'en ai pû pénétrer jusqu'à cette heure ne peut encore faire juger à quoi les choses aboutiront. Messieurs d'Amsterdam connoissent parsaitement leurs intérêts,

Fiiij

& l'on ne peut gueres leur représenter les raisons qu'il y a de chasser le Pensionnaire Fagel, de rétablir l'ancien Gouvernement, de se mettre hors du danger d'être sacrissés au ref-fentiment du Prince d'Orange, qu'ils savent être incapable de pardonner. On ne peut dis-je leur rien alléguer là-dessus qu'ils n'en disent encore davantage, & ne fournissent eux-mêmes des raisons encore plus solides que celles qu'on leur expose. On ne peut non plus rien ajoûter à la peur qu'ils ont que le Prince d'Orange ne se porte à des entreprises violentes contre eux; ils font garder leur Ville avec toute la diligence possible; ils ont du canon prêt en plusieurs en-droits, pour être placé sur les remparts en peu de tems, & ils ont des védetes sur les chemins pour prévenir les surprises: mais je ne vois pas qu'ils prennent les mesures nécessaires pour exécuter leurs bons desseins. Une des choses qui les empêche le plus, c'est qu'ils ne sont pas tous d'un même avis; Van-Buning est autant

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 89 que jamais contre l'aliance de la France, & il voit bien que si on pousse le Prince d'Orange & le Pen-sionnaire Fagel, la République sera obligée de s'attacher entierement aux intérêts de Votre Majesté; ainsi il voudroit pouvoir chasser le Pensionnaire Fagel, & se raccommoder avec le Prince d'Orange, d'une maniere que les Etats demeurassent dans les intérêts de l'Angleterre; & comme ceux d'Amsterdam se persuadent qu'en tenant une certaine conduite, & temporisant, ils viendront insensiblement à bout de ce qu'ils souhaitent; ils laissent écouler le tems, & ne profitent pas comme ils le devroient de l'occasion qui se présente. Le Prince d'Orange de son côté voit la nécessité qu'il y a de se raccommoder avec Messieurs d'Amsterdam; il employe trois personnes pour cela, dont Beverning en est une; & j'ai découvert depuis hier au soir que Messieurs d'Amsterdam ont répondu aux propositions qu'il leur a fait faire. Ils lui ont fait témoigner qu'ils vou-

loient fort bien vivre en bonne intelligence avec le Prince d'Orange, pourvû qu'il consentît que son pouvoir fût limité selon ce qui s'est pratiqué sous les autres Gouvernemens, & qu'on réformât leurs Troupes jufqu'à vingt-huit mille hommes. Cette réponse est fort bonne; car il est constant que si les Troupes étoient réduites à vingt-huit mille hommes, & si le Prince d'Orange n'avoit pas plus d'autorité dans le Gouvernement qu'en ont eu ses prédécesscurs, les affaires changeroient bientôt de face: mais quelque bonne que soit cette réponse, il est toujours dangereux que Messieurs d'Amsterdam entrent dans une telle négociation.

Messieurs d'Amsterdam sont perfuadés qu'ils perdroient plus qu'ils ne gagneroient s'ils vouloient précipiter les choses. Que dans la forme de leur Gouvernement le tems sait tout; & je sai de bonne part que leur sentiment est qu'ils doivent, avant que d'entamer les grandes affaires, ôter au Prince d'Orange, par la réDE M. LE COMTE D'AVAUX. 91 forme des Troupes, les moyens d'é-

xécuter les résolutions qui pourroient renverser le Gouvernement, & ruiner la liberté de la République; car ils sont convaincus, & le Prince d'O-

range s'en est assez déclaré; qu'il mettra tout en usage pour maintenir

le Pensionnaire Fagel.

Pour ce qui est de faire de nouvelles alliances, ils m'ont fait assurer depuis deux jours qu'ils ne consentiront à aucunes, ni avec la Suede, ni avec aucun autre Prince; connoissant fort bien, par ce qui s'est fait ci-devant, qu'ils tomberoient inévitablement par ce moyen dans le même état d'où ils ont eu tant de peine à sortir. Je sai que dans cette Assemblée de Hollande ils veulent proposer le retranchement des appointemens du Comte de Waldeck, ne voulant pas sousser que pendant qu'il est Général des Troupes de l'Empereur, il touche de l'État de si grandes sommes tous les ans; & ils ont pris la résolution de faire accorder ses appointemens & la Charge de Maréchal Général au Prince de Nassau: mais ils tiennent cette résolution très-secrete, afin qu'aucun membre de l'Assemblée ne la pénetre, parce qu'ils veulent être les premiers à faire cette proposition, afin que le Prince de Nassau leur en ait toute l'obligation, & demeure toûjours uni avec eux.

Comme la fermeté que Messieurs d'Amsterdam ont eue de dire qu'ils tenoient à leur égard la recrûe de dix mille hommes pour cassée, est cause qu'elle n'a pas été mise sur la dépenle du dernier mois, & que ces Troupes sont réformées par-là sans que les Etats Généraux en ayent pris une résolution formelle; le Prince d'Orange a remontré par une Lettre aux Etats de Hollande, qu'il n'étoit pas juste de ne pas continuer à payer les Officiers jusqu'à ce que les États Généraux leur fassent déclarer cette réforme; & il a demandé qu'on les en avertît, & qu'on les payât jusqu'au 22 du mois prochain. Comme il y a quelque justice là-dedans; puisqu'on ne pouvoit raisonnablement faire

porter aux Officiers les frais de l'entretien de cette recrûe avant que la cassation en eût été faite, par une résolution de la Province de Hollande, on y consentit, & en même tems on prit une résolution qui consirma cette cassation que Messieurs d'Amsterdam avoient prononcée de leur autorité privée.

Les Députés des Etats Généraux 14 Septeme me vinrent faire des plaintes, de ce bie 1684. qu'au préjudice des Traités qui avoient rétabli le Prince d'Orange dans sa Souveraineté, on avoit enlevé des personnes dans la Principauté d'Orange, & qu'on les avoit me-nées dans les prisons d'Aix. Je leur témoignai que je n'étois pas instruit de l'affaire dont ils me parloient; mais que j'étois bien assuré que les Officiers de Sa Majesté n'avoient fait en cela que ce qu'ils étoient en droit de faire; & sur ce qu'ils m'alléguerent que Sa Majesté avoit rétabli le Prince d'Orange dans sa Souveraineté, je leur répliquai qu'Elle l'avoit rétabli dans la possession & dans tous

fes droits; mais qu'Elle ne lui en avoit pas plus donné que ce qui lui devoit appartenir légitimement. Ils, ne parurent pas s'intéresser beaucoup dans cette affaire.

Ils me firent dans cette même Conférence des instances très-fortes pour ces Marchands de Vin de la Haye, dont les Vins & les Eaux-de-Vie avoient été vendus à Dunkerque.

Je communiquai à Messieurs d'Amsterdam l'ordre que le Roi m'avoit donné, de demander aux Etats Généraux des Actes de garantie des Traités qui avoient été signés; ils me témoignerent qu'ils approuvoient extrèmement cette proposition, parce que si elle étoit acceptée, elle disposeroit les esprits à un plus grand engagement; & si le Prince d'Orange & le Pensionnaire Fagel y apportoient de l'obstacle, on pourroit par la même raison resuser de donner un Acte de garantie à l'Empire: mais ils jugerent à propos que je n'en sisse l'ouverture qu'après que l'on auroit appris à la Haye que les rati-

fications seroient échangées, & depuis ils trouverent à propos que je n'en parlasse point que lorsque la Province de Hollande seroit assemblée.

Les Députés des Etats Généraux m'apporterent une résolution qui portoit que le Prince d'Orange avoit fait lire dans leur Assemblée un mémoire des gens de son Conseil, contenant que comme l'année précédente l'Intendant du Roi en Provence, nonobstant les protestations faites par ceux du Parlement d'Orange, avoit fait enlever de cette Ville quatre ou cinq de ses anciens Citoyens; les avoit fait mettre dans une rude prison à Aix, & les y avoit tenus enfermés jusqu'à ce que quelques-uns d'eux ayant été forcés d'abjurer leur Religion, ceux qui n'y avoient pas voulu condescendre avoient été exposés à faire amende honorable publique, avec ce qu'il y a d'ignominies qui accompagnent de semblables exécutions.

Le Roi me manda qu'il avoit fait

bre 1684.

14 Septem- examiner dans son Conseil les procédures qui avoient été faites au sujet des Vaisseaux menés à Dunkerque; & des marchandises de chargement; mais que quelque disposition qu'il eût à rendre aux Marchands Hollandois la plus favorable justice qu'ils pussent raisonnablement espérer, le droit des Armateurs particuliers avoit paru si incontestable, qu'il n'auroit pû, sans leur faire injustice, leur ôter ce qui leur appartenoit:

21 Septembre 1684.

J'envoyai un Gentilhomme Prince de Nassau, sous prétexte de lui saire un compliment sur son mariage ; mais en effet , pour découvrir en quelle situation les affaires étoient en Frise. Par le rapport qu'on m'en fit, je connus que le Prince d'Orange faisoit toutes les démarches possibles pour se bien remettre avec Mesfieurs d'Amsterdam, & avec le Prince de Nassau. Que ce Prince étoit néantmoins encore dans les mêmes sentimens où il avoit été; qu'il avoit même témoigné beaucoup d'inquiétude d'un avis qu'il avoit reçû que Messieurs

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 97 sieurs d'Amsterdam se raccommodoient avec le Prince d'Orange. Je fis assurer le Prince de Nassau que c'étoient de faux bruits que le Prince d'Orange faisoit courir, pour le dé-sunir d'avec Messieurs d'Amsterdam. J'en parlai à quelques-uns d'eux dans un voyage que j'y allai faire, sous prétexte d'y accompagner M. de Mesmes, qui m'étoit venu voir à la Haye. Je leur sis connoître l'intérêt qu'ils avoient, non-seulement d'éclaircir M. le Prince de Nassau sur ce qu'il appréhendoit de leur accommodement, mais encore d'empêcher que le Prince d'Orange à l'avenir ne pût avec quelque fondement faire courix ces mêmes bruits, ce qu'ils ne pouvoient faire qu'en communiquant toutes choses à M. le Prince de Nassau; que s'ils n'en usoient de la sorte, le Prince d'Orange feroit naître tous les jours entr'eux des défiances dont il profiteroit. Qu'ils en pouvoient aisément juger par ce qui se passoit, puisque dans le tems qu'il

faisoit accroire au Prince de Nassau Tome IV. \* G qu'il se raccommoderoit avec Messieurs d'Amsterdam, il tâchoit de persuader à Messieurs d'Amsterdam que le Prince de Nassau & lui étoient sur le point de se remettre bien ensemble, & qu'ils ne pouvoient empêcher ni détruire ces sortes d'artisices que par une bonne & sincere correspondance entr'eux.

J'appris dans ce même voyage que huit ou dix jours après que la Treve fut signée à la Haye, les Ministres de Suede & d'Hanover déclarerent au Prince d'Orange que leurs Maîtres se feroient fort d'empêcher que la Treve ne sut conclue dans l'Empire, s'il pouvoit empêcher la ratification du

Traité de Treve.

Je fus informé aussi, en grand secret, que l'Envoyé de Brandebourg avoit proposé au Pensionnaire Fagel de faire une alliance entre M. l'Electeur de Brandebourg & les Etats Généraux: mais il prit si mal son tems, dans la conjoncture de la signature de la Treve, que le Pensionnaire Fagel lui répondit que les Etats étoient rebutés de toutes ces alliances, qui ne servoient qu'à leur tirer de l'argent, après quoi on les abandonnoit dans le besoin; & puis il ajoûta, soit par emportement, soit par artisse, que si le Prince d'Orange l'en croyoit, il rechercheroit les bonnes graces du Roi, & laisseroit l'Electeur de Brandebourg.

Je m'éclaircis aussi de ce qui s'é- 28 septemtoit passé entre le Prince d'Orange & bre 1684. les Régens de cette Ville là. Je trouvai que les choses n'étoient pas au point qu'on les avoit dites au Prince de Nassau; mais néantmoins que les paroles que le Prince d'Orange, & Messieurs d'Amsterdam s'étoient données de part & d'autre, alloient un peu trop loin, & que j'avois eu raison de me défier aussitôt que j'avois appris qu'on étoit entré en né-gociation. Je sus donc que le Prince d'Orange avoit promis à Messieurs d'Amsterdam tout ce qu'ils lui avoient demandé, c'est-à-dire qu'il fe gouverneroit dorénavant felon les Lois de la République; & Messieurs

G ii

d'Amsterdam avoient promis d'oublier tout le passé. Je parlai confidemment à quelques-uns d'eux des fuites qu'auroit sans doute un pareil engagement; que le Prince d'Orange avoit en cela tout ce qu'il pouvoit souhaiter, qui étoit d'empêcher que Messieurs d'Amsterdam ne prositassent de l'occasion présente pour ôter l'administration des affaires au Pensionnaire Fagel; qu'il n'avoit garde de ne pas témoigner qu'il étoit prêt d'entrer dans leurs sentimens, parce qu'il vouloit éviter qu'on ne fît les propositions qui se devoient faire dans l'Assemblée du mois de Novembre; mais que quand l'état de guerre seroit une fois réglé, & que le Pensionnaire Fagel seroit à couvert de tout ce qu'on pouvoit faire à cette heure contre lui, on verroit que le Prince d'Orange reprendroit bientôt ses premieres brisées, & que si ce n'étoit dans trois mois, ce seroit dans six qu'il engageroit les Etats dans des sentimens contraires aux intérêts du Roi; & qu'alors il sauroit

bien se vanger de Messieurs d'Amsterdam, & qu'il exécuteroit le dessein qu'il avoit manqué cette fois - ci, d'opprimer leur liberté, & de disposer souverainement de leurs Troupes. J'ajoûtai à cela beaucoup d'autres raisons, qui seroient trop longues à répéter; de sorte que l'homme que le Prince de Nassau avoit depuis sept ou huit mois à Amsterdam, s'étant plaint hautement de sa part de cette espece d'accommodement, les Bourguemestres - Régens tinrent un Conseil secret, dans lequel ils résolurent de me donner un entier éclaircissement de ce qui s'étoit passé entre le Prince d'Orange & eux: mais comme des trois Bourguemestres qui étoient ce jour-là dans Amsterdam, il y en avoit deux qui s'expliquoient assez mal en François, Van-Euning fut chargé de cette commission. J'en fus averti avant qu'il vînt chez moi, & je crus lui devoir parler tout autrement que je n'aurois fait à un au-tre. Je savois qu'il auroit pris avantage, si j'avois voulu entrer avec lui

dans le détail du Gouvernement; mais aussi je savois qu'il appréhendoit extrèmement la guerre; qu'il comprenoit que l'Etat seroit ruiné, s'il encouroit les mauvaises graces de Votre Majesté, & qu'il connoissoit assez que les choses n'étoient pas encore disposées à pouvoir s'unir avec l'Angleterre; c'est pourquoi je me tins fort réservé avec lui. Je lui témoignai que je ne prétendois pas entrer dans le détail de leur Gouvernement; mais qu'il devoit bien juger lui-même que le Roi se regleroit sur la conduite qu'ils tiendroient ici. Je parlai ensuite à un autre plus ouvertement; je lui représentai tout ce que Sa Majesté avoit fait pour maintenir la liberté de la République, & particulierement en faveur de la Ville d'Amsterdam, & le peu de reconnoissance que Sa Majesté en devoit attendre, lorsque le Prince d'Orange & le Pensionnaire Fagel en demeureroient les maîtres. Que j'étois per-fuadé de la bonne intention de Messieurs d'Amsterdam; mais qu'ils

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 103 étoient fort trompés de croire se maintenir dans leur autorité, & même dans leur liberté, s'ils ne profitoient de cette occasion pour rétablir l'ancien Gouvernement. Le Sieur Hop, Pensionnaire d'Amsterdam, me parla aussi sur ce sujet; il me dit qu'il étoit vrai que Messieurs d'Amsterdam, connoissant qu'on ne pouvoit, sans saire beaucoup de violence, entreprendre d'ôter les Charges au Pensionnaire Fagel, & voyant d'aîlleurs que le Prince d'Orange donnoit les mains au rétablissement de l'ancien Gouvernement, avoient crû qu'il étoit plus convenable au bien de la République de ne pas pousser de certaines choses à l'extrémité, & d'en faire cependant d'autres du consentement du Prince d'Orange & du Pensionnaire Fagel, qu'ils auroient eu peine à obtenir sans cela; & il m'a protesté que c'étoit plûtôt un éclaircissement que Messieurs d'Amsterdam avoient eu avec le Prince d'Orange qu'un accommodement. Qu'il ne me demandoit que jusqu'à G iiij

la prochaine Assemblée de Hollande pour juger de la fermeté de Messieurs d'Amsterdam, & pour les voir agir dans cette Assemblée, d'une maniere qui feroit bien connoître qu'ils ne songent pas à ménager le Prince d'Orange, & qu'ils n'avoient d'autre but que de maintenir la liberté de la République; qu'il me prioit de croire que Messieurs d'Amsterdam avoient les mêmes sentimens qu'ils avoient toûjours eus de s'unir avec le Roi. Je lui témoignai que j'en étois persuadé; mais qu'ils s'ôtoient eux-mêmes les moyens de les exécuter. Il me répliqua qu'il m'assûroit du contraire, & qu'il vouloit bien me dire en grande confidence qu'ils travailloient fur les infinuations que je leur avois faites des bonnes dispositions où étoit Sa Majesté pour favoriser leur commerce, à dresser un mémoire qu'ils donneroient aux Etats Généraux, & que je verrois dans quel tems ils feroient des propositions là dessus.

Ce que je puis dire de tout ceci est qu'il me paroît que Messieurs d'Am-

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 105 sterdam ont la meilleure intention du monde; mais que comme ils ne sont pas bien unis entr'eux, Van-Buning s'étant toûjours opposé à tout ce qu'ils ont voulu faire depuis la conclusion de la Treve, ils ont abandonné le dessein de pousser à cette heure le Pensionnaire Fagel, & croyent que sans se porter à ces extrémités ils pourront venir à bout de tous leurs desseins. Pour moi, je ne le crois point, & je n'y vois pas d'apparence, d'autant plus qu'ils ne se disposent pas à rétablir le Gouvernement de Gueldres, d'Utrecht, & d'Overissel; Van-Buning ayant empêché formellement que la Province de Frise n'en sît la proposition dans les Etats Généraux, qui étoit le point fondamental de toutes choies. Je crois même qu'ils ne rechercheront pas le Prince d'Orange sur les contributions du pays de Liége. Le Confeil de M. l'Electeur de Cologne est cause que ce coup a manqué, n'ayant pas voulu, que son Résident donnât communication du mémoire de ces con-

tributions dans le tems que Messieurs d'Amsterdam le demandoient avec

empressement.

Je sai très-positivement que Van-Buning écrit souvent à des Ministres du Roi l'Angleterre, & l'on m'a assûré aussi que l'on a écrit par ordre du Roi d'Angleterre à Van-Buning, pour ne pas pousser le Prince d'Orange à l'extrémité, & pour avoir plus de soin de ce Prince qu'il n'en avoit luimême, & aussi pour maintenir les Etats dans la situation où ils sont, sans permettre qu'ils s'unissent plus étroitement aux intérêts de Votre Majesté.

Pour ce qui est des marchandises qui ont été consisquées & vendues à Dunkerque, autant que j'en ai pû être informé, elles peuvent être réputées de bonne prise, à prendre les choses à la rigueur, puisqu'elles ont été dans un bâtiment de la domination du Roi d'Espagne: mais il est constant que les Marchands ont été dans la bonne soi, & que ce Vaisseau là a passé depuis quatre ans pour Fran-

pe M. LE Comte d'Avaux. 107 çois. Que les Officiers de Votre Majesté l'ont reconnu tel, & que ces gens-ci l'ayant trouvé à Nantes, y ont embarqué leurs marchandises comme sur un Vaisseau François.

J'ai appris que Van-Buning, & les sous de la ville d'Amsterdam, de ce qui s'est passé entr'eux & le Prince d'Orrange; que leur conduite n'a pas été approuvée, & que la plus grande partie de ce Conseil a jugé qu'on n'avoit pas dû entrer dans ces éclaircisfemens; bien que Van-Buning ait voulu les faire passer pour très-innocens.

En effet, Sire, je ne vois pas que Messieurs d'Amsterdam se soient encore engagés sort avant; je sai même, de très-bonne part, qu'ils ont résolu unanimement de ne pas souf-frir dorénavant que le Prince d'Orange sasse la moindre chose contre les Lois du Gouvernement: mais ils en ont sait assez pour rassûrer le Pensionnaire Fagel de la peur qu'il a eue d'ê-

tre démis, & pour donner lieu aux créatures du Prince d'Orange de faire accroire qu'ils se sont raccommodés avec lui. Je pense qu'on ne peut faire de jugement solide, sur ce qu'on doit attendre de ce Gouvernement, que dans le tems de l'Assemblée du mois de Novembre. On verra alors, par les démarches de Messieurs d'Amsterdam, ce qu'on peut espérer d'eux à l'avenir. Je fais agir quelques personnes de mes amis sous main, sans paroître moi-même y prendre aucune part, pour porter Messieurs d'Amsterdam à demander dans l'Assemblée du mois de Novembre une nouvelle réforme des Troupes.

Cependant il semble que les Etats Généraux ne songent point à prendre aucun engagement. Ils ont rappellé M. de Haren, Ambassadeur en Suede, & M. Damerongue, aussibien que le Sieur Moering, leurs Envoyés en Brandebourg & en Danemarck, & ont résolu de faire revenir au printems le Sieur Hemskerke,

Ambassadeur à Madrid.

Ils n'ont pas répondu non plus trop favorablement à la proposition que M. d'Oxenstiern a faite à M. de Haren, de renouveller l'alliance qui a été faite entre la Suede & cet Etat en 1645, & qui doit expirer en 1685. Je sai de bonne part que cette affaire ayant été mile en délibération dans la Province de Hollande, on a résolu de répondre à M. d'Oxenstiern qu'ils ne voyoient pas à quoi pourroit servir ce renouvellement d'alliance, puisqu'on n'y peut stipuler que deux choses; l'une la désense mutuelle en conséquence des Traités de Westphalie ; l'autre le reglement de Commerce & de Marine entre la Suede & cet Etat. Que pour la défense mutuelle, ils ont fait un Traité d'association; & à l'égard du commerce ils ont fait un Traité incontinent après la paix de Nimegue. Que cependant, si M. d'Oxenstiern vouloit donner un projet, il pourroit en charger l'Ambassadeur des Etats avant son départ.

Un Colonel des Etats Généraux, 12 Octo-

affectionné à l'Espagne, alla en poste à Vienne pour offrir au Marquis de Borgomaniero les dix mille hommes que les Etats Généraux avoient li-centiés. On ne douta point que ce ne fût du consentement du Prince d'Orange. Cet Officier fit fon Traité; mais il ne put être exécuté, parce que l'Empereur avoit stipulé que les États Généraux entretiendroient ces dix mille hommes jusqu'au mois de Janvier; & quelques efforts que fis-fent les Envoyés de l'Empereur & d'Espagne, assistés du Prince d'Oran-ge, on ne le put obtenir des Etats Généraux; ainsi il fallut faire la casfation comme elle avoit été réglée, & licentier les Soldats.

Quoique Messieurs d'Amsterdam ne paroissent pas vouloir à présent exécuter les projets qu'ils ont faits contre le Pensionnaire Fagel, j'ai été encore informé depuis peu qu'ils ont de très-bonnes intentions, & que bien loin de vouloir s'allier avec l'Angleterre, il n'y en a pas un, excepté Van-Buning, qui ne souhaite

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 111 passionnément que les Etats s'allient avec Votre Majesté: mais ils ne croyent pas être en état d'éxécuter ce dessein, tant que le Prince d'Orange & le Pensionnaire Fagel y seront si opposés, & que Van-Buning le traversera dans leur Ville. Je sai aussi que la raison secrete qui les a empêchés de pousser le Pensionnaire Fagel, a été qu'ils n'ont pas vû qu'ils puisfent être les maîtres d'en mettre un autre à sa place, tel qu'ils le souhaiteroient, & ils ont crû qu'il valoit encore mieux laisser le Pensionnaire Fagel, qui est chargé de la haine publique, qui ne manqueroit pas d'aug-menter encore s'il arrivoit quelque nouveau sujet de plainte; que s'ils en choisissoient un autre, qui ne seroit pas tel qu'il le faut, & qui pourroit leur faire du mal, sans qu'ils eussent sur lui la même prise qu'ils ont sur le Pensionnaire Fagel. Quoiqu'il y ait bien des choses à répondre à ces raifons-là, cependant elles sont assez

plausibles pour avoir persuadé Messieurs d'Amsterdam. J'en ai été infor-

mé depuis peu par une voie sûre & très-secrete; quelques-uns d'eux ayant été trouver un très-honnête homme de cet Etat, lui ont rapporté tout ce que j'ai l'honneur de mander à Votre Majesté, & lui ont dit que Messieurs d'Amsterdam seroient bien fâchés qu'il pût croire qu'ils se relâchassent en rien; mais qu'ils étoient persuadés qu'ils viendroient plus aisément à bout de leurs desseins par cette conduite. Je crois cela d'autant plus sincere, que l'homme dont je parle à Votre Majesté est si fort estimé dans ce pays, qu'on croit que Messieurs d'Amsterdam ont dessein de le mettre s'ils peuvent à la place du Pensionnaire Fagel.

Je ne vois pas Messieurs d'Amsterdam fort éloignés de demander dans la prochaine Assemblée de Hollande la cassation de douze mille hommes, & si les gens à qui j'en ai parlé peuvent surmonter quelques difficultés qui restent, la proposition s'en fera bientôt dans le Conseil de Ville

d'Amsterdam.

Le

Le Comte de Waldeck vient ici en toute diligence, pour empêcher qu'on ne lui ôte ses Charges: mais à moins qu'il n'arrive quelque changement, il aura peine à y réussir; car je sai que la résolution en est prise dans la Ville d'Amsterdam.

Van-Buning fait toûjours tous ses efforts pour se raccommoder avec le Prince d'Orange, & pour raccommoder en même tems la Ville d'Amsterdam. J'ai découvert encore que la négociation étoit dans sa plus grande force lorsque j'étois à Amsterdam, & que c'est par cette raison que quelques-uns des bien-intentionnés me sirent avertir de parler froidement & fechement à Van-Buning: mais le Conseil de cette Ville n'ayant pas approuvé le procédé de ce Bourguemestre, l'accommodement est plus éloigné que jamais, & le Prince d'Orange vient tout présentement de leur donner une marque bien publique de son ressentiment, en partant d'ici samedi dernier; il est allé à une maison de campagne qu'il a proche de Har-Tome IV.

lem, d'où, à moins que d'alonger son chemin de trois ou quatre lieues, il falloit qu'il passât par Amsterdam pour aller à Soestdyckt, qui est une maison qu'il a proche d'Utrecht, où il va demeurer pendant six semaines. Le neveu de Van-Buning, qui étoit avec le Prince d'Orange, manda à son oncle que le Prince alloit passer à Amsterdam; celui-ci en donna part aux autres Bourguemestres, & ils résolurent de tenir le dîner prêt pour le passage du Prince d'Orange: mais le neveu de Van-Buning lui ayant mandé que le Prince ne passeroit que sur les quatre heures, le dîner fut changé en une collation. Cependant Van-Buning ayant fait entendre au Con-feil de Ville d'Amsterdam que le Prince d'Orange y alloit pour pren-dre des mesures avec eux, asin de re-mettre l'union dans la République; tous les Conseillers de Ville se tinrent prêts dans l'Hôtel de Ville. Le Prince d'Orange arriva au grand trot sur la place de l'Hôtel de Ville, rasant la maison du Poids qui est vis-à-vis,

comme pour s'éloigner davantage des Bourguemestres, lesquels voyant que le Prince passoit outre, accoururent de l'Hôtel de Ville, & passerent la grande place à pié, jusqu'au car-

rosse, qui eut peine à arrêter.

Le Bourguemestre Guelvink, com-me Président, portoit la parole, ac-compagné des Bourguemestres Van-Buning & Marseveen, le Sieur Hude ne s'y étant pas trouvé. Ils prierent le Prince d'Orange de vouloir en passant leur faire l'honneur de prendre quelque rafraîchissement: mais le Prince d'Orange avançant seulement la tête à la portiere, les en remercia fierement, sans aucune démonstration de civilité, & fit avancer son carrosse, qui alla à toutes jambes jusques hors la Ville. J'ai sû que les Bourguemestres ont été scandalisés de ce procédé, & qu'ils s'en font une leçon pour l'avenir; ce qui vient d'arriver à Messieurs de Dort leur faisant voir ce qu'ils ont à craindre s'ils manquent de vigueur. Le Conseil de la Ville de Dort

ayant envoyé à Diren un de leurs Sécretaires, membre de leur Corps, avec la nomination de leurs nouveaux Magistrats, le Prince d'Orange l'a tenu là sept ou huit jours, lui faisant donner à manger dans l'Office, & ne lui a donné audience qu'en passant pour aller à la chasse, lui répondant qu'il feroit l'élection lors-qu'il le jugeroit à propos. Tous les honnêtes gens sont indignés d'un pareil traitement, & j'en ai vû qui en font un sujet de plainte contre Messieurs d'Amsterdam, voulant dire que la foiblesse qu'ils témoignent attire ce traitement, & en attirera de semblables, & de pires, à ceux qui sont entrés dans leurs sentimens, s'ils ne tiennent une autre conduite.

19 Octobre 1684.

Il fit en même tems une chose dans la Ville d'Utrecht, qui dût bien faire voir à Messieurs d'Amsterdam qu'il étoit fort éloigné de vouloir rétablir le Gouvernement de cette Ville sur le pié où il devoit être; car il ne se contenta pas de nommer à son ordinaire ceux qui doivent être Bourgue-

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 117 mestres l'année suivante, ou qui doivent remplir quelques places vacantes: mais il a chassé du Conseil de la Ville tous ceux qui se sont opposés dans ces derniers tems à ses desseins, quoiqu'il y en ait parmi eux qui eussent été depuis 25 ans dans le Confeil; c'est une chose inouie, & qui n'a jamais été pratiquée depuis l'établissement de la République. Cet attentat fait faire bien des réflexions ici, & donne assez à connoître aux honnêtes gens que le Prince d'Orange opprimera insensiblement leur liberté, s'ils n'y mettent ordre.

Le Roi d'Angleterre marqua beaucoup de mécontentement du Prince d'Orange, qui faisoit tous les jours de nouvelles choses contre le respect qu'il lui devoit, & qui ne remplissoit les Troupes Angloises qui étoient en Hollande, que d'Officiers dépendans du Duc de Montmouth; ensorte qu'en peu de tems ces Troupes ne seroient plus en la disposition du Roi d'Angleterre.

M. de Montmouth est de retour de 19 Octo-H iij bre 1684,

Soestdyckt, maison du Prince d'Orange; on dit qu'il passera l'hyver à la Haye. La Princesse d'Orange a fait des honneurs extraordinaires à une fille de qualité d'Angleterre, qui passe publiquement pour être la maî-tresse de M. de Montmouth.

Lettre de vois, du s Octobre 1684.

M. de Louvois me demanda si la M. de Lou- grande réforme que le Roi faisoit faire n'aideroit pas les bien-intentionnés de Hollande à faire résoudre un grand licentiement dans les Troupes

bre 1684.

19 080- des Etats. Je lui répondis que quelque réforme que Sa Majesté pût faire, ce ne seroit pas cela qui feroit prendre en Hollande la résolution d'en faire une plus considérable; que tout dépendoit de l'union & de la fermeté de Messieurs d'Amsterdam pour l'éxécution de ce dessein; que comme ils avoient plus en vûe l'abbaissement du Prince d'Orange, que la grande puissance de Sa Majesté, s'ils se trouvoient bien unis dans ce dessein, & que Van-Buning, avec sa cabale, ne pût s'y opposer; quand Sa Majesté ne feroit aucune réforme

dans ses Troupes, ces Messieurs viendroient à bout d'en faire faire dans celles des Etats; & aussi que quand il plairoit à Sa Majesté de casser cinquante mille hommes, si Van-Buning venoit à bout de s'opposer au dessein que Messieurs d'Amsterdam avoient de faire une nouvelle résorme, il n'y avoit rien qui pût la faire résoudre dans l'assemblée de Hollande; que c'étoit-là ce que je croyois pouvoir avancer avec sondement.

J'ai appris de bonne part que l'af- bre 1684.

front que le Prince d'Orange a fait à Messieurs d'Amsterdam, fait grand tort à Van-Buning, & le décrédite beaucoup, parce qu'il avoit assûré les Bourguemestres d'Amsterdam que le Prince passoit par leur Ville pour leur parler d'affaires, & pour chercher des moyens de vivre dorénavant dans une bonne correspondance.

Je sai par le même endroit que Messieurs d'Amsterdam sont dans de bons sentimens, & que tout se dispose dans le Conseil de cette Ville-là à résoudre une nouvelle cassation de

H iiij

douze mille hommes, & que ceux de Dort n'agiront pas avec moins de vigueur pour cet effet que Messieurs d'Amsterdam. C'est un concert pris entre quelques-uns des bien-intentionnés: mais je ne dois donner aucune assûrance positive là-dessus à Votre Majesté, que quand la résolution en aura été essectivement prise dans le Conseil de ces deux Villes.

Le Prince de Nassau étoit à Amsterdam, où il étoit régalé & traité avec des honneurs extraordinaires. Sevenar & quelques autres travailloient fortement pour faire prendre d'étroites liaisons entre ce Prince, les Provinces de Frise & Groningue, & la Ville d'Amsterdam.

2 Novem-

bre 1684.

Je ne manque pas de me servir de tous les moyens qui me sont possibles, pour faire ensorte qu'on prenne à cette heure, dans le Conseil des Villes de Hollande, de bonnes résolutions pour diminuer la trop grande autorité du Prince d'Orange. Je me suis servi assez utilement des mêmes

personnes qui ont ci-devant lié

la correspondance entre Messieurs d'Amsterdam & moi. Ils sont donc allés à Amsterdam, & y ont représenté vivement le mauvais traitement que le Prince d'Orange a fait à ceux de Dort & d'Amsterdam, & son entreprise contre les Lois de la Province d'Utrecht. Ils m'ont fait savoir qu'on avoit fait de grandes réflexions là-dessus, & que cela pourroit bien porter Messieurs d'Amsterdam à prendre des résolutions plus vigoureuses que celles qu'ils ont prises jusqu'à cette heure, & que le crédit de Van-Buning est fort diminué. Je sai d'ailleurs que la Ville de Dort ne parlera pas avec moins de vigueur dans la prochaine assemblée de Hollande, que fera celle d'Amsterdam.

Comme on n'a encore pris aucune résolution dans le Conseil des Villes, je ne puis encore avoir l'honneur de mander rien de positif à Votre Majesté: les intrigues du Pensionnaire Fagel, la timidité des Magistrats, ou quelques autres égards particuliers, peuvent encore détourner cet orage.

Je sai seulement que dans des Conférences que des personnes de la Régence d'Amsterdam ont tenues dans des maisons particulieres, ils ont agité entr'eux de casser douze mille hommes, & ce qui est infiniment de plus de conféquence contre l'autorité du Prince d'Orange, ils ont projetté de lui donner l'état de ceux qui doivent être cassés; & dans cet état, Benting & d'autres sont nommés. Si cela s'exécutoit, le Prince d'Orange perdroit une partie du pouvoir qu'il a sur les Troupes, puisqu'il perdroit le droit qu'il a usurpé de casser & de créer les Officiers. On a parlé dans ces mêmes Conférences de songer tout de bon à rétablir le Gouvernement d'Utrecht, de Gueldres, & d'Overissel. Ceux de Frise offrent de le proposer dans les Etats Généraux; ceux d'Amsterdam le souhaitent asfez: mais Van-Buning s'y étant opposé jusqu'à cette heure, il a empêché, comme il est premier Bourguemestre, qu'on n'en ait délibéré dans le Conseil de Ville d'Amsterdam.

Comme il arrive souvent qu'après avoir bien discuté ces sortes de choses dans le particulier, on ne résout rien dans le Conseil des Villes, & que d'ailleurs ces propolitions sont d'une telle conséquence, qu'il sera très-difficile d'avoir là-dessus le consentement de toute une Ville; j'attendrai à en mander des nouvelles certaines à Votre Majesté lorsque j'aurai appris ce qui aura été arrêté dans le Conseil d'Amsterdam, ce qui ne se fera que la veille du jour que les Etats de Hollande s'assembleront, cela se pratiquant toûjours de la sorte dans toutes les Villes, pour ôter autant qu'elles peuvent la connoissance de ce qu'elles doivent proposer dans l'Assemblée de la Province de Hollande.

Le Prince d'Orange ayant vû que le Sieur Muys, premier Bourgue-mestre & Pensionnaire de la Ville de Dort, qui avoit eu ci-devant beau-coup de désérence pour lui, s'étoit signalé dans ces derniers tems pour les intérêts de la République, lui a

fuscité une cabale dans la Ville de Dort, & sur la plainte de ceux de cette cabale, a renvoyé l'affaire à la Cour de Justice; & comme il en est en quelque saçon maître, il a sait nommer des Commissaires, dont il y en a qui sont ennemis du Sieur Muys. On ne sait encore quelle suite aura cette affaire, & si les Villes de Hollande approuveront que les Confeillers de la Cour de Justice viennent se mêler de leur Gouvernement, elles qui ont conservé jusqu'à cette heure une absolue Souveraineté.

7 Novembrc 1684. Ce que j'eus l'honneur de mander à Votre Majesté par ma Lettre du 26 d'Octobre, du concert que Messieurs de Dort, & quelques-uns des bien-intentionnés avoient pris ensemble, d'agir vigoureusement pour les intérêts de la République, a déja commencé à s'exécuter par la demande que ceux de Dort ont faite, au sujet des Commissaires de la Cour de Justice qui ont été chez eux. Le partide Muys, premier Bourguemestre,

# DE M. LE COMTE D'AVAUX. 125 a prévalu dans cette Ville, & ceux que le Prince d'Orange avoit suscités

contre lui, bien loin de soûtenir leur entreprise, sont à cette heure attaqués fortement par les autres. Le Conseil de la Ville de Dort s'est donc assemblé, & la premiere résolution qui y a été prise à été de ne point recevoir ces Commissaires, qui n'ont nul droit de se mêler des affaires de leur Gouvernement. Ensuite ils ont défendu à tous les Sergens, & autres Officiers de la Ville, de reconnoître en quelque façon ces Commissaires, ni d'avoir aucun commerce avec eux. Enfin ils ont demandé que l'Assemblée de Hollande, qui ne devoit commencer que le 15 de ce mois, eût à se tenir dès demain huitieme, & ont écrit pour cela aux Gecommitters de Rades, & leur ont expliqué que le sujet qu'ils avoient de presser cette Assemblée, étoit pour demander par quel ordre, & de quelle autorité, trois Conseillers du Conseil de Justice étoient venus dans leur Ville pour s'informer de leur Gouvernement.

Les Gecommitters de Rades, qui représentent toute l'année la Province de Hollande, & à qui l'on s'adresse lors qu'on veut faire assembler extraordinairement cette Province, n'ont pû refuser à la Ville de Dort de faire asfembler dès demain la Province de Hollande, & ont marqué pour le point de la convocation les plaintes que Messieurs de Dort ont faites de la procédure de ces trois Conseillers. Comme tout ce trouble a été suscité par le Prince d'Orange, & que c'est Îui qui a donné lieu à l'envoi de ces trois hommes, cette premiere plainte de Messieurs de Dort donne beaucoup d'atteinte à son autorité & à son crédit. Il est même si alarmé, que lui qui ne devoit arriver que le 21 de ce mois-ci, c'est-à-dire que huit jours après l'ouverture qui se devoit saire des Etats de Hollande, sera ici cé soir ou demain matin.

J'aurai l'honneur d'informer Votre Majesté des suites qu'aura cette assaire; je puis cependant l'assûrer trèspositivement que Messieurs de Dort DE M. LE COMTE D'AVAUX. 127 ne l'ont pas entreprise sans avoir consulté auparavant ceux de Leyde & de quelques autres Villes, & surtout ceux d'Amsterdam, à qui ils ont dépêché secretement pour ce sujet.

La Province de Hollande s'affem-9 Novembla hier, & Messieurs de Dort y firent bre 1684. leurs plaintes avec toute la vigueur & tout le ressentiment qu'on doit attendre de la premiere Ville de Hollande, à qui on a voulu ôter un des plus beaux attributs de sa Souveraineté. Les principales Villes, comme celles d'Amsterdam, de Leyde, de Delft, & autres, sont entrées dans les sentimens de celle de Dort, comme ayant le même intérêt. Harlem, Rotterdam, & Tergoes, ont défendu les intérêts du Prince d'Orange : cependant on ne croit pas ce parti assez fort pour se soûtenir sans la présence de ce Prince, à qui Benting dé-pêcha hier deux Couriers, & lui envoya en même tems des relais, afin de hâter son retour.

Le Duc d'Hanover n'est pas trop content des Etats, de ce qu'il n'a pù

obtenir des subsides, & que le Sieur Witsendorf en s'en allant d'ici ne put rien obtenir des arrérages de la derniere guerre, qui sont dûs au Duc de Zell, & qu'il a transportés au Duc d'Hanover. Le Prince d'Orange de son côté n'est pas fort satisfait que le Duc d'Hanover ait toûjours refusé d'entrer dans le Traite d'Association. à moins qu'on ne lui donnât les fubsides, & il semble que les liaisons que beaucoup de Princes ont pris avec les Etats depuis peu; n'ont servi qu'à faire voir aux Etats qu'ils ne devoient compter sur les forces d'aueun de ces Princes, s'ils ne les achetoient bien cher; & à ces Princes que les Etats Généraux ne sont gueres er pouvoir, & point du tout en volon té, de leur donner aucuns subsides.

Le Prince de Nassau étant à Amsterdam, les amis communs se sons entremis pour saire entrer le Prince d'Orange avec le Prince de Nassau & la Princesse d'Anhalt en quelque pour parler. Le rendez-vous s'est donné à Narden, ainsi que j'ai déja eu l'hom

neu:

neur de le mander à Votre Majesté, & par tout ce que j'en apprends, je trouve que c'est Van-Buning qui en a fait les premieres démarches. Le Prince d'Orange se rendit donc à Narden, avec la Princesse d'Orange, M. de Montmouth, Montpouillan, & Benting. La Princesse d'Anhalt s'y rendit de son côté, avec l'Abbesse d'Erfort, & la Princesse de Nassau sa fille. Le Prince de Nassau ne s'y voulut pas trouver, dont le Prince d'Orange témoigna du chagrin: mais après quelques discours généraux, la Princesse d'Anhalt pria le Prince d'Orange de passer dans une autre chambre, lui dit qu'ayant l'honneur d'être sa tante, & l'étant du Prince de Nassau, & de plus sa belle-mere, elle ne pouvoit voir qu'avec déplaisir qu'il y eût de la division entr'eux, & qu'elle croyoit que pour leur intérêt commun, & pour celui de la République, il falloit songer à remettre toutes choses dans une bonne & parfaite union. Qu'elle ne disoit pas cela de son chef; qu'elle étoit priée par Mes-Tome IV.

sieurs d'Amsterdam de le lui témoigner, & de l'assûrer qu'ils seroient très-aises de vivre avec lui dans une bonne intelligence. Le Prince d'Orange répondit à la Princesse d'Anhalt, qu'il étoit disposé à bien vivre avec son cousin; qu'il ne prétendoit aucune chose sur lui, & qu'il vou-loit seulement conserver les mêmes priviléges & les mêmes prérogatives à l'égard du Prince de Nassau, que ses ancêtres avoient eus à l'égard de ceux de ce Prince; mais qu'il avoit fujet de fe plaindre du Prince de Nassau, qui lui avoit manqué de parole, après lui avoir promis formellement que les Provinces de Frise & de Groningue conclurroient à la levée de seize mille hommes; mais qu'on ne devoit jamais attendre autre chose de lui, tant qu'il suivroit les conseils de Sevenar & du Ministre Vandervaye, dont le premier conservoit une étroite correspondance avec les ennemis, & l'autre vouloit se venger de l'affront qu'il avoit reçû d'avoir été chassé de Zélande. La

Princesse d'Anhalt répliqua qu'elle ne savoit pas que son gendre eût donné aucune parole au Prince d'Orange, & qu'il ne pouvoit même en donner de positive, puisqu'il n'étoit pas autant maître des Provinces de Frise & de Groningue que lui Prince d'Orange l'étoit des autres Provinces. Qu'elle ne connoissoit point non plus au-cun ennemi de l'Etat, & qu'ainsi Sevenar ne pouvoit être accusé d'avoir correspondance avec eux. Elle parla ensuite de son gendre; mais le Prince d'Orange l'interrompit, & lui dit: Madame, je sai ce que peut mon Cousin; je sai ce qu'il veut, & j'ai vû ce qu'il à fait; & pour ce qui est de Messieurs d'Amsterdam, ils m'ont prostitué aux yeux de toute l'Europe, & m'ont sacrifié à la France; ils sont venus à bout de leurs desseins: mais ils verront comme ils s'en trouveront. Pour moi je sai ce que j'ai à faire; s'ils ont quelque chose à me dire, ils pourront me parler dans l'assemblée de Hollande. Cette réponse a achevé de désespérer Mes-

sieurs d'Amsterdam, & de les convaincre de l'obstination insurmontable avec laquelle le Prince d'Orange

persiste dans ses desseins.

Van-Buning, qui est cause de toutes ces démarches, se trouve de plus en plus embarrassé. Comme son but est de tenir cet Etat étroitement uni à l'Angleterre, il n'a d'autre vûe à cette heure que de se raccommoder avec le Prince d'Orange: mais comme les premieres tentatives qu'il a faites pour cela n'ont pas réussi, parce que le Prince d'Orange voulant reprendre l'autorité qu'il a ci-devant ulurpée, & que Messieurs d'Amsterdam souhaitant que toutes choses se reglent selon les Lois de la République, il n'y a pas d'apparence qu'ils puissent si-tôt se réunir, parce que les démêlés qui vont naître dans cette assemblée de Hollande, leur donneront de nouveaux sujets d'éloignement.

Je découvris que M. Fucks, Ministre de Brandebourg, travailloit sous main pour faire ensorte que les Etats Généraux laissassent encore

quelque tems M. Damerongue auprès de M. l'Electeur de Brande-

bourg.

L'Ambassadeur des Etats Généraux en Angleterre vint à la Haye; je découvris que c'étoit pour raccommoder le Prince d'Orange avec le Roi d'Angleterre; il témoigna à quelques personnes de ses amis qu'il y avoit beaucoup de disposition dans l'esprit du Roi de la Grande-Bretagne à se raccommoder avec le Prince d'Orange, pourvû que le Prince d'Orange voulût faire ce qu'il devoit à l'égard du Roi d'Angleterre, & je fus informé que ces remontrances seroient causes que M. de Montmouth ne passeroit pas l'hyver à la Haye. Je crus que Mylord Halifax avoit quelque part à cette affaire, puisqu'il s'étoit expliqué au Sieur Chudley que si le Prince d'Orange l'en vouloit croire, il se soûmettroit au Roi d'Angleterre, & que cela étant il se raccommoderoit aisément avec lui. Van-Buning entra vivement dans cette. affaire, & comme il étoit fort bien

auprès du Roi d'Angleterre, il comprit que ce lui seroit un moyen pour se remettre bien auprès du Prince d'Orange de le raccommoder avec le Roi d'Angleterre, & qu'il se rendroit recommandable à l'un & à l'autre en travaillant à une plus étroite union entre le Royaume d'Angleterre & la République de Hollande. Pour ce qui est du Duc d'Yorck, il donnoit tête baissée dans toutes ces choies là, & lans confidérer que le Prince d'Orange s'étoit déclaré publiquement qu'il falloit l'exclurre de la Couronne d'Angleterre, & qu'il confervoit toûjours le même dessein; il sembloit qu'il n'y eût de salut pour lui que de remettre bien le Prince d'Orange avec le Roi son frere, & de le rendre plus puissant & plus considérable cu'il n'éto t encore.

13 Novem-

Les Députés de la Province de bre 1684. Hollande étant revenus, ont mis en délibération les affaires de Dort, sur lesquelles ils étoient allés consulter leurs Supérieurs. Les contestations furent vives & animées sur ce sujet

dans les Etats de Hollande. Messieurs d'Amsterdam prirent l'affirmative pour ceux de Dort avec une extrème vigueur; ceux de Leyde & de Delst s'y joignirent: mais les Villes de Harlem, de Rotterdam, de Schoonhouen, & de Hoorn, se déclarerent hautement contre la Ville de Dort; ainsi les Etats se séparerent sans rien faire.

Cependant l'affaire de Dort étoit de plus de conséquence qu'aucune qui se fût traitée dans les Etats de Hollande depuis plusieurs années; car les Conseillers de la Cour de Justice avoient déclaré qu'ils n'avoient pas été à Dort en qualité de Commissaires de la Cour, mais comme Députés du Gouverneur. Si donc on le maintenoit, par un consentement de la Province de Hollande, dans ce prétendu droit de pouvoir envoyer dans les Villes des Commiffaires pour s'informer des brigues qui s'y font dans l'élection des Magistrats, & pour y remédier en qualité de Stathouder; il est certain que Lin

comme il n'y a point de Ville dans laquelle il n'y ait deux partis, dès que celui qui est opposé au Prince d'Orange ne voudroit pas entrer dans ses desseins, il envoyeroit aussi-tôt des Commissaires sous prétexte qu'il y auroit eu de la cabale, & changeroit ainsi les Magistrats à sa faintaisse: c'est ce que Messieurs d'Amsterdam prévoyent bien; mais il paroît jusqu'à cette heure que le Prince d'Orange a

la pluralité des Villes.

Une seule chose pouvoit savoriser le parti des grandes Villes en cette occasion, c'est que le Pensionnaire Fagel est dans son cœur absolument contre cette entreprise, parce qu'elle a été inspirée au Prince d'Orange, & exécutée par le Sieur Allewyn, qui a toûjours été ennemi secret du Pensionnaire Fagel; mais qui depuis trois ou quatre mois a levé le masque contre lui, tâchant par toute sorte de moyens de s'accréditer auprès du Prince d'Orange, & de prositer des mauvaises démarches que le Pensionnaire Fagel lui a fait faire en ces der-

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 137

niers temps, afin de pouvoir être Pensionnaire en sa place.

Pour ce qui est des autres affaires, je ne puis encore avoir l'honneur d'en rien dire de bien précis à Votre Majesté. Messieurs d'Amsterdam ont toûjours de bons sentimens, jusqueslà que le Conseil de Ville a fait des reproches & des réprimandes à Van-Buning, des avances qu'il avoit fait faire au Prince d'Orange, & de ce qu'il l'avoit fait en leur nom: mais d'un autre côté l'opposition que Van-Buning forme à toutes leurs propositions, les a empêchés jusqu'à cette heure de rien conclurre : il les étourdit par ses raisonnemens; & quoiqu'il ne les puisse porter à prendre aucun engagement avec le Prince d'Orange, qui foit au préjudice de la République, c'est assez qu'il les empêche de profiter de l'occasion qui se préfente d'abbaisser l'autorité de ce Prince, & de se remettre dans leur ancienne liberté.

Van-Buning qui fait le Philosophe, & qui affecte toûjours une espe-

ce d'indifférence pour demeurer dans le Gouvernement, est néantmoins possédé d'une ambition démesurée, & envisage comme le pire de tous les états, celui d'homme privé, où il va se trouver au mois de Février; il sera confiné dans Amsterdam en sortant de la Charge de Bourguemestre, s'il ne fait ensorte par ses menées de se raccommoder avec le Prince d'Orange, de maniere qu'il puisse venir en liberté à la Haye Député aux Etats Généraux, & continuer ses intrigues. Il est à souhaitter qu'il ne réussisse pas dans ce dessein, ou qu'il se trouve trompé en se persuadant que le Prince d'Orange puisse en effet oublier de bonne soi le passé.

Le voyage que le Sieur Citters est venu faire en ce pays-ci a beaucoup servi à Van-Buning, & j'appréhende qu'il ne lui serve encore davantage dans la suite; cet Ambassadeur assurant les principaux de l'Etat que le Roi d'Angleterre est fort disposé à reprendre le Prince d'Orange dans ses bonnes graces, lorsqu'il voudra se comporter autrement qu'il n'a fait par le passé: & comme il a déja obtenu que le Prince d'Orange n'ait pas gardé cet hyver M. de Montmouth à la Haye, il entretient par-là Van-Buning dans ses visions, & dans l'espérance de voir le Roi d'Angleterre & le Prince d'Orange dans une honne un on; cela fortissera les raisons de Van-Buning auprès de ses collegues, pour garder un peu de modération à l'égard du Prince d'Orange.

Messieurs d'Amsterdam demeu- 16 Noveme roient toûjours dans la résolution bie 1684.

qu'ils avoient prise de faire casser douze mille hommes, & de donner au Prince d'Orange un état de ceux qui devoient être cassés; mais ils n'étoient pas encore convenus avec quelques autres Villes qui seroit celle qui seroit cette proposition; & je mandai que j'appréhendois extrèmement que Van-Buning n'empêchât Messieurs d'Amsterdam de mettre à exécution la plûpart des choses qu'ils avoient projettées. Il se flatoit toûjours de pouvoir rentrer dans les bon-

nes graces du Prince d'Orange, & dans cette vûe il travailloit fortement à raccommoder le Prince d'Orange avec le Roi d'Angleterre; d'ail-Jeurs les menées des Sieurs Citters & Van-Buning ne donnoient pas peu d'inquiétule à Messieurs d'Amsterdam. Citters les assuroit que le Prince d'Orange & le Duc de Mont-mouth étoient sur le point de se bien remettre avec le Roi d'Angleterre; que Sa Majessé Britannique y étoit fort disposée, pourvû que le Prince d'Orange acquiesçât à ses sentimens; qu'il avoit commencé à s'y conforr er, en ne gardant plus M. de Montmouth aupres de lui, & qu'il ne l'y avoit retenu que pour le remettre dans son devoir.

Je ne me contentai pas de faire savoir su Roi & à M. de Barillon l'avantage que le Prince d'Orange tiroit des discours des Sieurs Citters & Van-Buning; je sis ensorte que l'Envoyé d'Angleterre, homme dévoué au Duc d'Yorck, le lui écrivît. Il lui manda que nous avions découvert,

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 141 oar des personnes affilées à M. de Montmouth, que cette intrigue étoit conduite par Mylord Halifax, qui rouloit remettre le Prince d'Orange k le Duc de Montmouth dans les onnes graces du Roi d'Angleterre, k qu'il avoit fait insinuer à l'un & à 'autre de quelle maniere'ils devoient e conduire. Que le but de Mylord Halifax étoit d'éloigner M. le Duc l'Yorck des affaires; d'en faire chafer Mylord Rochester; d'y faire enrer le Prince d'Orange, & agissant oûjours de concert avec lui, de devenir le premier Ministre; & je sis nander au Roi d'Angleterre, que, lans un désaveu solennel d'une négociation qui se failoit publiqu ment i la Haye en son nom, il étoit consant que tout le monde demeur-roit dans l'erreur où il étoit, ce qui seoit très-préjudiciable.

On manda de Suede qu'on pourtoit bien faire un renouvellement d'alliance entre la France & la Suede. Le Pensionnaire Fagel profita de cette nouvelle pour inspirer aux Etats le

dessein de laisser M. de Haren tout l'hyver à Stockholm. Il gagnoit par-là deux choses: premierement, il éloignoit du Prince de Nassau le seul homme de Frise qui sût capable de lui donner de bons conseils; l'autre, c'est qu'il rendoit un service agréable à la Suede, qui étoit sort outrée de se voir pour ainsi dire abandonnée par les Etats. Le Roi de Suede, de son côté, faisoit sorce caresses à M. de Haren. Il étoit allez chez cet Ambassadeur avec la Reine mere, où il avoit demeuré depuis six heures du soir jusqu'à trois heures après minuit

Je viens d'apprendre, Sire, que le Prince d'Orange voyant le tort qu'i pouvoit recevoir de l'entreprise que le Sieur Allewin lui a fait faire contre ceux de Dort, a écrit une lettre circulaire à toutes les Villes de Hollandande, par laquelle il proteste de sa bonne intention dans cette affaire & qu'il n'a jamais voulu empiéter sur les privileges des Villes, ainsi que Messieurs de Dort l'ont fait débiter; & comme ceux de Dort ont eu ce

matin au lience du Prince d'Orange, & qu'on n'a point parlé de cette affaire dans l'assemblée de Hollande, on croit que ce différend prendra la voie d'accommodement.

Je fus informé que le Sieur Citters 17 Noveme n'étoit pas tout-à-fait content de sa bre 1684. négociation. Le Prince d'Orange s'é-toit rendu à la vérité à ses remontrances, & à celles de Mylord Halifax, & avoit bien voulu laisser aller M. de Montmouth à Bruxelles; mais il ne paroissoit pas vouloir faire aucune démarche auprès du Roi d'Angleterre: il recevoit même avec beaucoup de fierté toutes les propositions que le Sieur Citters lui faisoit. Ce Ministre s'attendoit toute fois que le Prince d'Orange lui donneroit des instructions de ce qu'il auroit à faire, avant qu'il retournât en Angleterre, & il alla à Amsterdam pour conférer là-dessus avec Van-Buning. Chudley est informé de tout ceci,

Chudley est informé de tout ceci, & ne manquera pas de représenter aujourd'hui au Roi son Maître ce qu'il doit attendre du Prince d'Oran-

ge, puisque dans le tems qu'on abuse du nom de Sa Majesté Britannique, jusqu'à faire des avances de sa part au Prince d'Orange, il les reçoit avec tant de fierté & d'indissérence.

Chudley est aussi informé que le Prince d'Orange a dit plus d'une sois qu'il ne comprenoit pas pourquoi le Roi d'Angleterre saisoit désendre à son Ministre à la Haye de le voir, ni pourquoi ou lui parloit si souvent de la part du Roi d'Angleterre. Que si le Roi & tonte sa Cour savoient le peu de cas qu'il faisoit de leurs menaces & de leurs caresses, ils ne se donneroient pas tant de peine.

Cependant Messieurs d'Amsterdam travailloient à des mémoires pour le bien du commerce des Etats Généraux. Nous étions tous persuadés qu'il n'y avoit rien de plus propre pour porter les peuples dans les intérêts du Roi, que de leur faire goûter les avantages qu'ils tiroient de la paix, & que cela empêcheroit le Prince d'Orange de pouvoir jetter les Etats dans d'autres intérêts. Ce

que

que j'en ai pû pénétrer, est qu'ils demanderont que l'on corrige de certains abus qui se commettent dans la perception du droit de cinquante sous par tonneau, & qu'on regle le jaugeage qui se fait bien disséremment d'un port à un autre. Je ne sai s'ils demanderont quelque chose de plus: mais si les Etats Généraux conviennent de me venir parler de ces sortes d'affaires, je m'en tiendrai à mes ordres, & je me chargerai seulement d'avoir l'honneur d'en rendre compte à Votre Majesté, après leur avoir fait connoître les dissicultés qu'il y aura dans leur demande.

Van-Buning les avoit voulu porter à demander la suppression de ce droit, disant qu'il savoit de bonne part que Sa Majesté l'accorderoit ; j'en sus averti, & je sis savoir à quelques-uns de mes amis que Van-Buning ne les engageoit a demander une chose, qu'il savoit devoir être resusée, que pour les chagriner contre la France.

Je préientai ce même jour un mélome IV. \* K

moire aux Etats Généraux, dans lequel je leur témoignai que comme le Roi n'avoit rien eu plus à cœur que de rétablir la paix dans l'Europe aussi Sa Majesté ne déstroit-elle rier plus ardemment à cette heure, que de voir cette paix solidement affermie. Que c'étoit par cette raison que pour n'omettre aucun de moyens qui y pouvoient le plus contribuer, Elle m'avoit ordonné de leur demander un acte de garantie des Traités de Treve entre la France & l'Espagne, & entre la France & l'Espagne, & entre la France & l'Empire.

21 Novembre 1684.

J'écrivis à M. de Louvois que Messieurs d'Amsterdam m'avoien fait demander si je ne pourrois poin leur dire quels étoient les appointe mens d'un Colonel d'Infanterie, d'un Lieutenant - Colonel, & des autre Officiers d'Infanterie, comme aussi de Cavalerie; ce qu'on leur passoi d'hommes dans leurs Compagnies quel dissérent traitement on faitoit au Capitaine du Régiment des Garde du Roi, d'avec les autres Compa

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 147 gnies d'Infanterie; quelle étoit la paye des Cavaliers & des Fantassins; combien il y avoit de Fantassins dans les Compagnies l'Infanterie, & combien d'hommes dans celles de Cavalerie. Qu'enfin ils m'avoient demandé le détail de toute la Milice; que je voyois bien que c étoit dans la vùe de régler leur état de guerre sur un autre pié qu'il n'étoit; car ils donnoient assez considérablement aux Officiers, & fur-tout à ceux des Gardes, qui avoient le double de ce qu'on donne aux autres. M. de Louvois m'envoya un imprimé, que je donnai à Messieurs d'Amsterdam.

Le Résident de Cologne présenta un mémoire, par lequel il demanda, avant que d'entrer dans les points de discussion de l'alliance, qu'on réglât les dissérends qu'avoit M. l'Electour de Cologne avec Messicurs les Etats Généraux. Cela ne peut être que sort bon, d'autant que le Résident de Cologne doit donner le mémoire des contributions, dont l'Electeur son Maître demande la restitution. Mais

j'appréhende que cette affaire n'ait pas de suite, & que M. de Strasbourg ne soit pas bien aise qu'on l'approfondisse, parce qu'on prétend que seu M. l'Evêque de Strasbourg & lui ont touché l'argent qui a été donné pour les ôtages de Deventer, dont les Etats Généraux prétendent & demandent la restitution.

23 Novembre 1684. (

On n'avoit point parlé dans l'Afsemblée de Hollande de l'affaire de Dort, parce qu'on avoit crû que ce disférend se termineroit par un accommodement, d'autant plus que le Prince d'Orange ayant vû la fermeté de Dort, & la vigueur avec laquelle Messieurs d'Amsterdam prenoient cette affaire, il paroissoit ne la vouloir pas pousser plus loin; ceux de Dort ayant eû même la hardiesse de faire imprimer une vieille chronique, dans laquelle on voit qu'un Comte de Hollande ayant voulu autrefois attenter aux priviléges de Dort en une rencontre pareille, il fut mis en tutelle, & son confident, son Baillif, & tous ics enfans, massacrés.

## DE M. LE COMTE D'AVAUX. 149

Comme ceux de Dort & d'Amsterdam de leur côté, ne se voyoient pas assez secondés par toutes les Villes de Hollande pour obtenir de la Province une réfolution qui pût réprimer l'autorité du Prince d'Orange, ils avoient jugé à propos de terminer ce démêlé par un défillement volontaire du Prince de cette entreprise, en laissant cependant toutes choses en l'état où elles étoient. Ils avoient seulement demandé que le Prince d'Orange déclarât ceux qui s'étoient adressés à lui pour faire leurs plaintes des prétendues brigues qui s'étoient faites dans la nomination des Magiftrats de Dort. Cette négociation a été en cet état jusqu'à Samedi, dix-huit de ce mois, que le Pensionnaire Fagel alla trouver le Sieur Muys, & lui déclara de la part du Prince d'Orange qu'il n'y avoit plus d'accommode-ment à espérer; que le Prince rompoit toute négociation; qu'il ne vouloit point nommer ceux qui s'étoient venus plaindre à lui du Gouvernement de Dort. Qu'il ne se désisteroit

point non plus des prérogatives que la Charge de Stathouder lui donne, & qu'il prétendoit, en cette qualité, avoir droit d'envoyer des Commissaires dans les Villes, lorsqu'il y auroit quelque dissérend entre les Magistrats. Le Sieur Muys partit une heure après avoir reçû cette déclaration, & s'en alla à Dort, pour résoudre dans le Conseil de Ville ce qu'il y auroit à faire. Il devoit en revenir hier au soir pour porter cette affaire ce matin dans l'Assemblée de Hollande : mais le Prince d'Orange prit hier une nouvelle résolution d'envoyer une seconde fois les mêmes Commissaires à Dort. On en fut averti dans la Ville, & hier au foir ils conclurrent entr'eux de s'opposer vigoureusement à cette entreprise du Prince d'Orange. Pour cela ils doivent défendre à tous les Officiers de la Ville d'exécuter aucun ordre des Commissaires de la Cour de Justice, comme aussi à tous les chefs des métiers, & autres Bourgeois de la Ville, de comparoître par-devant eux.

## DE M. LE COMTE D'AVAUX. 151

Il femble que le Prince d'Orange veuille réduire au désespoir ceux du Gouvernement présent, & les mettre dans la nécessité d'employer toutes fortes de moyens pour recouvrer leur liberté: cependant ils n'agissent pas avec toute la vigueur qu'on devroit attendre d'eux. Je tiendrai en cette occasion la conduite que Votre Majesté me prescrit, & je ne paroîtrai point vouloir fomenter cette division, quoique les remontrances que je fais faire par des personnes interposées n'ayent pas peu servi à ou-vrir les yeux aux bien-intentionnés, & à leur donner du courage. Je fis même une réponse à Van-Buning, lorsque j'étois à Amsterdam, qui a extrèmement plû aux plus zelés des bien-intentionnés. Il me parloit de la division qui étoit dans l'État, comme d'une chose qui ruineroit la République, & à laquelle il falloit donner promptement remede. Je lui dis que c'étoit mon avis, & que Sa Majesté, qui vouloit être assurée de la bonne volonté des Etats, ne pouvoit

compter sur leur amitié s'ils n'étoient parfaitement unis; mais que je croyois qu'en faisant cette réunion les intérêts des particuliers devoient céder à ceux de la République.

Le Prince de Nassau auroit fait proposer dans les Etats Généraux, par les Députés de Frise & de Groningue, de remettre sur l'ancien pié le Gouvernement de Gueldres, d'Utrecht, & d'Overissel, si Van-Buning

ne s'y étoit fortement opposé.

23 Novembre 1684.

Les créatures du Prince d'Orange tâcherent de faire donner ordre à M. de Haren de demeurer en Suede; mais la Province de Hollande n'y voulut pas consentir, & on résolut de nouveau que M. de Haren reviendroit.

Lettre du Novembre 1634.

Le Roi me manda que j'avois bien Rois du 23 fait d'empêcher que la Ville d'Amsterdam ne lui demandat la suppression entiere du droit de cinquante sous par tonneau, & quant au retranchement des abus qui se pouvoient commettre dans la perception de ce droit, aussi bien que dans le jaugeage des

Vaisseaux, Sa Majesté me seroit savoir les résolutions qu'Elle auroit prises en leur faveur après que je lui aurois envoyé leur mémoire.

L'affaire de Dort a occupé jusqu'à 30 Noveme cette heure l'assemblée de Hollande; bre 1684.

& comme la décision de cette affaire est de la derniere conséquence, puisque si elle réussit au gré du Prince d'Orange, il fera le maître abfolu de la Province, & par contéquent des Etats Généraux, j'ai mis tout mon foin à traverser cette entreprise; j'ai eu même des moyens assez naturels, & asiez faciles, d'agir en cela conformément aux intentions de Votre Majesté, & au bien de la Républiqué. l'informai le Roi, par cette Lettre que j'envoyois par la poste, de l'état où on étoit en Hollande, & je lui mandai que le Prince d'Orange ayant fait déclarer par le Pensionnaire Fagel au Sieur Muys, qu'il n'y avoit plus d'accommodement à elpérer, & les Conseillers de la Cour de Justice étant retournés à Dort, avec une Lettre du Prince, qui or-

donnoit aux Bourguemestres de cette Ville là de reconnoître ces Commiffaires, il est arrivé que de cent vingtsept personnes qu'ils avoient sur un mémoire pour faire assigner, il n'y en a eu que quatre qui ont voulu comparoître, ainsi ils sont revenus fans rien faire. Les Bourguemestres de Dort se sont rendus à la Haye dans le tems de ces procédures, ont parlé au Prince d'Orange avec beaucoup de respect, mais avec beaucoup de fermeté, & lui ont témoigné qu'ils ne pouvoient jamais consentir qu'on fît rien contre les droits & contre la liberté de leur Ville. Le Prince d'Orange leur a répondu fort fierement qu'il ne céderoit jamais un avantage que sa Charge de Stathouder lui donnoit; qu'il prétendoit s'y maintenir, & qu'il employeroit pour cela toutes les forces que Dieu & la nature lui avoient mises en main.

Messieurs d'Amsterdam de leur côté avoient conçû quelque espérance que les assaires prendroient un meilleur train, & que le Prince d'Orange

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 155 se regleroit dorénavant selon les Lois de la République. Cette espérance étoit fondée sur ce que le Prince d'Orange les avoit assez favorablement écourés lorsqu'ils lui firent quelques avances pour une bonne réunion, & fur ce que le Pensionnaire Fagel leur avoit témoigné que le Prince avoit été très-satissait de ce qu'ils lui étoient venus dire, & que ce Prince avoit écrit une Lettre à la Régence de Dort, dont on auroit tout sujet de se louer. Mais Messieurs d'Amsterdam ayant appris que cette Lettre enjoignoit aux Bourguemestres de Dort de recevoir la Commission de la Cour, & ayant été informés ensuite de la réponse du Prince d'Orange aux Députés de Dort, ils ont bien vû que le Prince se moquoit d'eux. Ils sont retournés à Amsterdam, & le Confeil y ayant été assemblé, on y a réfolu de soûtenir Messieurs de Dort; de déclarer dans l'Assemblée de la Province que cette affaire ne pouvoit

être décidée à la pluralité, puisqu'il s'agissoit de changer la forme du

Gouvernement; de sorte que ne souffrant pas que cette affaire soit décidée dans l'Assemblée de la Province de la manière que le Prince d'Orange le prétend, ils le réduisent à s'en désister, ou à se servir des voies de fait, pour obliger la Ville de Dort à obéir. Et ils ont résolu que si le Prince d'Orange veut sorcer, par l'envoi de quelques Troupes, la Ville de Dort à se soûmettre, ils se retirerent de l'Assemblée, fermeront leur bourse, & déclareront qu'ils ne peuvent plus se trouver dans les Etats de Hollande, la liberté en ayant été opprimée.

Van-Buning est le seul qui n'a pas été de cet avis. Il a proposé que l'on tentât encore une sois de s'accommoder avec le Prince d'Orange: mais il n'y a pas eu un homme dans le Conseil d'Amsterdam qui ait été de son

fentiment.

La Ville d'Amsterdam a nommé dix-huit personnes, qui ont la direction des affaires présentes. Ils se sont toûjours trouvés dans toutes ces dernieres occasions dix-sept d'un avis,

& Van-Buning feul du sien.

Mais quelques jours après j'en- 12 Décem-70 yai une Lettre par mer à Dunker-bre 1684. 10 que, par laquelle je rendis compte à la Majesté de la situation où l'on troit en Hollande; des mesures qu'on ravoit prises, & beaucoup de choses que je n'avois ofé confier à la poste. le lui mandai qu'on avoit traité de leux affaires dans l'Assemblée de Hollande; l'une étoit celle de Dort; 'autre regardoit l'état de guerre. Le Prince d'Orange parla avec beauoup d'emportement sur l'assaire de Dort; il déclara qu'il ne prétendoit bas se désister d'un droit qui lui étoit icquis, ni se soûmettre à la décisson les Etats de Hollande, & qu'il fautoit bien trouver les moyens de s'y maintenir; & il donna par écrit une déduction de toutes ses raisons. Ceux le Dort répondirent à leur ordinaire ivec beaucoup de respect, mais avec seaucoup de fermeté, & ceux d'Amterdam les seconderent.

Les premieres personnes du Con-

feil secret d'Amsterdam ayant conféré ensemble à la Haye, avec M. Pacts, sur les affaires de Dort, ils surent tous d'un même avis; que Dort ne devoit point se relâcher, & que si le Prince d'Orange y envoyoit des Troupes, comme l'on s'imagine qu'il le fera, les Députés d'Amsterdam devoient se retirer de l'Assemblée de Hollande, & déclarer qu'ils ne pou-voient plus faire partie d'un Etat dont on opprimoit la liberté. Qu'ils devoient en même tems fermer leur bourie, & se retrancher dans leur Ville. Quelques-uns d'eux témoignerent qu'ils auroient besoin en ce cas de secours étrangers. M. Pacts demanda adroitement si le Roi d'Angleterre n'en pourroit pas donner; Van-Buning répondit que le Roi d'Angleterre ne manqueroit pas de bonne volonté, mais de pouvoir. M. Pacts proposa ensuite l'Electeur de Brandebourg; il parla ensin de Votre Majesté, mais soiblement, & pour voir ce que l'on en diroit; le seul Van-Buning dit qu'il ne seroit pas sûr

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 159 de recevoir des Troupes de Votre Majesté dans leur pays; mais tous les autres temoignerent une entiere confiance. La choie en est demeurée là. l'ai jugé à propos que l'on évitât d'en parler davantage; car j'ai crû, Sire, qu'il valoit bien mieux, en les fortifiant dans la résolution de tenir une conduite ferme, les mettre dans la nécessité d'avoir recours à Votre Majesté, que de leur donner lieu d'en examiner toutes les suites; & si les choses en venoient-là, ils seroient bien obligés alors de se consier entierement à Votre Majesté.

J'ajoûterai même à cela une particularité, dont je ne parlerois pas si elle ne venoit à propos, & si je n'étois pas persuadé, qu'en cas que les choses vinssent à quelque extrémité, il seroit bon que Votre Majesté en eût eu connoissance. C'est, Sire, la grande disposition dans laquelle sont Messieurs d'Amsterdam, de prendre une entiere consiance en Votre Majesté, sur la seule parole que je leur donnerois de sa protection. Cela a

paru dans une conférence qu'ont eu quelques-uns des principaux Bourguemestres d'Amsterdam, avec M. Pasts, où ils témoignerent la créance qu'ils prendroient en moi lorsque je leur engagerois la parole de Votre Majesté, puisque jamais je ne les avois assuré de rien dont ils n'eussens vù ensuite les effets. M. Pacts, & deux ou trois autres des principaus de la République, ont beaucour contribué à faire concevoir ces sentimens aux principaux d'Amsterdam & à tous les bien-intentionnés; car ils les ont toûjours assûrés qu'il: étoient parfaitement informés de la bonne volonté de Votre Majeste pour la République, & en même tems de ma sincérité; ensorte qu'ils pouvoient entierement faire fonds fur ce que je leur dirois.

Tout cela, Sire, comme j'eus l'honneur de le mander à Votre Majesté il y a quelques semaines, sont des vûes d'une grande étendue, & sort éloignées; & comme je ne crus pas alors que ce sussent des choses si

pressées

# DE M. LE COMTE D'AVAUX. 161

pressées qu'elles méritassent que je dépêchasse un Courier à Votre Majesté: aussi je pense à cette heure, que puisque j'en envoye un, il est à propos que je me serve de cette occasion pour informer Votre Majesté des discours qui se sont tenus par les Régens d'Amsterdam, parce qu'Elle connoîtra mieux par-là la disposition du dedans du pays; quoique ce ne soit pas une chose sur laquelle on doive compter, y ayant une grande dissérence entre des discours que des Bourguemestres tiennent entr'eux, & des résolutions qui se prennent dans le Conseil de Ville.

Pour ce qui est de l'état de guerre dressé par le Conseil d'Etat, on ne l'examina pas dans cette Assemblée, & les Députés des Villes en prirent seulement des copies pour porter à leurs Supérieurs. Mais Messieurs d'Amsterdam firent de fortes remontrances sur les grandes dettes de la République; sur la nécessité qu'il y a de tâcher de s'en acquitter, & qu'il falloit par contéquent songer au métome 1V.

nage. Ils ont délivré un écrit sur es sujet, que les Députés des Villes on emporté chez eux. Il ne se pouvoi rien donner de plus à propos, pou faire voir dans les Villes de Hollande la nécessité où l'on est de retranche

l'état de guerre. Je ne puis répondre, Sire, à Vo tre Majesté d'une affaire qui dépend de tant de têtes, & pour laquelle le Prince d'Orange fait de si fortes ca bales: mais je puis l'assûrer que jus qu'à cette heure Messieurs d'Amster dam sont dans le dessein de casser de Troupes, & que les Députés de cett Ville, qui partiront d'ici samedi neu vieme de Décembre, étoient encorce jour-là dans ces sentimens. Il n'y a eu jusqu'à cette heure que le seu Van-Buning qui s'y soit opposé; i est plus entêté que jamais d'unir ce Etat à l'Angleterre, mais il est le seu dans Amsterdam de ce sentiment.

Lorsque je sis donner avis à Messieurs d'Amsterdam des plaintes que le Prince de Nassau faisoit d'eux, je crus que cela serviroit à découvrir s

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 163 M. le Prince de Nassau n'avoit pas tenu ce discours pour prevenir par ces plaintes celles qu'on lui pourroix faire d'un accommodement avec le Prince d'Orange, où si cela n'étoit point, que Messieurs d'Amsterdam & lui se réuniroient plus fort que jamais dans l'éclairciffement qu'ils auroient ensemble. Cela réussit, car le Prince de Nassau a donné à connoître à Messieurs d'Amsterdam la négociation secrete qui se faisoit entre le Prince d'Orange & lui, & il s'est lié d'intérêt & de confiance avec eux beaucoup plus étroitement qu'il n'étoit auparavant. Voici de quelle ma-

Sur l'avis que j'ai donné à Messieurs d'Amsterdam, ils ont ordonné à un homme de leur corps de témoigner au Prince de Nassau qu'ils étoient toûjours dans les mêmes bons sentimens où il les a vûs, & dans la même résolution de travailler sortement à tout ce qui est de l'avantage de la République; & que s'il trouvoit qu'ils eussent négligé quelque

niere cela s'est passé.

chose pour cela, ou qu'il y eût quelque chose à redresser à leur conduite, ils en prositeroient de très-boncœur, & concourroient toûjours de tout leur pouvoir au bien de la cause commune.

Le Prince de Nassau a paru un peu embarassé, parce qu'en effet il n'avoit rien de nouveau à reprocher à Messieurs d'Amsterdam, & que c'étoit lui au contraire qui étoit actuellement en termes d'accommodement avec le Prince d'Orange. Il a même été obligé de leur dire ce qui s'étoit passé entre le Prince d'Orange & lui, & a ordonné en même tems aux Sieurs de Sevenar & Vandervaye, qui étoient à Amsterdam, d'en parler aux Bourguemestres, & de leur donner toute sorte de satisfaction & d'éclaircissement de sa part. Ceux-ci ont communiqué ce qui s'étoit passé aux Bourguemestres d'Amsterdam, qui ont fait quelques especes de repro-ches de ce que M. le Prince de Nasfau entroit en négociation avec le Prince d'Orange sur son accommo-

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 165 dement, sans leur en avoir rien fait connoître, & de ce qu'il avoit obtenu une Compagnie de Gardes du Corps par l'entremise du Prince d'Ocange, sans en avoir préalablement werti Messieurs d'Amsterdam. Sevenar & Vandervaye ont répondu que Messieurs d'Amsterdam avoient le premier tort; qu'ils avoient faits euxnêmes des propositions d'accommo-lement au Prince d'Orange il y a leux mois, sans la participation du Prince de Nassau. Ils ont donc retonnu de part & d'autre de quel préudice il leur étoit de n'avoir pas agi vec plus de confiance, & ils sont onvenus, par un accord en bonne orme, de n'écouter plus dorénavant ucune proposition du Prince d'O-ange sans se la communiquer. Les ieurs Sevenar & Vandervaye font renus à la Haye rendre compte de eci au Prince de Nassau, & le prenier est retourné à Amsterdam, avec ın pouvoir signé & scellé du Prince le Nassau, pour confirmer ce qu'il voit conclu, & pour renouveller L iii

166 NEGOCIATIONS une étroite union entre lui & la Vill

d'Amsterdam.

Il y a une chose remarquable en cela; c'est que quoique les quatre Bourguemestres d'Amsterdam gou vernent absolument cette Ville, & qu'il ne se passe rien dont ils n'ayen connoissance, cependant ceci s'el fait à l'insû de Van-Buning, qui el le premier des quatre Bourguemes tres. Il est si fort décrédité par ses vi sions, par ses changemens cont nuels, & par son entêtement contr la France, qu'on ne l'écoute presqu plus. Le Sieur Heude a seulemen prié Vandervaye de passer chez Van Buning, & de l'entretenir de ce choses en général, afin qu'il ne pri aucun ombrage de ce qu'il avoit v les autres Bourguemestres.

Pour ce qui est, Sire, de ce qu s'est passé entre le Prince d'Orang & le Prince de Nassau; voici ce qu c'est. Le Prince d'Orange ayant sai demander au Prince de Nassau c qu'il pouvoit souhaiter pour se re mettre bien ensemble, le Prince d

## DE M. LE COMTE D'AVAUX. 167

Nassau lui a fait donner par écrit cinq points, sur lesquels il prétendoit une entiere satisfaction, aussi-bien pour lui que pour les Provinces de Frise & de Groningue. Le premièr est de laisser la Province de Dreuthe, & les Charges qui en dépendent, à la difposition de M. le Prince de Nassau, qui en est le Gouverneur. Le second, de lui laisser la disposition des Gouvernemens de Coevorden, Bourtan, & de quelques autres Forts aux environs. Le troisieme, de laisser aux Provinces de Frise & de Groningue le droit de faire marcher leurs Troupes au-dedans de l'Etat; c'est ce qu'ils appellent le droit de Patentes. Le quatrieme, de leur laisser le droit dont elles ont toûjours joui, de nommer les Officiers de leurs Troupes, & de les casser. Le cinquieme, de traiter le Prince de Nassau d'Altesse.

Le Prince d'Orange a laissé passer deux ou trois jours sans rendre réponse au Prince de Nassau sur ces articles; il lui a seulement parlé en général sur leur accommodement, &

L iiij

entr'autres choses il lui a témoigné qu'il souhaitoit qu'il abandonnât Messieurs d'Amsterdam, lui demandant avec des termes qui marquoient le dernier mépris, ce qu'il avoit assaire de ces gens-là. Il a plus sait, car tout réservé qu'il est, il n'a pû s'empêcher de lui dire en l'embrassant, qu'étant tous deux unis il n'en falloit pas dayantage pour venir à bout de pas davantage pour venir à bout de la grande affaire, c'est-à-dire pour réduire ceux d'Amsterdam & de Dort, & par conséquent toute la République. Mais ayant appris Dimanche que Sevenar & Vandervaye étoient arrivés à la Haye, & qu'ils étoient venus l'un & l'autre chez moi, il a envoyé cinq fois ce jour-là M. Benting parler à M. le Prince de Nassau, afin de tâcher de l'engager avant qu'il eût pris conseil de ces deux Messieurs: mais le Prince de Nassau passa une partie de cette après dînée avec eux, & ne parla qu'ensuite à Benting sur les neuf heures du soir; & lorsque Benting lui témoigna que le Prince d'Orange ne pouvoit faire tout ce

qu'il lui demandoit, & qu'il le prioit d'entrer en composition, le Prince de Nassau lui sit connostre qu'il n'avoit pas proposé des choses où il pût ren changer; & après beaucoup de contessations assez fortes de part & d'autre, ils se sont séparés, comme si

tre, ils se sont séparés, comme si tout accommodement étoit rompu. Le Prince de Nassau devoit partir aujourd'hui pour Amsterdam, pour y prendre avec ceux de la Régence de plus étroites liaisons, m'ayant alfûré qu'il n'écoutera plus de propositions sans les leur communiquer. Toutes fois le Prince de Nassau est resté ici encore aujourd'hui, parce que le Prince d'Orange l'a fait amuser sur les mêmes propositions, sur lesquelles on n'est convenu de quoi que ce soit; & comme il m'a rendu visite cette après d'înée, je lui ai témoigné, ainsi que j'avois déja fait, que je ne prenois d'autre intérêt à sa conduite que celui de son propre avantage. Il ne m'a pas même été difficile de lui faire comprendre ce qu'il avoit déja gagné dans ces der-

niers tems, & de quelle importance étoit ce qu'il avoit à espérer à l'ave-nir, puisque lorsqu'il seroit uni avec ses deux Provinces & la Ville d'Amsterdam, pour le maintien de la République, tout le monde jetteroit les yeux fur lui, & il pourroit être assûré d'être élû Stathouder de toutes les Provinces après la mort du Prince d'Orange, ce qui valoit infiniment plus que toute la succession de ce Prince; & qu'au contraire, s'il se soûmettoit à lui, il ne seroit considéré de personne, & ne seroit point choisi par ceux d'Amsterdam, ni par les autres, lorsqu'ils auroient à élire un Gouverneur.

Messieurs de la Régence d'Amsterdam prennent des précautions comme s'ils devoient être assiégés dans huit jours: mais je crois tout cela inutile, aussi je leur ai fait dire qu'ils devoient bien plûtôt songer à prendre de bonnes résolutions, en cas que le Prince d'Orange veuille user de violence à l'égard de la Ville de Dort; & sans Van-Buning, on en DE M. LE COMTE D'AVAUX. 171 auroit déja pris de conformes au bien

de la République.

Le Prince de Nassau arriva en ce tems-là à la Haye. Je l'allai voir, & le trouvai dans de très-tons sentimens, mais très-peu persuadé de la fermeté de Messeurs d'Amsterdam, & sur-tout fort mécontent de Van-Buning, qui avoit empêché tout ce que les autres avoient voulu faire contre le Prince d'Orange pour le rétablissement de leur liberté.

Je dois remarquer en passant que l'Ambassadeur de Danemark ayant pris toutes les mesures pour être bien traité par le Prince d'Orange, jusqu'à aller rendre une premiere visite à Benting, (ce qui étoit contre l'usage & contre la bienséance, & ne convenoit en aucune maniere à son caractere); cependant le Prince d'Orange lui sit un traitement bien dissérent de celui qu'il faisoit aux Ambassadeurs de France, car il n'alla audevant de lui que jusqu'à la salle des Suisses; & en le reconduisant, il le laissa au pailler du milieu du degré,

au lieu qu'il m'étoit venu recevoir à trois pas de mon carrosse, & m'avoit

reconduit jusqu'au même lieu.

Le Prince de Nassau m'est venu voir depuis cette Lettre écrite; il m'a témoigné qu'il étoit très-mécontent de Messieurs d'Amsterdam. Qu'ils le vinrent voir hier au soir; mais qu'ils ne lui parlerent d'aucune affaire, & qu'ils lui parurent fort froids Qu'il a été averti que le Sieur Wittsen étoit allé ce matin à Amsterdam; & que, comme les Etats de Hollande ne s'étoient pas assemblés aujourd'hui, il pourroit bien y avoir encore quelque nouvelle proposition d'accommodement. Il m'a dit que si cela étoit, ceux d'Amsterdam devoient compter de demeurer seuls dorénavant s'ils avoient quelque démêlé avec le Prince d'Orange, & que les Provinces de Frise & de Groningue ne se commettroient plus en faveur de Messieurs d'Amsterdam pour être abandonnées par après.

Je donnerai part de ceci, dès ce soir s'il m'est possible, à Messieurs

d'Amsterdam, & je saurai par-là s'il y a quelque sondement au mécontentement du Prince de Nassau; car comme il est sort froid lui-même, & que, selon ce qu'il m'a avoiié, il ne leur a rien demandé, il peut sort bien être que ceux d'Amsterdam ne se seront pas avancés à lui communiquer leurs plus secretes résolutions. Quoiqu'il en soit, je ne puis mal faire de m'entremettre pour leur faire avoir plus de consiance les uns pour les autres.

Je sai de bonne part que le Prince d'Orange parla encore hier à dix heures du soir à ceux de Dort, & qu'il les trouva inébranlables; ainsi ceux de Dort tenant bon, il faut que Messieurs d'Amsterdam les soûtiennent.

Les Etats de Hollande s'assemble- Premi rent le premier de Décembre; on y Décembre parla de l'assaire de Dort, & les 1684. Bourguemestres de cette Ville là proposerent que les Etats nommassent des Commissaires, asin de terminer toutes choses à l'amiable, & que M.

le Prince d'Orange pût avoir satissac tion, & la Ville de Dort conserve: ses priviléges: voici comme cela s'ef paste. La Ville de Dort n'a pas voult continuer ses plaintes du procédé du Prince d'Orange: mais faisant sem blant de prendre un avis conciliatoi re, elle représenta qu'il seroit à propos pour le bien du pays, que le dé mêle qui étoit né entre le Gouver neur & la premiere Ville de Holland pût être terminé, & qu'on pût don ner satisfaction à M. le Prince d'O range sans préjudicier aux droits & aux libertés des Villes; que pour ce effet ils demandoient qu'on nommâ des Commissaires pour examiner le raisons de part & d'autre. Les Dépu tés d'Amsterdam ont aussitôt pris le parole, ont approuvé la propolition de Messieurs de Dort, & ont dit que pour eux ils estimoient à propo qu'on ne terminât pas seulement l différend qui étoit entre le Princ d'Orange & la Ville de Dort, mai aussi tous les autres démêlés qui son survenus depuis un certain tems, &

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 175 qui peuvent encore arriver dans la uite; c'est pourquoi ils demandoient qu'on prît des Commissaires des principales Villes de Hollande, qui examineroient quel est le pouvoir & l'autorité du Stathouder, & quel est le droit & le privilége des Villes. Le Pensionnaire Fagel a bien connu la conséquence de cette proposition, qui va à régler le pouvoir du Prince l'Orange, conformément à celui que es prédécesseurs ont eu; aussi a-t-il léclaré incontinent, au nom du corps les Nobles, qu'il s'y opposoit for-nellement, & a protesté qu'on ne pouvoit délibérer là-dessus sans en communiquer au Prince d'Orange, qui ne va plus dans l'Assemblée de Hollande.

On attend donc la réponse du Prince d'Orange, qui se trouve sort embarrassé; car s'il accepte cette proposition, il donne aux Villes de Hollande à examiner ce qui est de son pouvoir, & il ne voit pas les esprits disposés à lui en laisser plus qu'il ne lui en appartient légitimement. S'il

refuse cette offre, il fait voir ouvertement ses desseins; cependant on dit déja qu'il prendra ce dernier parti, & j'y vois une très-grande apparence; car jusqu'à cette heure, il n'a voulu démordre de rien.

M. de Montmouth n'est pas allé droit à Bruxelles. Il a été secretement de Ville en Ville, même jusques dans le pays de Cleves, s'aboucher avec les Anglois résugiés, & il semble qu'il se trame quelque chose. On est surpris que le Roi d'Angleterre ne rappelle pas les Froupes qu'il a dans ce pays-ci, puisque le Prince d'Orange y ayant mis presque tous les Ossiciers dépendans de M. de Montmouth, c'est un corps considérable qui se trouvera toûjours prêt contre Sa Majesté Britannique, à toutes les occasions qui se présente-ront.

Les créatures du Prince d'Orange tiroient avantage de la Vice-Royauté d'Irlande, qui avoit été donnée à Mylord Rochester; ils prétendoient que c'étoit un prétexte pour le tires des des affaires, & que Mylord Halifax

en deviendroit plus considérable. Le Prince d'Orange ne se trouve 7 Décemble pas peu embarrassé de la proposition bre 1684. de Dort, & de l'avis d'Amsterdam, & n'a pas encore rendu de réponse: mais pour avoir un prétexte de disférer à se résoudre sur cette affaire, le Pensionnaire Fagel a fait semblant d'avoir quelque atteinte de goutte; de sorte que la Province de Hollande ne s'assembla pas trois jours de suite. Je suis cependant persuadé que le Prince d'Orange ne cherche pas à traîner seulement cette affaire en longueur, par la feinte maladie du Penfionnaire Fagel; il ne peut gagner par-là, tout au plus, que deux ou trois jours, après lesquels il faudra qu'il se détermine : mais qu'il employe ce tems à prendre des mésures pour pouvoir réussir dans le parti qu'il a choisi; & comme il n'y a pas d'apparence qu'il en puisse prendre de telles, qu'il ose commettre la dis-cussion de ses droits & de son autorité à la Province de Hollande, il y a

\*M

Tome IV.

grande apparence qu'il concerte tou tes choies pour pouvoir se soûteni dans le dessein qu'il a de pousser bout cette affaire.

Le Conseil d'Etat a dressé la péti tion qu'il fait tous les ans pour l'éta de guerre; elle sera portée demai ou après aux Etats Généraux. On n' rien changé à l'état de guerre ord naire de l'année passée, l'extraord naire, qui consistoit dans la nouvell recrue ayant été cassé il y a deu mois. Aussi ce n'est pas du Conse d'Etat, où le Prince d'Orange est l maître, qu'on attend la propositio d'une réforme; c'est des Province qui vont entrer en délibération sur pétition du Conseil d'Etat, en c qu'il demanda qu'on cassât un c deux Cavaliers par Compagnie, un Trompette, & qu'on laissat à ch val un Régiment de Dragons qu'c avoit mis à pié; l'épargne de la r forme de ces Cavaliers pouvant sur pléer, & au-delà, à entretenir ( Régiment de Dragons à cheval; en même tems le Prince d'Orang

consentit que le Conseil d'Etat proposât que des Cavaliers que l'on cafferoit sur la répartition de Frise & de Groningue, on en sît une Compagnie de Gardes du Corps de soixante Maîtres pour le Prince de Nassau.

Cela n'a pas été proposé dans le Conseil d'Etat sans avoir été concerté entre le Prince d'Orange & le Prince de Nassau. Les gens de bien en ont pris quelque ombrage contre ce dernier; cela leur fait craindre un accommodement qui préjudicieroit sort au bien de la République.

Messieurs d'Amsterdam profiterent de l'avis que je leur avois donné que le Prince de Nassau s'étoit plaint de leur froideur. Ils me promirent qu'ils iroient dès le même jour lui parler confidemment pour ne lui donner aucun prétexte, & pour découvrir s'il en cherchoit lui-même, de se plaindre de leur peu de résolution.

Il n'y avoit forte de bassesses que le Prince de Waldeck ne sît pour empêcher qu'on ne lui retranchât ses

appointemens.

Les Etats Généraux continuoient toûjours leurs instances pour les Marchands de Vin, dont les effets avoient été vendus à Dunkerque, & dont le Roi avoit eu la bonté de faire mettre en dépôt l'argent qu'on en avoit tiré. Le fait est que l'on avoit chargé à Nantes des Vins pour des Marchands Hollandois, sur un Vaisseau qui appartenoit à un homme de Bruges, & qui y ayant été rencontré par des Armateurs François, étoit de bonne prise, aussi-bien que tous les effets qui étoient dessus; aussi ces Marchands n'imploroient la clémence du Roi que sur leur bonne soi, car il étoit constant qu'ils n'avoient pas cru, ni leurs correspondans à Nantes, que ce Vaisseau fût un sujet du Roi d'Espagne; & ceux de Nantes, qui avoient chargé pour eux, avoient crû le Vaisseau François. Il avoit toûjours passé pour tel, & depuis quarante ans qu'il navigeoit, il n'avoit jamais payé le droit de cinquante sous par tonneau.

8 Décem- Je me doutois bien que le Pension-

# DE M. LE COMTE D'AVAUX. 181

naire Fagel ne recouvreroit sa santé qu'après que le Prince d'Orange auroit pris ses mesures. Ce Prince sit faire injonction par la Cour de Justice à tous ceux de la Ville de Dort, que les Commissaires avoient fait assigner il y avoit environ un mois, de se rendre à la Haye, pour y être entendus en Justice, faute de quoi on procéderoit contr'eux. La nouvelle de cette entreprise arriva le 7 Décembre au soir à Amsterdam, & y causa une terrible rumeur dans la populace, aussi-bien que parmi le Magistrat. Cependant le Prince d'Orange, qui n'avoit pas été dans les Etats de Hollande depuis le démêlé qu'il avoit eu six ou sept mois auparavant avec Messieurs d'Amsterdam, y alla ce jour-là.

Les Députés des Villes doivent re- 14 Décemvenir le 19 de ce mois, avec l'avis bre 168/2 de leurs Supérieurs sur l'état de guerre. Il me semble que de la résolution que Messieurs d'Amsterdam auront prise sur ce sujet, on pourra juger ce

qu'on doit attendre d'eux à l'avenir;

M iij

car s'ils persistent dans le dessein qu'ils ont eu jusqu'à cette heure, de faire une réforme de Troupes, & que leurs Députés ayent ordre de la proposer & d'y insister fortement, il y a gran-de apparence qu'ils n'agiront pas avec moins de vigueur pour l'affaire de Dort, qui leur est de bien plus grande conséquence: mais si au contraire Messeurs d'Amsterdam ne proposoient aucune réforme, ou en proposoient une fort médiocre, je n'oserois me promettre après cela qu'ils ne se relâchassent point sur les intérêts de Dort, quoique ce soit une affaire de si grande importance, que si le Prince d'Orange en vient à bout, il fera plus abfolu qu'il n'a jamais été dans la Province de Hollande.

Comme le Prince d'Orange connoît de quelle conséquence est pour lui la résolution qui va être prise dans la Ville d'Amsterdam, il n'omet rien pour faire ensorte qu'elle né soit pas contre ses intérêts. Il a fait Bourguemestre de la Haye un homme à qui il avoit toûjours été sort contrai-

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 183 re; il l'a envoyé avant-hier à Amsterdam ponr tâcher de gagner M. Hude, dont cet homme a épousé la niece. Le Prince d'Orange à fort recherché encore tous ces jours-ci le Prince de Nassau; Benting y alla deux fois avant-hier au foir, & ce Prince qui devoit partir hier pour Amsterdam, à dix heures du matin, ne put monter en carrosse qu'à une heure sonnée, M. Benting l'ayant retenu depuis neuf heures & demie jusqu'à ce tems-là. Je n'ai pas appris que Benting ait rien gagné pour cela; cependant je ne suis pas trop satisfait que le Prince de Nassau ait mené avec lui aux Etats Généraux un des Députés de Frise, qu'il croit être absolument à lui, & que je sai conserver toûjours quelqu'intelligence avec le Prince d'Orange; j'en ai averti le

Prince de Nassau.

J'ai été extrèmement surpris, Sire, d'apprendre que les principaux des bien-intentionnés, & la plûpart des honnêtes gens de l'Etat, sont persuadés que le Prince d'Orange est sur le Miiii

point de se remettre bien avec le Roi d'Angleterre, & qu'il y a déja quelque peu de correspondance entre Sa Majesté Britannique & le Prince d'Orange. Tous ces Messieurs en sont fort alarmés, & m'en ont fait parler par deux ou trois personnes. Je les ai assurés du contraire, & j'y ai ajoûté que s'ils croyoient que cela dût arriver, ils devoient encore plûtôt fonger à diminuer l'autorité du Prince d'Orange, & s'attacher à Votre Majesté. Ils le voyent bien; mais ils n'en agissent pas pour cela plus vigoureusement: car comme ils ne sont pas tous aussi fermes qu'ils devroient l'être, ni aussi résolus à se servir dans cette rencontre des moyens qui sont nécessaires pour rétablir la sorme de leur Gouvernement; ceux d'entr'eux qui ont quelque penchant à se remettre bien avec le Prince d'Orange, se trouvent fortifiés par ces bruits qui fe répandent ici de tous côtés, & intimident les autres.

Beaucoup de choses, Sire, contribuent à établir cette opinion, que

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 185 le Prince d'Orange va se raccommo-der avec le Roi d'Angleterre; l'envoi de Silvius en Danemark en est une: on fait qu'il est dans la dépendance entiere du Prince d'Orange, quoiqu'il ait toûjours gardé des mesures avec le Duc d'Yorck; mais j'ai fait voir à M. de Barillon que dans tout le tems qu'il a été ici, bien qu'il ait écrit souvent ce qu'il savoit être agréable au Duc d'Yorck, il n'a jamais agi que selon les intentions & les intérêts du Prince d'Orange. Le Sieur Chudley a reconnu & a mandé la même chose, & depuis la nomination de Silvius pour son emploi il n'a pas tardé à faire voir son inclination, & ce qu'on doit attendre de lui dans la suite, puisque sa premiere démar-che a été d'aller trouver Van-Buning pour prendre des mesures avec lui. Il en revint hier au foir, & doit partir samedi pour l'Angleterre avec le Sieur Citters, qui est aussi revenu d'Amsterdam depuis deux jours, & qui doit recevoir aujourd'hui ses instructions du Prince d'Orange.

Ce Prince a mandé à un des Ministres du Roi d'Angleterre, (je crois que c'est à Mysord Halisax) qu'il se réserve à écrire fort amplement au Roi d'Angleterre, par le retour du Sieur Citters, des choses qu'il a sur le cœur il y a long-tems. Il écrira aussi à M. le Duc d'Yorck la résistance cu'il trouve dans les Villes de Hollande, ce qui l'oblige à faire des démarches qu'il n'auroit pas saites autresois.

Toutes ces particularités, Sire, fortifient Van Buning dans ses visions; & bien qu'il ait perdu son crédit à Amsterdam, cependant il est à craindre que quand il se servira de toutes les avances du Sieur Citters & de Silvius, il ne trouve moyen d'empêcher les bons desseins des autres Bourguemestres; car il ne manquera pas de faire voir que le Roi d'Angleterre, aimant comme il sait la République, & étant sur le point de recevoir le Prince d'Orange dans ses bonnes graces, il sera entendre raison à ce Prince, & le portera à réta-

blir la bonne union dans la République. D'ailleurs on s'imagine que le Roi d'Angleterre a fait réflexion aux remontrances du Prince d'Orange & de Van-Buning, & même de Silvius, qui lui ont représenté que s'il n'y mettoit ordre, les Etats Généraux alloient dépouiller le Prince de son autorité, & se jetter entre les bras & sous la protection de Votre Majesté.

L'autre chose, Sire, qui a contribué à faire croire ici qu'il y a déja quelque correspondance entre le Roi d'Angleterre & le Prince d'Orange, est l'envoi de Mylord Langston en Espagne, sans que cette Couronne ait fait aucune satisfaction à l'Angleterre. On attribue cette démarche aux conseils de Mylord Halisax, & des autres amis du Prince d'Orange.

Mais Sire, ce qui a le plus contribué à persuader que le Roi d'Angleterre est dans de bonnes dispositions pour recevoir le Duc de Montmouth & le Prince d'Orange dans ses bonnes graces, c'est le bruit qui court que le Duc de Montmouth est en Angleterre. Comme on fait les liaisons qui sont entre le Prince & le Duc de Montmouth, on en tire ici des conséquences qui donnent des impressions sort préjudiciables aux intérêts de Votre Majesté.

Il peut être, Sire, que ces raisonnemens n'ont aucun fondement, & que le Roi d'Angleterre a de tout autres sentimens: mais il est de mondevoir de rendre compte à Votre Majesté des bruits qui courent ici, & du mauvais esset qu'ils produisent.

Is Décembre 1681.

Le Conseil de Dort s'étant assemblé pour délibérer ce que les Bourgeois auroient à faire sur l'assignation qui leur avoit été donnée de la part de la Cour de Justice, de comparoître à la Haye, il résolut de prendre leur fait & cause, & de déclarer que leurs Bourgeois n'étoient pas justiciables de la Cour de Justice en premiere instance, & que ce n'étoit que devant les Echevins de leur Ville qu'ils devoient être appellés, & qu'ils étoient obligés de comparoître; & cependant ils désendirent aux

chefs des Métiers de sortir de la Ville cour comparoître devant qui que ce oit autre que les Echevins de Dort, ce leur enjoignirent de faire savoir cet ordre à tous les membres des méiers.

Je fus informé ce même jour-là, c de très-bonne part, que le Sieur Citters avoit reçû deux instructions lu Prince d'Orange; l'une très-se-rette, qu'il avoit fait désense de onfier à qui que ce fût, dont un des rticles étoit de remettre M. de Montmouth dans les bonnes graces lu Roi d'Angleterre, & une autre u'il avoit ordre de communiquer à 7an-Buning. La vanité de ce Bourjuemestre se trouve extrèmement latée par-là: mais il n'a pas affez de ugement pour voir que le Prince l'Orange le perd & le décrédite aurès de ses collegues par cette consilence, & que dans le tems qu'on tire le lui toutes les lumieres que l'on eut, on n'a d'autre dessein que d'emêcher qu'il n'entre dans les vûes de Messieurs d'Amsterdam, par l'espé-

rance qu'on lui donne que le Prince fe raccommodant avec le Roi d'Angleterre, il pourra aussi faire sa paix; c'est en quoi il se trompe beaucoup car le Prince le perdra dès qu'il er

trouvera les moyens.

L'Envoyé d'Angleterre n'avoit et aucune connoissance de tout cela, & se reposoit tranquillement sur l'assûrance que Citters lui avoit donnée qu'il n'avoit pas encore ses instructions: mais comme je découvris qu'elles consistoient presque toutes dans une justification de la conduite du Prince d'Orange, qui prétendoit faire voir qu'il n'avoit aucun tort à l'égard du Roi d'Angleterre, & qu. se plaignoit fortement du Sieur Chudley, je lui en donnai avis, afin qu'il pût instruire M. le Duc d'Yorck de toute cette intrigue avant que le Sieur Citters fût arrivé en Angleterre. J'ajoûtai même que si l'on vouloit bien faire réflexion en Angleterre à la conduite du Prince d'Orange, on connoîtroit aisément que ce Prince n'avoit d'autre but que de faire enforte que le Roi de la Grande-Bretagne fût satisfait de lui pour le passé, sans s'engager à prendre d'autres sentimens pour l'avenir.

Le Prince d'Orange ayant vû de- 19 Décessapuis la Treve, que quelques person-bre 1684. nes de l'Etat ne faisoient pas tant de difficulté de me venir voir qu'auparavant, voulut rompre ce commerce, & déclara plus hautement qu'il n'avoit encore fait, que ceux qui ren-droient la moindre civilité à un Ministre de France, ne seroient pas de ses amis; & en effet, tous ses courtisans, & ceux de l'Etat qui ont quelque égard pour lui, s'abstiennent bien plus qu'auparavant de venir chez moi: mais ceux d'Amsterdam continuent à me venir voir publiquement, & à recevoir mes visites sans scrupule toutes les fois qu'il se pré-fente quelque affaire. Mais comme cela ne me facilite pas les moyens d'être instruit régulierement de ce qui se passe, ce qui ne se peut faire ailément, & sans être remarqué, que par un commerce continuel & fami-

lier des personnes de l'Etat; j'ai la même peine que j'ai eue auparavant, & il saut que j'observe les mêmes mesures pour être informé de ce qui se traite ici de plus secret.

Je mandai pour la quatrieme fois que le Duc d'Yorck se trompoit; que Silvius, qu'on avoit envoyé en Danemarck, & en qui il se confioit entierement, n'étoit pas à lui, mais au Prince d'Orange; l'évenement ne l'a

que trop justifié.

Lettre du Décembr**e** 1684.

Le Roi me manda qu'il avoit fait Roi, du 14 examiner une seconde fois les raisons qui avoient été alléguées en dernier lieu par les Marchands de Vin Hollandois, dont les effets avoient été vendus à Dunkerque; mais qu'elles s'étoient pas trouvées valables pour en empêcher la confiscation en faveur des Armateurs.

bre 1684.

Les Bourgeois de Dort, qui avoient été assignés séparément à comparoître depuis lundi dernier jusqu'à aujourd'hui devant la Cour de Justice à la Haye, n'y sont pas venus, les Bourguemestres de seur Ville leur ayant

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 193 ayant défendu de s'y rendre. Ces Bourguemestres délivrerent avant-hier une réponse à l'écrit que le Prince d'Orange avoit donné il y a dix jours. Elle sut lûe dans l'Assem-blée de Hollande, & sut trouvée si forte & si péremptoire, que quelques-uns de ceux qui étoient entrés lans les sentimens du Prince d'Orange, commencerent à changer d'avis; le sorte que des Députés qui sont à ui, témoignerent que cette affaire cur consommoit beaucoup de tems, qu'ils employeroient plus utilement aux affaires de l'Etat, & qu'il étoit nieux de ne plus parler de celle-là: nais ceux d'Amsterdam, de Delft, & de Schidam, repartirent qu'il n'y voit point d'affaire dans laquelle les Etats fussent plus intéressés que dans celle de Dort, & qu'il falloit la pour-suivre & la terminer dans les Etats de Hollande.

On est ici dans une grande attente de ce que deviendra cette affaire. Plus on va avant, plus ceux de Dort trouvent d'appui dans les autres Vila

Jome IV.

les, qui sont encouragées par la fermeté de Dort & d'Amsterdam, & qui reconnoissent tous les jours de plus en plus la conséquence de cette entreprise du Prince d'Orange; auss les Bourguemestres de Dort diren avant-hier, à des personnes de l'Etat, que l'affaire sur laquelle le Prin ce les attaquoit, étoit la même qu fit révolter les Provinces-Unies con

tre le Roi d'Espagne.

La maniere dont le Prince d'Oran ge en usa, lorsqu'il alla il y a di: jours dans l'Assemblée de Hollande a beaucoup contribué à ouvrir le yeux à la plûpart des gens de ce pays car après qu'il eut exposé tout ce qu'i avoit à dire contre Messieurs de Dort & que les Députés des Villes euren répondu qu'ils en communiqueroien à leurs Supérieurs, il sortit des Etat de Hollande, qui continuerent à par ler de cette affaire par forme de dis cours; & comme cette discussion n'é toit pas avantageuse au Prince, I Pensionnaire Fagel lui envoya incon tinent Benting. Če Prince rentra dan

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 195 l'Assemblée, & leur dit, sans s'asleoir, qu'il les trouvoit bien hardis d'oser parler d'une affaire après qu'il s'étoit retiré, & sur laquelle ils avoient déclaré qu'ils en communiqueroient à leurs principaux; après quoi il leur tourna le dos, & se retira. Un des fondemens que le Prince d'Orange a posés, dans l'écrit qu'il donna le même jour à l'Assemblée pour foûtenir ses droits contre Meslieurs de Dort, a fait aussi un trèsmauvais effet contre lui; car il soûtient que toutes les prérogatives de Souverain, qui ne sont pas marquées dans la spécification des droits qui appartiennent aux Villes, lui sont déférées. Cet argument prouveroit que le droit de Souveraineté des Rois d'Espagne seroit dévolu à la personne du Prince d'Orange, & qu'il n'en seroit resté aux Villes qu'autant qu'elles en ont obtenu par des concessions, ou par des priviléges particuliers; au lieu qu'il est certain que les Etats de Hollande ont tout le droit de Souve÷ raineté, & que le Prince d'Orange n'a

Ni

d'autres prérogatives que celles que les Etats lui ont accordées en qualité de leur Gouverneur. Messieurs d'Amsterdam sirent une réponse très-sorte à cet écrit du Prince d'Orange.

La Ville de Leyde ayant témoigné dans la derniere séance des Etats de Hollande, qu'elle ne souffriroit pas que l'on comptât les voix des Villes de Gorcum, & de Schonhoven, puisque leurs Députés demeuroient toûjours à la Haye, & sans aller rendre compte à leurs Supérieurs, & sans rapporter à l'Assemblée le résultat de leurs Villes; le Pensionnaire Fagel n'a pû empêcher le Député de Gorcum d'aller communiquer à ses Supérieurs l'assaire de Dort; il en a rapporté un résultat consorme aux intérêts de la République.

Le Pensionnaire Fagel, qui est maître des Députés de ces deux petites Villes, les avoit empêchés, depuis six mois, de rien communiquer à leurs Supérieurs, & les avoit fait opiner dans toutes les affaires selon son plaisir. Je ne sai encore ce qui est ar-

vé à l'égard de Schonhoven; mais e sai que le Prince d'Orange y a mis lepuis peu quelques Compagnies de Cavalerie, par le moyen desquelles l pourroit dans le besoin faire aprouver la conduite que le Député e cette Ville tient ici dans l'Assemblée.

Messieurs d'Amsterdam occuperent resque toute la premiere séance de Assemblée, qui commença le vingeme de Décembre. Ils poserent pour ondement la nécessité absolue dans iquelle ils trouvoient la Province, 'user d'un grand ménage dans l'adninistration de ses Finances, sans uoi il seroit absolument impossible e les rétablir, d'acquitter les somles immenses dont elle se trouve en riere, & de faire goûter au peuple s fruits & les avantages de la paix ont l'Etat jouissoit; sur ce sondelent ils donnerent à l'Assemblée uatre points à confidérer.

1°. Si l'on ne doit pas retrancher uelques Officiers Généraux, & diinuer les appointemens des autres,

Niij

puisque n'étant pas obligés de faire aucun équipage, ni d'aller en cam pagne, ils pouvoient se passer de grands appointemens qu'ils tou choient.

2°. Si l'on ne trouvoit pas à propo de faire une réduction des Troupes & à quoi l'Assemblée jugeoit que dû

aller cette réduction.

3°. Si l'on ne croyoit pas qu'on dû se retrancher sur la quantité de Mi nistres que les Etats Généraux tien nent dans presque toutes les Cour de l'Europe.

4°. Si l'on n'étoit pas d'avis de re trancher sur-tout la grande dépens que la Province faisoit pour entrete

nir des correspondances secretes.

Ce point regarde directement Il Prince d'Orange & le Pensionnair Fagel, qui disposent pour ce suje d'une grosse somme, sans en rendre compte à personne.

On nomma des Commissaires pou examiner cet écrit, & en faire le rap

port.

Je savois de très-bonne part, qu

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 199 a résolution de Messieurs d'Amsterlam étoit de diminuer les appointenens des Ossiciers Généraux, & de

retrancher absolument ceux du Com-

e de Waldeck.

Bien que les autres choses que Messieurs d'Amsterdam font en leur particulier, pour la sûreté de leur Ville, & pour se garantir d'une surprise, ne soient d'aucun effet pour le luccès des affaires publiques, cela ne laisse pas néantmoins de marquer ouvertement quelque animosité, & de faire voir sur-tout l'extrème défiance qu'ils ont du Prince d'Orange. Ils font palissader les endroits de l'enceinte de leur Ville où il y a le plus à craindre; ils mettent de distance en distance, & sur les avenues des canaux, des pontons avec du canon; & sur le Tay, où est le Port, ils ont deux Bâtimens avec de l'Artillerie. Ils ont fait plusieurs magasins sur les remparts, où le canon & les munitions sont prêtes, pour pouvoir en trois heures les mettre en batterie, & le faire servir.

Lettre du Le Roi me manda, que jusqu'à ce Roi, du 21 que les Villes fussent bien déterminées sur toutes les mesures qu'el'es avoient à prendre, & qu'il m'eût sait savoir ses intentions sur le compte que je lui avois rendu, je ne les devois assurer qu'en termes généraux de sa bonne volonté, sans entrer dans des engagemens plus formels. Il eût

tacher à la France par quelque chose de réel & de positif.

38 Décembie 1684.

J'obtins que l'on sit une réprimande au Résident des Etats Généraux à Constantinople, qui avoit mis les Hollandois, demeurans à Alep, sous la protection du Conseil d'Angleterre, & qu'on lui envoyât un ordre bien précis de remettre les Hollandois sous la protection du Conseil de France.

été bon néantmoins dans ces conjonctures de les encourager, & de les at-

28 Décem-

Le Sieur Muys dit à quelques perfonnes samedi dernier, avant que de retourner à Dort, qu'il savoit bien que le dessein du Prince d'Orange étoit de le faire arrêter; mais que DE M. LE COMTE D'AVAUX. 201 cela ne l'empêcheroit pas de se trouver à Dort pour y soûtenir les droits de sa Ville, & qu'il hasarderoit volontiers un voyage à Louvenstein pour le bien de sa Patrie. Le Prince d'Orange a été informé de ce discours, & en est extrèmement offensé.

Cependant il fit assigner par la Cour de Justice le Bailli & les Echevins de Dort, pour venir déclarer si l'on n'avoit point fait de brigues dans la nomination des Prudhommes qui ont élû les Magistrats. Le Bailli se présenta, il ne pouvoit s'en exempter étant dépendant immédiatement de la Cour de Justice: mais les Echevins ne comparurent point le premier jour.

Mais Messieurs de Dort ayant 29 Décembre changé d'avis sur l'assignation qui bie 1684. avoit été donnée par la Cour de Justice à leurs Echevins, & croyant qu'il étoit plus à propos d'envoyer quatre de leurs Echevins à la Haye, avec deux Sécretaires, pour déclarer nettement leurs sentimens au Prince

d'Orange, que de demeurer dans le

silence, ils les députerent. Ces six personnes allerent trouver le Prince d'Orange, qui avoit fait venir dans fa chambre la Cour de Justice, dons il est le Chef. Il leur déclara que la Cour de Justice les avoit envoye querir, pour savoir d'eux si les chef. des Métiers avoient fait sermens en tre leurs mains, & s'il n'y avoit poin eu de cabale ni de suggestion dan la derniere nomination des Prudhom mes qui avoient choisi ceux qui composent le Conseil de Ville. Les Eche vins répondirent au Prince d'Orange qu'ils ne pouvoient répondre à la Cour de Justice ni à lui non plus quand il seroit accompagné des Offi ciers de Justice; & quelques mena ces qu'il leur fît, il n'en put jamai tirer autre chose. On interrogea le Bailli de Dort sur 172 articles; il ne répondit sur aucun au gré du Prince d'Orange.

Messieurs d'Amsterdam donneren dans ce même tems-là des remontrances qu'ils sirent sur l'état présen de la République, & sur le ménage

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 203 qu'il y auroit à faire. Cet écrit est trop long, & je ne rapporterai point tout ce qu'il contient en détail, parce que cela ne regarde que le dedans du Gouvernement, quoiqu'il y ait aussi des choses fort importantes, & qu'ils attaquassent directement, & avec beaucoup de hardiesse, le Prince d'Orange, prétendant qu'il avoit usurpé une autorité qui n'étoit pas légitime, & que n'avoient jamais eue les Comtes de Hollande leurs véritables & naturels Souverains. On voit aussi dans cet écrit les sentimens de Messieurs d'Amsterdam, sur tout ce qu'ils vouloient faire pour abbaisser par d'autres endroits l'autorité du Prince d'Orange; comme quand ils disent qu'ils prioient les Etats de Hollande d'examiner sérieusement, si, tant que les Pays-bas Espagnols ne sont pas en de plus sortes mains qu'ils sont à cette heure, l'Etat ne peut pas être considéré comme en sûreté de ce côté-là, sans entretenir toutes les Places fortifiées qui sont de l'un & de l'autre côté de la Meuse

& de l'Escaut, avec la Ville de Maestricht, & si (ce que Dieu veuille empêcher ) lesdits Pays-bas Espagnols venoient à tomber entre les mains de la France, savoir si alors cet Etat pourroit pourvoir & fournir aux frais de la possession de Maestricht, Grave, Heusden, Gertruydemberg, Bolduc, Breda, Willemstat, Clunder, Hulst, Sluys, Bergopzoom, le Sas de Gand, & donner ordre en même tems à la défense du Rhin & de l'Issel, & de tous les autres lieux par où cette Province & les autres peuvent être assaillies & envahies; & si par conséquent il ne faut pas examiner sérieusement, si en creusant les Rivieres, & par d'autres moyens propres à mettre la Province sous l'eau en cas de nécessité, ainsi que par le maintien des Fortifications des Places sur lesdites Rivieres, qui sont le mieux situées pour être secourues, & pour passer sur les Terres de Brabant & de Flandre, il ne seroit pas mieux pourvû à la sûreté de l'Etat qu'il ne l'est présentement. Les deux Collepe M. LE COMTE D'AVAUX. 205 ges de l'Amirauté firent aussi des renontrances aux Etats Généraux, sur e mauvais état où étoient les affaires le la Marine.

Le Prince d'Orange, indigné con-re le Bailli de Dort, pour ne l'avoir pas satisfait par les réponses qu'il sit ux interrogations des Commissaires, e sit interdire par la Cour de Justice, ans aucune autre raison que parce u'il n'avoit pas assez fortement assisé les Commissaires qui avoient été à Dort, n'ayant pas obligé de compa-oître ceux qui étoient assignés, & ussi parce que, contre l'intention de a Cour, il avoit assisté au serment ue les chefs des Métiers avoient ait d'avoir procédé en la nominaion des Prudhommes, avec sincérié 🗴 felon les Lois. Cette procédure toit regardée comme la derniere iolence qu'on pouvoit faire contre in homme de bien, & ne servoit u'à animer davantage ceux de Dort ontre le Prince d'Orange.

Le Bailli présenta Requête au 4 Janvier Grand'Conseil, dès le même jour, à 1685. huit heures du soir, & demanda d'ê tre reçû appellant des procédures que la Cour de Justice avoit saites controlui, & d'être maintenu par provision dans l'exercice de sa Charge. Cele parut sort hardi; premierement, par ce que ce n'étoit qu'un particulier, & non la Ville de Dort, qui avoit of présenter cette Requête; en seconclieu, parce que la Charge de ce par ticulier dépendoit immédiatement & uniquement de la Cour de Justice cela marquoit sort la décadence de l'autorité du Prince d'Orange si cett affaire eût été soûtenue au-dedans & au-dehors; mais elle ne le sut d'au cun côté.

Le Grand'Conseil envoya par troi dissérentes sois demander à la Cou de Justice les raisons qu'elle avoit eue d'interdire le Bailli de Dort: mais la Cour de Justice ne pouvant rien al léguer de bien solide pour cela, la Grand'Conseil le reçut appellant avec désense à la Cour de Justice de le troubler dans la jouissance de sa Charge, qu'on lui permit d'exercer

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 207 lusqu'à ce qu'autrement, par le Grand'Conseil, en eût été ordonné.

Le Prince d'Orange fit commettre in autre Bailli de Dort par la Cour le Justice, & envoya querir une seconde sois les Echevins de cette Vile: mais ceux-là ayant vû trois Conieillers de la Cour de Justice dans la

hambre du Prince d'Orange, refu-

erent de lui parler.

Messieurs d'Amsterdam, de leur côté, renouvellerent leurs Gardes lepuis une nouvelle gelée qu'il sit, & e préparerent si ouvertement à se délendre, que tout le monde en sut surpris, parce qu'on ne pouvoit s'imaginer que le Prince d'Orange osat rien entreprendre contre cette Ville. Je sus même étonné de ce qu'ils me sintent dire que le Prince de Nassau leur avoit donné avis à son retour de la Haye, que le Prince d'Orange avoit dessein de les attaquer, & qu'il pren-

droit son tems pour cela.

Il ne manquoit au Prince d'Orange que d'être maltraité par ses bors
amis les Espagnols. C'est ce qu'ils si-

rent alors; car après lui avoir promi.

de le payer des prétentions qu'il avoi en vertu du Traité de Munster, & lui avoir dit que le Marquis de Grana en avoit ordre; & après l'avoi. engagé à tenir pendant quatre ans ur homme à Bruxelles, pour la liquida tion de toutes ses prétentions, le Marquis de Grana s'expliqua, qu'i n'avoit aucun ordre d'Éspagne pou les terminer. Et comme il sit la même déclaration touchant la somme qui le Roi d'Espagne devoit aux Amirau tés (qui montoit à trois millions hui cents mille florins en principal, & avec les intérêts, & autres frais ex traordinaires, à six millions de flo rins ) les Etats Généraux prirent ré solution de presser vivement les Espa gnols pour le payement des somme qu'ils devoient au Prince d'Orange & à leurs Amirautés; l'affaire du Prince d'Orange avec les Espagnols a été depuis ce tems-là accommodée On a toûjours accoûtumé, depuis l'établissement de la République, de faire régler l'état de guerre dans la Provinc

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 209 Province de Hollande, avant que d'en délibérer dans les autres, parce que celle-là payant plus que pas une, & étant d'une plus grande considération, les autres suivent ses avis. Mais comme le Prince d'Orange appréhendoit que Messieurs d'Amsterdam ne fissent résoudre une cassation dans la Province de Hollande, il envoya Dickfeld à Utrecht, pour y faire promptement arrêter l'état de guerre de 1685. On n'a pas douté que le Sieur Dickfeld n'obtînt tout ce qu'il voudroit, vû fon grand crédit dans toute la Province, & l'autorité du Prince d'Orange, sur-tout après avoir ôté neuf personnes du Conseil d'Utrecht, depuis la conclusion de la Treve. Cependant le Sieur Dickfeld est revenu sans avoir pû rien obtenir, cette Province ayant politivement refusé de délibérer sur l'état de guerre, jusqu'à ce que celle de Hollande eût formé sa résolution.

Je découvris que M. le Prince d'O- 4 Janvier range prenoit encore de plus fortes 1685.

liaisons avec le Duc de Montmouth;

Tome IV.

qu'il avoit obligé la Princesse d'Orange d'aller au Prêche de Jurieu, ce qui parut fort surprenant, non-seu-lement parce que ceux de la Religion Anglicane ne vont point aux Prêches des Presbytériens; mais encore parce que Jurieu avoit écrit de Livres fort insolens contre le Rod'Angleterre, & qu'il avoit tradui en François, & présenté publique ment au Prince d'Orange le Livre oi le Duc d'Yorck étoit accusé d'avoi coupé la gorge au Comte d'Esse dans la prison.

Comme le Prince d'Orange avoi fort maltraité Chudley, jusqu'à lu mettre devant le nez le bout de se canne, & que cela avoit obligé l'Roi d'Angleterre de lui défendre de voir ce Prince; on ne sut pas long tems sans le révoquer; cette satisfaction qu'on donna au Prince d'Orange sit un très-mauvais effet, & maraus bien de la scible se

qua bien de la foiblesse.

beaucoup d'inquiétude, sur ce que le Prince d'Orange avoit sait sorti

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 211

de Maestricht quelques Régimens de Cavalerie pour venir du côté de Hollande. Îls renforcerent leurs Gardes, & firent trois nouveaux Colonels pour commander leurs Troupes. Je mandai au Roi que je ne les détromperois pas là-dessus; mais que je ne croyois point que cela les regardât.

Le Prince d'Orange ne se donna 9 Janvies

pas le loisir d'attendre le succès de 1685. la négociation du Sieur Citters pour faire venir à la Haye le Duc de Montmouth; aussi paroissoit-il n'avoir donné ces instructions à ce Ministre que par maniere d'acquit, pour fatisfaire aux remontrances de Mylord Halifax. Il a donc prié M. de Montmouth de venir faire un tour à la Haye. M. de Montmouth y arriva samedi à huit heures du soir, comme il étoit attendu. Benting ne manqua pas de l'aller trouver à l'Hôtellerie, & l'emmena chez le Prince d'Orange, qui le reçut avec de grandes démonstrations de joie. Le Duc de Montmouth monta quelque tems

après dans l'appartement de la Prin cesse d'Orange. Cette Princesse ne vouloit point recevoir de visite, parce qu'il n'y avoit pas une Dame de la Haye qui fût venue chez elle, à cause que c'étoit la veille de la Cêne, & qu'elle étoit déja à demi déshabillée: mais le Prince d'Orange l'obligea de se rhabiller, & d'aller dans sa chambre d'Audience pour y recevoir M. de Montmouth; il monta lui-même incontinent après, & le pria de vouloir bien loger dans l'Hôtel du Prince Maurice, & lui offrit tous ses Domestiques pour l'y servir. On ne peut assez s'étonner ici de cette nouvelle démarche du Prince d'Orange, & on ne comprend point comment, dans le même tems qu'il fait assûrer le Roi d'Angleterre qu'il a abandonné M. de Montmouth, il le fait venir à la Haye, & lui fait tant de caresses.

Le Prince d'Orange fit procéder contre l'ancien Bailly de Dort, & ordonna à des Huissiers de la Cour d'aller à Dort, avec des Sergens de la Cour, pour l'arrêter.

# DE M. LE COMTE D'AVAUX. 213

Pour ce qui est de ceux de Dort, il se contenta de les faire simplement avertir qu'ils ne pouvoient procéder légitimement à la nomination qu'ils font tous les ans la veille des Rois, des Députés qui remplissent les différens Colleges de la Province de Hollande; mais ils ne laisserent pas de le faire, & écrivirent au Prince qu'ils n'avoient pû s'empêcher de suivre l'usage ordinaire, & de saire l'élection de leurs Députés dans le tems marqué par les Reglemens.

Le Prince d'Orange n'a aucun droit fur la nomination du Magistrat d'Amsterdam, excepté sur les Echevins, ainsi que sur ceux de toutes les autres Villes, à cause qu'ils sont préposés pour rendre la Justice, & que le Prince, comme Gouverneur, est Chef de la Cour de Justice de Hollande, & de toutes les Justices particulieres des Villes. Messieurs d'Amsterdam ont donc accoûtumé tous les ans, vers le vingtieme de Janvier, de préfenter quatorze personnes au Prince d'Orange, dont il choisit sept pour O iii

être Echevins. Il doit faire cette élection dans huit jours de tems. Messieurs d'Amsterdam, qui croyent que le Prince d'Orange pourroit bien les faire traîner comme il a fait à l'égard des autres Villes, prirent il y a quatre jours résolution, que si le Prince ne faisoit l'élection des sept Echevins dans les huit jours qui lui sont donnés pour cela, ils les choisiroient euxmêmes dès que ce terme seroit expiré.

Le long séjour que le Sieur Span, Général de Brandebourg, & fort attaché à M. le Prince d'Orange, sit à la Haye, sut suspect à beaucoup de personnes; & ce qui redoubla la désiance que j'en eus, sut que je sus avertique M. Damerongue, qui avoit souhaité jusqu'alors de demeurer encore quelque tems à Berlin, écrit à ses Maîtres qu'il alloit hâter son retour ayant à leur communiquer des choses de conséquence, qu'il ne pouvoit

confier à la plume.

Les Etats de la Province de Groningue ont fait une chose qui est sans exemple; ils ont fait une réduction des Troupes qui sont sur leur répartition, sans l'avoir communiqué aux Etats Généraux, & encore moins au Prince d'Orange. Ils ont cassé six à sept hommes par compagnie, & ont réduit à quarante hommes une Compagnie qu'ils entretiennent dans Embden, & qui étoit de cent deux hommes, & ont fait entendre que si les Etats Généraux trouvent à propos de faire une plus grande réforme, ils s'y conformeroient très-volontiers.

Le Prince d'Orange ne pouvant obtenir que le haut Conseil, qui étoit composé de bons Républiquains, révoquât son jugement à l'égard du Bailly de Dort; obligea la Cour de Justice, dont il disposoit plus aisément, par le moyen du Sieur Alwin qui en étoit Conseiller, & qui, par son esprit intriguant & sa capacité, y avoit beaucoup de crédit, à déclarer qu'elle poursuivoit criminellement l'affaire du Bailly de Dort; il empêcha par ce moyen le haut Conseil d'en recevoir l'appel, la Cour de O iiii

Justice jugeant en dernier ressort les assaires criminelles.

Le Prince d'Orange trouva moyen, par quelques Villes qui dépendoient de lui, d'empêcher qu'on ne parlât de cette affaire pendant deux ou trois jours dans la Province de Hollande, & fit déclarer pendant ce tems-là, par la Cour de Justice, que la nomination que la Ville de Dort avoit faite de ses Régens n'étoit pas valable, & envoya l'Officier de la Cour de Justice, que la nomination que la Ville de la Cour de Justice de la Cour de la Cou

Janvier ce pour aller se saisir du Bailly de 3585. Dort, & sit partir en même tems

Dort, & fit partir en même tems deux Commissaires de cette Cour, avec ordre de déclarer que la Cour de Justice avoit cassé la nomination qui avoit été faite des Magistrats de Dort, comme contraire aux Réglemens; de sommer le Bourguemestre-Régent de saire procéder à une autre nomination, & en cas de resus, de citer les chess des Métiers, & de procéder eux-mêmes à une autre nomination; de saire prendre le Bailly par l'Officier qui étoit parti le jour précédent pour cela.

# DE M. LE COMTE D'AVAUX. 217

Le Prince d'Orange continuoit in Janvier, toûjours d'accabler le Duc de Mont-1685, mouth de caresses, & lui qui est ast-matique, & qui n'aime aucun divertissement, encore moins celui de la danse, passoit néantmoins quelquesois une partie de la nuit à danser avec les filles de la Princesse d'Orange, & avec le Duc de Montmouth.

M. Benting, & d'autres amis du Prince d'Orange, disoient hautement que le Prince ne faisoit aucune démarche à l'égard de M. de Montmouth, que du consentement du Roi de la Grande-Bretagne, & assûroient que dans le voyage que M. de Montmouth avoit sait en Angleterre, il avoit vû en particulier Sa

Majesté Britannique.

On avoit fait imprimer en Hollande un livre fort insolent contre le Roi d'Angleterre, & contre M. le Duc d'Yorck, que l'on accusoit nommément d'avoir fait couper la gorge au Comte d'Essex; Chudley eut ordre d'en faire des plaintes, & devoit se plaindre pareillement d'un autre livre

beaucoup plus insolent, à ce qu'il dit, que je n'ai pas vû, parce qu'il n'a point encore été traduit en François, & qu'il ne se vend pas si publiquement. J'avois déja eu l'honneur de mander à Sa Majesté que Jurieu avoit présenté au Prince d'Orange la traduction du Livre du Comte d'Essex comme son ouvrage; que le Prince l'avoit reçû, & qu'il avoit obligé après cela la Princesse d'Orange d'aller malgré elle au Prêche du Sieur Jurieu.

12 Janvier

1635.

Le haut Conseil prétendit que la Cour de Justice n'étoit pas en droit de déclarer que l'affaire du Bailly étoit criminelle. Leur contestation sut portée devant des Commissaires de la Province de Hollande, où le Prince d'Orange se trouva. Les Députés d'Amsterdam, qui étoient de ces Commissaires, expliquerent leurs avis en termes assez forts, dont le Prince d'Orange se plaignoit extrèmement, disant que si le moindre Bourgeois avoit une affaire devant eux ils l'écouteroient; & que lors-

qu'il s'agissoit de décider de ses droits, & de ceux de la Cour de Justice, on expliquoit ses sentimens avant que d'avoir entendu ses raisons; que cela faisoit voir la partialité de Messieurs d'Amsserdam pour ceux de Dort, & l'animosité qu'ils avoient contre lui.

Le Prince d'Orange, qui s'étoit 16 Janvier rendu maître de la Cour de Justice 16859 par le moyen du Sieur Alwin, qui en étoit un des Conseillers, s'en voulut servir pour opprimer, sous un prétexte spécieux, la liberté des Villes de Hollande, en venant à bout de ce qu'il avoit entrepris contre celle de Dort; ainsi il faisoit tous ses efforts pour en ôter la connoissance à la Province de Hollande. C'est pour cette raison que ses créatures y avoient déclaré huit jours auparavant qu'ils n'étoient pas instruits sur cette affaire, quoiqu'ils eussent eu quatorze ou quinze jours pour en délibérer dans leurs Villes. On remit donc au 16 de Janvier 1685 à entrer dans les Etats de Hollande: mais les contes-

tations continuant toûjours entre le haut Conseil & la Cour de Justice, fur l'appel interjetté par le Bailly de Dort, & ce même Bailly s'étant pourvû pardevers les Etats de Hollande, ils nommerent des Commiffaires des Nobles & des dix premieres Villes, pour entendre les Députés du haut Conseil & de la Cour de Justice; cette conférence se tint le jeudi, onzieme du même mois, à quatre heures après midi. Le Sieur Hop, pere du Pensionnaire d'Amsterdam, & Doyen des Conseillers du haut Conseil, parla avec une hardiesse & une éloquence extraordinaire; de sorte que le Pensionnaire Fagel, qui en appréhendoit l'issue, & qui avoit ses desseins, proposa au nom des Nobles de remettre la conférence au lendemain matin, sous prétexte d'entendre ces Députés séparément, en leur ordonnant en même tems de mettre leurs raisons par écrit, & de comparoître le lendemain à onze heures du matin à l'Afsemblée de Hollande: mais les Etats

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 221 s'étant assemblés le vendredi pour cet effet, Muys fut bien surpris lorsqu'on le vint avertir que les Commissaires de la Cour de Justice venoient le partir pour Dort, avec la com-mission dont j'avois eu l'honneur de rendre compté à Sa Majesté ce jourà. Il prit sur le champ l'avis des aures Députés de Dort, & déclara ensuite au nom de leur Ville à l'Assemblée, que jamais on n'avoit vû un pareil attentat, ni de telles entreprises; qu'ils prenoient congé de a compagnie, & que c'étoit peutètre pour la derniere fois qu'ils y pa-:oissoient; qu'ils s'en alloient à Dort, où leur présence étoit nécessaire, & où ils sauroient bien faire tout ce que les anciens Romains faisoient, pro ris & focis. Ceux d'Amsterdam délarerent qu'ils avoient à faire chez zux jusqu'au mardi suivant.

Je mandai au Roi que j'avois pris a liberté de reprendre une partie de ce que j'avois eu l'honneur de mander les deux derniers ordinaires à Sa Majesté, pour lui faire mieux con-

noître que ce dernier envoi des Commissaires à Dort n'étoit pas comme les premiers une simple entreprise du Prince d'Orange, mais un violement formel des Lois de la République, un mépris de la Souveraineté des Etats de Hollande, & une supercherie du Pensionnaire Fagel, qui ayant fait remettre à quelques jours l'affaire générale de Dort , & enfuite celle du Bailly , pour délibérer fur l'une & fur l'autre dans les Etats de Hollande, envoyoit cependant exécuter les Sentences de la Cour de Justice contre ceux de Dort; ce qui faisoit dire à tout ce qu'il y avoit de gens les plus sensés, qu'il falloit que ces Commissaires reconnussent un autre Souverain que les Etats du pays. Je crus aussi que Sa Majesté jugeroit par le récit de ces circonstances, de quelle maniere cette affaire devoit être prife dans les Etats.

Les Commissaires de la Cour de Justice arriverent un vendredi matin à Dort, & ordonnerent au Bourguemestre-Régent d'assembler ce même

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 223 jour le Conseil de Ville. Il s'en excusa sur son indisposition, & témoigna qu'il ne pourroit convoquer aucune Assemblée le lendemain, qui étoit la veille de leur Cêne, ni le Dimanche qui en étoit le jour; mais qu'il la convoqueroit pour le Lundi. Ces Commissaires envoyerent en même tems leur Officier à la maison du Bailly de Dort pour l'arrêter: mais ils ne l'y trouverent point, de sorte qu'ils manderent au Prince d'Orange qu'ils n'espéroient aucun bon succès de leur commission, à moins que le Prince ne les appuyât de son autorité.

Le Conseil de Dort s'étant assem- 12 Janvier blé, de quarante-huit personnes dont 1635. il est composé, il n'y en eut que cinq pour les factieux, malgré les cabales & les intrigues du Sieur Allwin, qui avoit son frere à Dort, & qui étoit en

partie cause de cette affaire.

Les Commissaires de la Cour de Justice convoquerent les Echevins: mais ils n'eurent pas plus de satisfaction. Cependant les Etats de Hollan-

de s'étoient assemblés sur les affaires de Dort; il y eut de fort grandes contestations, le Prince d'Orange & le Pensionnaire Fagel ayant trouvé moyen de gagner plusieurs petites Villes, & de corrompre leurs Députés par de l'argent. Toutes ces supercheries embarrassoient beaucoup les honnêtes gens; car on ne pouvoit former de résolution dans la Province de Hollande pour arrêter les mauvaises procédures de la Cour de Justice, & s'opposer par ce moyen aux entreprises du Prince d'Orange.

Les Députés d'Amsterdam ne laisferent pas, malgré tout cela, d'exposer l'avis de leur Ville dans toute son étendue. Ils parlerent pendant plus de deux heures avec beaucoup de véhémence, & s'expliquerent fortement contre les Commissaires de la Cour de Justice, déclarant qu'ils méritoient une punition exemplaire. Cependant après cette belle déclaration, ils prirent une conclusion assez modérée, proposant de terminer à l'amiable ce dissérend entre le Prince

# DE M. LE COMTE D'AVAUX. 225

Prince d'Orange & la Ville de Dort, & qu'en attendant on ordonneroit une surséance à la Cour de Justice : mais ils ne purent avoir la pluralité des voix; ainsi on résolut seulement de terminer l'affaire à l'amiable, sans ordonner de surséance aux Commissaires de la Cour, quoique le Sécretaire de Dort reprélentat fortement que dans le tems qu'on feroit venir les Députés de Dort pour chercher des voies d'accommodement, les Commissaires de la Cour de Justice qui demeuroient à Dort, pourroient faire convoquer les chefs des Métiers, & procéder à une nouvelle nomination.

En effet, les Commissaires de la Cour de Justice, qui étoient à Dort, se mirent en devoir de faire assembler les chefs des Métiers, pour procéder à une nouvelle nomination: mais les Régens de Dort s'y opposerent avec vigueur, & désendirent aux chefs des Métiers de comparoître à aucune assignation.

Le Prince d'Orange ne savoit quel- 18 Janvier Tome IV.

les caresses faire au Duc de Mont? mouth; il y avoit bien souvent de nouveaux bals & de nouvelles parties entr'eux; quatre ou cinq jours auparavant ils avoient été en traîneau fur la glace, avec la Princesse d'Orange, à une maison du Prince, qui est à trois lieues de la Haye; & lorsque l'on dansoit, c'étoit le Duc de Montmouth qui menoit la Princesse d'Orange. Il alloit réglément tous les jours au dîner de cette Princesse, bien qu'elle mangeât seule & en particu-lier; & ensuite il alloit dîner avec le Prince d'Orange. On remarqua même que cette Princesse, qui ne se promenoit jamais à pié dans les lieux publics, alloit presque tous les jours dans le mail, qui est dans un bois très-agréable, aux portes de la Haye, I & que M. de Montmouth s'y trouvoit fort régulierement; & on ne compré noit pas comment le Prince d'Orange, qui est né le plus jaloux de tous les hommes, souffroit tous les airs de galanterie, dont tout le monde s'appercevoit, entre la Princesse d'O

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 227 range & M. de Montmouth. On n'étoit pas moins attentif à découvrir ce que le Roi d'Angleterre pensoit de la conduite du Prince d'Orange; & le public suspendoit son jugement, jusqu'à ce qu'il sût les sentimens de Sa Majesté Britannique.

Les Députés de Dort étant arrivés à la Haye, entrerent en conférence avec six Pensionnaires de six Villes de Hollande, que l'on nomma Commissaires pour cette affaire: mais ils ne purent rien conclurre, parce que trois de ces Pensionnaires étoient dévoiiés au Prince d'Orange, & les trois autres dans les intérêts de la République. Ils demeurerent toûjours partagés, quelque proposition rai-fonnable que sissent les Députés de Dort.

Cependant le Prince d'Orange manda à ceux de la Cour de Justice, qui étoient à Dort, de faire une nouvelle nomination, de quelque maniere que ce fût, & de la lui envoyer; qu'il feroit son élection ensuite, & qu'il verroit si Messieurs de Dort ose-

roient refuser d'admettre ceux qu'il auroit choisis. Les Commissaires firent donc intimer tous les chess des Métiers, qui sont au nombre de cent dix-fept; ils en gagnerent une vingtaine par argent, ou par menaces. Le Bailli de Ďort, commis en la place de celui qui avoit été interdit, les conduisant l'épée dans les reins, jusqu'au lieu où se tenoit l'Assemblée; & quoique ce nombre fût bien éloigné de celui qui étoit nécessaire pour procéder à une nomination légitime, ils ne laisserent pas de passer outre, 23 Janvier & cette nomination, faite avec ces

\$685.

subornations & ces violences, fut apportée au Prince d'Orange le 19 Janvier au soir, & le lendemain matin il fit son élection. Les Commissaires de la Cour de Justice retournerent le lendemain à Dort, pour y établir dans le Gouvernement ceux que le Prince d'Orange avoit élûs, & pour en chasser les autres.

Le malheur voulut que l'homme de Dort, le plus ferme & le plus ac-crédité, qui se trouvoit Bourguemestre, tombât malade, & mourût dans ce tems-là. Cet homme soûte-noit Muys; & comme il n'avoit ni ensans, ni aucune suite de parenté, & qu'il avoit du bien, il ne songeoit pas à ménager le Prince d'Orange.

La mort de ce Bourguemestre de 25 Janvier Dort acheva de ruiner les assaires de 16850 cette Ville-là. Il maintenoit par son autorité & par son crédit, la plûpart des Magistrats de Dort dans leurs bons sentimens; & comme c'étoit lui seul, en qualité de Régent en quartier, qui avoit droit de convoquer le Conseil, il ne l'auroit jamais fait, & les Commissaires de la Cour de Justice n'auroient pû installer les huit que le Prince d'Orange avoit élûs: mais le Bourguemestre qui entra en Régence par sa mort, convoqua aussitôt le Conseil, & fit installer ceux que la Cour de Justice avoit présentés. Muys avoit encore la pluralité des voix : mais je mandai qu'on n'en devoit pas beaucoup attendre, & qu'il y en avoit déja qui cherchoient à se bien remettre avec le Prince d'O-Piij range,

Tous les honnêtes gens déplorerent ce malheur, & il me semble que Messieurs d'Amsterdam auroient pû le prevenir, si par une conduite plus vigoureuse ils avoient empêché que le Prince d'Orange & la Cour de Justice ne continuassent à pousser cette affaire aussi avant qu'ils le firent, en gagnant toûjours du tems par toutes sortes de moyens. avoient pris à la vérité les meilleures résolutions du monde. Ils avoient parlé avec beaucoup de fermeté dans l'Assemblée: mais ils avoient trop la ssé traîner cette affaire, & avoient donné lieu par là au Prince d'Orange & au Pensionnaire Fagel, d'engager dans leurs intérêts les Députés des petites Villes, par argent ou par menaces; & lorsque les Commissaires de la Cour de Justice retournerent à Dort, au mépris des Etats de Hollande, oui les avoient assignés à comparoître le lendemain matin, Messieurs d'Amsterdam n'exécuterent pas les résolutions qu'ils avoient prises, de se séparer de l'Assemblés

aussi-tôt que le Prince d'Orange useroit de quelque violence; apparemment qu'ils ne jugerent pas que le départ des Commissaires de la Cour de Justice pût être pris pour une violence ouverte du Prince d'Orange contre la Ville de Dort. Je crois même qu'ils ont eu trop de peur en ce tems-là, parce que le malheur voulut que toùt étoit glacé autour d'Amsterdam, & qu'ils étoient fortement persuadés qu'il auroit été très-aisé au Prince d'Orange, dans le tems des glaces, de se rendre maître de leur Ville.

Messieurs d'Amsterdam s'en retournerent chez eux pour faire la nomination de leurs Echevins. Je ne sus pas informé avant leur départ s'ils avoient délivré à l'Assemblée la résolution qu'ils avoient prise de résormer douze mille hommes, ou s'ils s'en étoient seulement expliqués en particulier: ce que j'en savois, étoit qu'ils avoient dessein de mettre les Compagnies à quatre-vingts hommes, & les Régimens à six Compa-

gnies, au lieu de trois, afin de diminuer le nombre des Officiers. Muys étoit convenu avec Messieurs d'Amsterdam de cette résorme, & cela auroit été d'un grand poids que la premiere Ville de Hollande eût opiné pour cette résorme. On ne peut dire à cette heure ce qui en sera, & il est à appréhender que Messieurs d'Amsterdam ne trouvent pas dans les Villes tout l'appui pour soûtenir la résorme qu'ils auroient trouvé, si le Prince d'Orange ne sût pas venu à bout de l'affaire de Dort.

Messieurs d'Amsterdam comprenoient fort bien de quelle conséquence il étoit pour la liberté de la République, que le Prince d'Orange suit venu à bout de l'entreprise qu'il avoit saite contre la Ville de Dort; c'est ce qu'un de mes amis leur représenta fortement le 24 Janvier, les ayant sait tomber d'accord que la seule vigueur de la Ville d'Amsterdam pouvoit tirer la République du plus dangereux état où elle eût encore été réduite; que le seul remede à DE M. LE COMTE D'AVAUX. 233 ce malheur étoit de ne pas revenir à l'Assemblée suivante; d'y envoyer un Sécretaire avec une Lettre, dans laquelle ils exposeroient tous les attentats qui avoient été commis contre la liberté & la Souveraineté de la Province, & déclareroient qu'ils ne reviendroient point dans l'Assemblée; qu'ils fermeroient leur bourse, & ne consentiroient à quoi que ce fût, que toutes choses n'eussent été redressées. Il leur conseilla aussi de rendre cette Lettre circulaire par toutes les Villes, en forme de manifeste, & leur fit voir, que s'ils ne se résolvoient à prendre ce parti, sans considérer s'ils seroient appuyés ou non des autres Villes, il ne falloit plus compter sur la liberté de la République; que le Prince d'Orange diviseroit dans la fuite ceux d'Amsterdam, & cu'enfin les Provinces de Frise & de Groningue les abandonneroient.

Cet homme ajoûta à toutes ces raifons une très-forte considération; qui est, qu'il auroit bien mieux valu pour la République, qu'Amsterdam

eût consenti à la levée de seize mille hommes, & eût précipité l'Etat par ce moyen dans une guerre malheureuse, dont toute la haine retombant sur le Prince d'Orange, les affaires de l'Etat auroient pû être rétablies par l'abaissement de cette autorité qui les ruinoit, que de demeurer les bras croisés dans cette conjonêture, qui étoit peut-être la seule qu'ils augroient de long-tems pour relever la liberté de la République, qui alloit périr sans ressource, avec celle de la Ville de Dort.

Les Députés de la Ville d'Amsterdam approuverent sort les sentimens de cet ami; ils l'en remercierent; mais je vis bien qu'ils ne les suivroient pas, quelque pressantes que fussent les raisons qu'il avoit alléguées; que peut-être la réslexion que faisoient plusieurs personnes, qu'il ne manquoit plus au Prince d'Orange que de se raccommoder avec le Roi d'Angleterre, pour avoir une autorité souveraine & absolue en Hollande, contribueroit à faire prendre DE M. LE COMTE D'AVAUX. 235 à Messieurs d'Amsterdam quelque bonne résolution.

Je mandai au Roi que j'écrivois à M. de Barillon tout ce qui regardoit M. de Montmouth; qu'il m'avoit mandé qu'il en faisoit un sort bon usage: mais que je ne comprenois pas pourquoi on ne vouloit pas croire en Angleterre que la plûpart des Hollandois étoient persuadés que le Roi d'Angleterre conservoit toûjours un fonds d'inclination pour M. de Montmouth, qui le portoit à donner un consentement secret à tout ce que le Prince d'Orange faisoit en sa faveur : cependant il n'étoit que trop vrai qu'on le croyoit en Hollande, & que le peu de ressentiment que le Roi d'Angleterre avoit témoigné lorsqu'il avoit appris le retour de M. de Montmouth à la Haye, avoit confirmé cette opinion.

Dans le tems qu'on croyoit que le Roi d'Angleterre conservoit toûjours de l'affection pour M. le Duc de Montmouth; dans le même tems on s'imaginoit qu'il avoit quelque des-

fein copure la République, & qu'il commençoit de loin à chercher des prétextes & des sujets de démêlé; ce cui avoit donné lieu à cela étoit une Lettre secrete du Sieur Citters au Pensionnaire Fagel. Il lui mandoit que le Roi d'Angleterre s'étoit plaint à lui, que beaucoup de complices de la derniere conjuration d'Angleterre s'étoient retirés à Lewarde, où ils tenoient des Assemblées, & faisolent des conspirations contre sa personne & contre son Etat; qu'il y avoit des personnes de la République qui y participoient, & entr'autres un Ministre nommé Brakel, qui étoit venu depuis peu s'habituer à Roterdam, & de qui on avoit intercepté des Lettres; le Sieur Citters ajoûtoit que le Roi d'Angleterre devoit donner ordre, par le premier ordinaire, au S'eur Chudley, d'en faire des plaintes à l'Etat. Il n'y avoit rien de plus juste que de conclurre de là que les Etats Généraux auroient dû s'allier avec le Roi, pour se mettre en repos & en fûreté contre tous les au-

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 237 tres Princes de l'Europe; les honnêtes gens le voyoient aisez: mais ils n'étoient plus en état de faire ce qui convenoit le mieux a leur République.

🖪 Je mandai au Roi dans la même 23 Janvier

Lettre que les Députés des Etats Gérman néraux ayant écrit aux Etats de Frite; il y avoit plus de quatre mois pour porter cette Province à consensir que le Prince d'Orange sit la cassation de vingt-deux hommes par Compagnie de Cavalerie, & seize hommes par Compagnie d'Infanterie, présendant que c'étoit un droit réservé au Prince, comme Capitaine général de l'union; la Province de Frise écrivit aux Etats Généraux une Lettre que je me dønnai l'honneur d'envoyer à Sa Majesté. Non-sculement elle étoit conçûe en termes très-forts pour appuyer le droit de chaque Province en particulier, & faisoit voir en passant que l'on introduisoit de certains termes dans la résolution de l'Etat, contraires aux fondemens du Gouvernement, & qui n'avoient pas été usités

jusqu'à ce tems-là, comme étoit ce lui de Capitaine général de l'union cette Lettre finissoit par une maniere de parler assez précise, en déclaran aux Etats qu'ils n'avoient fait cette réponse qu'asin que les Etats Géné raux sussent sur quoi se régler à l'a venir, & que la Province de Frise sû dorénavant délivrée de pareilles ré

quisitions.

Le Comte de Waldeck sit une dé duction de toutes les affaires dont i s'étoit mêlé depuis la paix de Nime gue jusqu'à cette heure là; c'étoi proprement un maniseste pour se justifier; il ne l'avoit communiqué qu'à ses plus particuliers amis, & avoit fort prié qu'on ne m'en donnât poin de copie. On voyoit par-là le premier dessein que le Prince d'Orange avoit eu après la paix de Nimegue de faire une ligue avec l'Angleterre & avec tous les Princes de l'Europe contre Sa Majesté, sous prétexte de garantie; & ce premier dessein ayant manqué, par le resus que les Etats sirent de ce traité de garantie, le

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 239
Comte de Waldeck expliquoit les nesures que le Prince d'Orange avoit prises contre les intérêts de Sa Majesé, en formant le Traité d'association, in conséquence duquel il rapportoit outes ces allées & venues, qui faioient voir un enchaînement de népociations contre Sa Majesté. Je me lonnai l'honneur de lui envoyer cet crit.

J'appris que l'alliance que le Sieur Diert avoit proposée aux Etats Généaux, incontinent après la signature le la Treve, n'avoit pas été une simple alliance désensive, mais une aliance pour la désense à pour le mainien de la Religion Protestante; que lans cette alliance devoient entrer es Electeurs de Saxe & de Brandeourg; la maison de Lunebourg, & e Landgrave de Hesse, avec les Etats Jénéraux des Provinces-Unies, & u'une des principales raisons qui sit ue le Prince d'Orange n'écouta pas ette proposition, est que l'Electeur e Brandebourg vouloit être comme 3 Maître & le Directeur de cette al-

liance; & des gens qui croyoient avoir pénétré quelque chôse depuis peu, se persuadoient que M. Spar avoit travaillé sur ce plan là, car je savois, par une personne à qui le Résident de l'Empereur l'avoit consié que l'Electeur de Brandebourg avoi encore ce dessein.

Il y avoit tant d'affectation dan les bons traitemens que le Princ d'Orange faisoit au Dac de Mont mouth, qu'il sembloit chercher ave plaisir à insulter au Roi d'Angleterre 11 lui donnoit la même liberté qu' Benting, d'entrer à tous momen dans sa chambre. Il ne faisoit guere de graces qu'à sa recommandation & personne ne croyoit avoir bien fa sa cour au Prince d'Orange s'il ne l faisoit aussi à M. le Duc de Mon mouth, & toutes les personnes le plus qualifiées de Hollande s'empre soient, à l'envi l'un de l'autre, à l régaler. Il sembloit même que l Prince d'Orange eût changé d'hi meur, ou qu'il eût des desseins qu l'on ne comprenoit pas; car lui, qu

# DE M. LE COMTE D'AVAUX. 241 est le plus jaloux du monde (jusqueslà qu'il ne permet pas que la Princes-

fe d'Orange reçoive aucune visite particuliere, non-seulement d'aucun homme, mais aussi d'aucune semme)

homme, mais aussi d'aucune femme) presse lui-même M. de Montmouth

d'aller les après-dînées chez la Princesse d'Orange, pour lui apprendre des contredanses. Ils lui sirent même

faire des personnages qui ne convien

nent gueres à une Princesse, & que je dirois qui seroient ridicules pour

une femme ordinaire; car dans les

grandes gelées qu'il fit cette année là, le Prince d'Orange l'obligea, par la complaisance qu'elle a pour lui, d'ap-

prendre à aller en patins sur la glace;

parce que M. de Montmouth vouloit aussi apprendre à y aller. C'étoit une

chose fort extraordinaire de voir la Princesse d'Orange avec des jupes fort courtes & à demi retroussées, &

des patins de fer à ses piés, apprendre à glisser, tantôt sur un pié, tantôt sur

un autre.

Jusqu'à ce tems-là la vie de la Princesse d'Orange avoit été réglée Tome IV. \* Q de telle sorte, que depuis qu'elle étoit levée jusqu'à huit heures du soir, elle ne sortoit point de sa chambre, hors peut-être en été, pour si promener une sois en huit jours; qu que ce soit n'avoit la liberté d'entre dans sa chambre, pas même sa Damd'honneur, ni ses Filles d'honneur il y avoit seulement quatre Filles qui étoient un peu moins que de Filles d'honneur, mais plus que de Femmes de chambre, dont il y e avoit chaque jour deux qui étoien de garde auprès d'Elle, & qui avoien ordre de ne la point quitter.

Les créatures du Prince d'Orang tiroient un grand avantage du peu d ressentiment qu'on avoit eu en Ar gleterre, du retour de M. de Mont mouth à la Haye; ils disoient que l Prince d'Orange n'avoit pas encorperdu l'esprit, & qu'il faudroit qu' l'eût tout à fait perdu pour tenir un pareille conduite à l'égard du Rod'Angleterre, s'il n'avoit été assûr que Sa Majesté Britannique en éto satisfaite; & en esset, on n'avoit rie

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 243 à répondre à cela lorsqu'on voyoit qu'après la défense que se Roi d'Angleterre avoit faite au Sieur Chudley de voir le Prince d'Orange, & après la déclaration que le Sieur Chudley avoit faite sur ce sujet à tous les Ministres Etrangers, le Prince d'Orange en avoit fait encore quatre fois plus qu'auparavant, sans que le Roi d'Angleterre en eût témoigné aucun res-Tentiment. Car d'alléguer qu'il falloit donc que ç'eût été de concert avec le Duc de Montmouth, que le Roi d'Angleterre avoit fait couper le cou àu Sieur Hemstran son savori, & à Mylord Russel son intime ami; ce n'est rien de concluant, puisqu'il pouvoit bien être que le Roi d'Angleterre fît punir des gens coupables d'une si grande trahison, & qu'il conservât encore un fonds de tendresse pour M. de Montmouth.

Le Sieur Chudley présenta un mémoire aux Etats Généraux, par lequel il se plaignoit de la liberté avec laquelle on vendoit publiquement à la Haye le Livre qui avoit été sait sur

la mort du Comte d'Essex. Il alla en même tems en parler au Pensionnaire Fagel, parce que cette affaire regar-doit principalement la Province de Hollande. Le Pensionnaire Fagel le pria de n'en point parler aux États Généraux, disant que cette affaire feroit trop d'éclat, & que cela l'empêcheroit de découvrir l'Imprimeur de ce Livre; mais que s'il vouloit bien retirer son mémoire qu'il avoit envoyé aux Etats, & le laisser faire, il lui promettoit de lui faire avoir une entiere satisfaction là-dessus. Il lui donna même à connoître, que, comme tous les Libraires se rendent compte à la fin de l'année de ce qu'ils se sont envoyé en secret pendant le cours de l'année l'un à l'autre, celui qui avoit imprimé ce Livre, & qui en avoit distribué des exemplaires à tous les autres Libraires, auroit demandé fon payement au commencement de cette année là, & qu'ainsi on seroit infailliblement informé de l'Auteur de ce Libelle. Le Sieur Chudley accepta les offres que lui

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 245 faisoit le Pensionnaire Fagel, & retira aussi-tôt son mémoire d'entre les mains du Président des Etats Généraux : mais il fut obligé de présenter une seconde fois ce même mémoire, ayant reconnu que le Pensionnaire Fagel le trompoit fort mal-honnêtement & fort grossierement, car il avoit laissé passer dix ou douze jours sans rien faire; & après avoir pris ses mesures, il sit assigner par les Echevins de la Haye tous les Libraires de cette Ville, pour prêter serment s'ils avoient imprimé ce Livre, sur quoi ils pouvoient jurer hardiment, puisqu'on savoit bien qu'il n'avoit pas été imprimé à la Haye; cependant on a'en vint pas même jusques-là, car les Echevins de la Haye les renvoyeent absous, sans leur demander de faire ferment, parce qu'il n'y avoit pas assez de preuves, à ce qu'ils diloient, pour les y obliger.

Je mandai au Roi que les factieux Premier l'Angleterre s'étoient adressés à quel-Février ques Princes d'Allemagne pour leur 1685? demander de l'argent & des armes ;

Q iij

mais que ces Princes n'ayant pas trouvé de sûreté pour leur rembour-sement, ni d'apparence pour le succès de leur entreprise, avoient resulé de s'y engager. Je ne sai point si ces Princes ont sait un resus formel & positif, ou bien s'ils n'ont sait que remettre cette affaire jusqu'à ce que les mesures soient mieux prises. Je ne sai pas non plus si le Prince d'Orange ne travaille point à former une ligue de Religion avant que de laisser rien entreprendre, asin que quand M. de Montmouth & les Religionnaires d'Angleterre voudront agir, ils trouvent un parti tout sormé pour les soûtenir.

6 Février

Messieurs d'Amsterdam sirent un écrit pour justisser la résolution qu'ils avoient prise sur les affaires de Dort, qu'ils sirent imprimer avec leurs résolutions des huitieme & quinzieme de Janvier, dont ils envoyerent des copies dans toutes les Villes de Hollande, & les prierent en même tems de ne pas souffrir que la nomination que les Commissaires de la Cour de

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 247

Iustice avoient fait faire à Dort subsissant, comme étant faite au mépris des Etats de Hollande, & étant d'une pernicieuse conséquence pour l'avenir. On ne rapporte rien ici de cet écrit, qui est très-long, & qui contient une discussion si exacte du pouvoir du Prince d'Orange, qu'il eût été réduit sur un très-petit pié, si Messieurs d'Amsterdam eussent été secondés par les autres Villes de Hollande.

Le Conseil de la Ville de Dort réserviteir solut de faire une forte protestation, realité l'élection que le Prince d'Orange avoit faite, & demanda que toutes les procédures sussent été entreprises contre toute sorte de droit, & par des voies injustes & violentes. Ils envoyerent ces protestations & ces demandes avec les preuves des violences que les Commissaires de la Cour de Justice avoient faites, par un Sécretaire & un Thrésorier de leur Ville.

Messieurs d'Amsterdam ont suivi

Qiiij

en partie le conseil qui leur a été donné. Ils veulent absolument une réforme de douze mille hommes, & ils ont pris résolution, que, si l'on empêche que la Province de Hollande n'y donne son consentement, ou même qu'on traverse la conclusion de cette affaire, & qu'on la fasse traîner en longueur, leurs Députés déclareront qu'ils ne payeront plus que leur contingent de vingt-neuf mille trois cents quinze hommes, à quoi ils prétendent réduire leurs Troupes après la mi-Mars, qui est le terme à peu près auquel les deux premiers mois de l'état de guerre, qui sont ici de six semaines, doivent expirer. C'est le Sieur Borsvanvaure, le plus hardi de tous les Bourguemestres, qui est Dé puté à la Haye, & chargé de faire cette déclaration.

y révrier Messieurs de Dort sirent le 8 Février leur protestation dans les Etats de Hollande, telle que j'ai marque ci-dessus; ils y ajouterent qu'ils ne reconnoissoient point, & qu'ils ne reconnoîtroient point, les huit Prud-

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 249 hommes que le Prince d'Orange avoit élûs en conséquence de la seconde nomination. Les Députés d'Amsterdam les appuyerent avec toute la vigueur qu'on peut souhaiter: mais Torsqu'on voulut opiner, le Pensionnaire Fagel répondit pour le corps des Nobles, que ces protestations étoient inutiles dans une Assemblée qui n'avoit rien décerné contr'eux; que s'ils étoient grevés, ils devoient faire leurs plaintes à l'Assemblée, & non des protestations. Les Villes de Delft, de Leyde, & la Brille, furent du sentiment de Messieurs d'Amsterdam. Quelqu'autres Députés dirent qu'ils n'étoient pas encore en état d'opiner, & la pluralité fut pour l'avis des Nobles. Le Prince d'Orange s'abbaissoit jusqu'à aller solliciter les particuliers de la Ville de Dort, pour les prier de changer de parti.

Cependant Messieurs d'Amsterdam qui ne veulent pas perdre de tems, ni laisser courir l'état de guerre, exécuteront leur résolution par rapport à ce chef; & j'ai sû encore au-

jourd'hui qu'ils feront leur proposition pour la résorme de douze mille hommes, & que si elle n'est acceptée ils sont résolus de la laisser par écrit dans l'Assemblée, & de fermer absolument leurs Comptoirs pour toutes sortes de contributions. S'ils en viennent jusques-là, c'est tout ce qu'on peut attendre d'eux; mais comme dans ce pays le moindre incident change les affaires du tout à rien, je ne puis assûrer Votre Majesté de ce qui en sera.

Ta Février

Messieurs d'Amsterdam délivrerent ensin aux Etats de Hollande un écrit pour faire une réforme de leurs. Troupes, ensorte que les Etats n'eusfent plus à leur solde que vingt-six mille trois cents quinze hommes d'Infanterie, & trois mille Chevaux, y compris les Dragons; & il n'y eut que la petite Ville d'Enkhuisen qui sut d'avis de se consormer à Messieurs d'Amsterdam. Quelques-unes se déclarerent pour l'état de guerre dressé par le Conseil d'Etat, & les autres demanderent d'aller consulter là-des sus leurs Supérieurs.

# DE M. LE COMTE D'AVAUX. 251

Messieurs d'Amsterdam déclarerent en délivrant cet écrit qu'il y avoit quatre points principaux, sur lesquels ils avoient ordre d'infister, de même que sur l'état de guerre. Le premier étoit le rétablissement de la Marine. Le second que les Troupes ne fussent plus payées par le Rece-veur de la Province de Hollande; mais que chaque Compagnie fût payée directement par la Ville sur laquelle elle étoit répartie : ce point là étoit de très-grande conséquence. Le troisieme que l'on redressat les Finances, & que l'on délibérât sur tous les points du ménage: dans ce troisieme point devoient être comprises les propositions que Messieurs d'Amsterdam avoient touchées dans leurs considérations, c'est-à-dire le rasement des Places qu'ils prétendoient être inutiles ; la suppression des fonds destinés pour les correspondances secretes qui étoient à la disposition du Prince d'Orange, & du Pensionnaire Fagel, & autres choses semblables. Le quatrieme point confistoit dans la demande

qu'ils faisoient que toutes les dépenses que les Etats Généraux résou-droient de faire, sussent payées également, & en même tems par toutes les Provinces. Ce point étoit encore de conséquence, parce que la Pro-vince de Hollande avance très-souvent l'argent pour trois ou quatre autres, & la Ville d'Amsterdam l'avance pour la meilleure partie de la Province de Hollande; ainsi quand il auroit fallu mettre la main à la bource, les autres Provinces, & la plûpart des Villes de Hollande, n'auroient pas été si promptes à acquiescer aux desirs du Prince d'Orange. Enfin, ils conclurrent qu'ils ne prétendoient plus continuer le payement de l'état de guerre de l'année précédente que jusqu'à la mi-Mars, ce qui faisoit deux mois militaires, qui sont de six semaines, & que ce terme-là expiré ils ne payeroient qu'à raison de vingt-neuf mille trois cents quinze hommes, & qu'ils ne payeroient que ceux qui se trouveroient sur la répartition de leur Ville, ne voulant plus désormais enDE M. LE COMTE D'AVAUX. 253 Voyer leur argent au Comptoir géné-

ral à la Haye.

Il paroissoit dans cette proposition que Messieurs d'Amsterdam ne s'étoient pas vûs assez appuyés de toutes les autres Villes, pour demander absolument la cassation du Comte de Waldeck; & comme ils étoient déterminés à soûtenir leur résolution, jusqu'à fermer leurs Comptoirs si la cabale du Prince d'Orange empêchoit qu'on ne l'acceptât; ils crurent sans doute qu'ils pourroient se servir plus efficacement de ces moyens, lorsqu'ils se rensermeroient à ne demander que ce qui regardoit en général le bien du pays, que s'ils s'atta-choient à la cassation du Comte de Waldeck, & autres choses semblables, qu'on auroit attribuées à quelque animolité particuliere. Cependant c'étoit lui donner honnêtement son congé, pour peu qu'il eût de cœur, que de le réduire à cinq cents livres d'appointemens par mois. Il avoit déja témoigné assez de bassesses dans cette rencontre, puisqu'après avoir

été solliciter de porte en porte ceux qu'il croyoit disposés à le casser; il s'étoit réduit à faire le malade, & à garder le lit pendant deux mois, espérant que la considération de son grand âge & de ses infirmités seroient plus pressantes pour le faire conserver, que n'auroit été celle de son mérite.

13 Février

Le Prince d'Orange & le Pensionnaire Fagel étoient extrèmement embarrassés de cette proposition de Messieurs d'Amsterdam; cela les obligea d'assembler le corps des Nobles le 11 de Février. Le Prince d'Orange en étoit le Chef, & Fagel en étoit le Pensionnaire; Benting & deux ou trois autres, qui ne sont pas moins au Prince d'Orange, étoient de ce Corps, qui n'étoit composé que de neuf ou dix; ainsi on n'en devoit attendre que des résolutions conformes aux fentimens du Prince d'Orange. Il fut donc résolu ce jour-là par les Nobles de consentir à l'état de guerre proposé par le Conseil d'Etat, & le Pensionnaire Fagel dressa une Lettre,

& l'envoya en leur nom à toutes les Villes de Hollande, par laquelle les Nobles les exhortoient à maintenir l'état de guerre qui étoit sur pié.

Le Pensionnaire Fagel sit quelques 15 Février jours le malade, & le Sieur Allwin 1625. sit semblant d'avoir la goutte, asin d'avoir le loisir l'un & l'autre de travailler jour & nuit à une réponse pour détruire la proposition de Messieurs d'Amsterdam, & pour gagner pendant ce tems-là le suffrage de quel-

ques Villes.

Les Nobles témoignent en cet écrit 20 Février avoir vû avec un très-grand étonne-1685, ment que Messieurs d'Amsterdam ont déclaré leur avis, touchant l'état de guerre, d'une maniere aussi absolue; que si la constitution de l'Etat requéroit nécessairement que la Milice sût mise sur un si bas pié, elle deviendroit tout à fait inutile pour la désense du pays; & ils soûtiennent que la décadence des Finances n'est pas causée par l'entretien de la Milice, mais par les arrérages des capitaux que l'Etat a empruntés depuis l'année

1672, & que les contributions de l'Etat sont plus que suffisantes pour l'entretien de la Milice, puisque la recrue faite en 1682 a été entretenue par les mêmes moyens, sans qu'on ait mis de nouvelles impositions.

Ils reprennent Messieurs d'Amsterdam d'imprudence & de contradiction, faisant voir que lorsqu'ils proposent de rétablir les forces maritimes, ensorte qu'elles donnent à l'Etat la supériorité de la Mer, ils attirent la jalousie des Princes voisins, & causent beaucoup plus de troubles par l'opinion qu'on auroit qu'on voudroit diriger ici les affaires du monde suivant son bon plaisir, pendant qu'ils soûtiennent eux - mêmes qu'il faut éviter avec soin tout ce qui peut audehors donner sujet d'offenses & de broiilleries.

Qu'ils voyent avec douleur que Messieurs d'Amsterdam ont oublié avec quelle peine les Commissaires Députés de l'Etat avoient travaillé avec M. le Prince d'Orange à former en 1678 un état

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 257 de guerre ordinaire sur le pié que le requéroit absolument la désense de l'État, puisqu'ils veulent à présent, fans en donner aucune communication au Capitaine général de la Milice, ni aux autres membres de l'Etat, qu'on reçoive comme une chose infaillible ce qu'ils ont déterminé, & ce qu'ils ont même déclaré, qu'ils ne consentiront à aucun entretien de la Milice qui excéderoit le nombre, & qui ne seroit pas réglé par l'avis de leurs Supérieurs, ce qui est contre la considération qu'ils doivent avoir pour des membres qui sont si étroitement unis.

Qu'il est vrai que la puissance maritime de l'Etat est tombée dans une grande décadence, puisqu'ils ne peuvent comprendre eux-mêmes comment, après avoir secondé comme ils ont fait le zele avec lequel M. le Prince d'Orange a pressé les membres de l'Etat de donner les ordres nécessaires pour le rétablissement des fonds maritimes, plusieurs membres de l'Etat, intéressés au commerce, Tome IV. ont traité cette proposition comme si elle ne les touchoit point; qu'ils jugent absolument nécessaire qu'on mette en délibération les moyens de rétablir la Marine, pour prevenir la ruine inévitable des sorces maritimes de l'Etat; mais que ce ne seroit pas pourvoir à la sûreté de l'Etat de rendre les sorces de terre inutiles à sa défense pour rétablir celles de mer.

Qu'ils ne favent pas ce qui peut avoir induit Messieurs d'Amsterdam à vouloir régler l'état de guerre sur le pié de l'année 1650, puisque cet état de guerre a été un sujet continuel de brouillerie entre les membres & le Capitaine Général de la Milice, & qu'ils ne peuvent croire qu'on voulût à présent faire naître les mêmes disputes, par le changement de l'état de guerre de 1678, qui a été dressé, après un examen si pénible, avec le consentement unanime des membres de cette Province, & avec celui de toutes les autres.

Que c'est se tromper de croire que la constitution du pays est méilleure

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 259 qu'elle n'étoit après la paix d'Espagne, sur la supposition qu'on fait que cette Couronne est à présent intéressée à la conservation de cet Etat, à cause de ce qu'elle possede aux Pays-Bas; au lieu qu'en ce tems-là elle étoit une ennemie si foible, qu'elle faisoit à peine une guerre désensive; que l'expérience n'a pas seulement fait voir dans ces derniers tems le peu qu'on doit attendre de cette Couronne, tant pour sa propre dé-fense, que pour le secours de cet Etat; mais aussi que ce qu'elle possédoit ci-devant de pays, qui couvroit ces Frontieres, est si diminué, qu'on peut venir droit à Nimegue, fans laisser derriere soi aucune Forteresse.

Qu'après avoir vû jusqu'ici, sans soupçon, le soin que Messieurs d'Amsterdam ont eu de mettre leur Ville en bon état de désense du côté de terre, on pourroit conclurre qu'ils ne songent qu'à leur sûreté particuliere, en insistant qu'on rétablisse les forces maritimes, si l'on n'étoit for-

Rij

tement persuadé que la prospérité de la Ville d'Amsterdam dépend aussi de celle des autres Villes, qu'ils sem-

blent négliger absolument.

Qu'on ne doit pas diminuer la Milice de cet Etat sur l'ancien pié, à cause que les Rois & Princes de l'Europe sont aussi des résormes, puisque, excepté l'Espagne, aucun Roi ni Prince n'entretenoit un corps considérable de Troupes en ce temslà, au lieu qu'à présent ils ont tous des sorces considérables sur pié, & que l'Electeur de Brandebourg en a presque autant que cet Etat en entretient.

Qu'ils ne croyent pas que l'Etat doive demeurer armé en tems de paix comme en tems de guerre; mais qu'ils sont persuadés que l'état de guerre formé en 1678 est absolument nécessaire pour la désense du pays; qu'en un mot, un Etat qui néglige sa propre désense ne peut espérer aucun secours de ceux qui pourroient lui en donner, s'il ne prend tous les soins qu'il doit de sa conservation.

## DE M. LE COMTE D'AVAUX. 261

Après toutes ces considérations, les Nobles sont dans leur écrit l'apologie des services que les Généraux & les Colonels rendent à l'Etat pour éluder la proposition que sont Messieurs d'Amsterdam par rapport au retranchement de leurs appointemens, exagérant sur-tout les obligations que l'Etat a à M. le Prince d'Orange, d'avoir mis les Troupes sur un pié qui fait qu'elles ne sont inférieures à celles d'aucun Prince.

Cet article des Nobles contre Mes- 16 Février sieurs d'Amsterdam, touchant la ré-1685. forme des Troupes, n'eut pas plûtôt paru, que les Régens d'Amsterdam

en firent un autre en réponse contre celui des Nobles. J'en sus informé sous main, & il étoit sous la presse lorsque j'eus l'honneur d'en informer

le Roi.

Cependant les amis du Prince d'O- 17 Février range tâchoient d'exciter la haine des 1685. autres Villes contre celle d'Amsterdam: ils leur représentoient qu'un nombre particulier & égal à eux, n'étoit pas en droit de se déclarer aussi

R iij

décisivement qu'avoit fait Amsterdam; que cette Ville prétendoit que toutes les autres se rendissent à sor sentiment, & que s'il falloit être maîtrisé par quelqu'un, ce devoi être plûtôt par un Prince, qui étoi leur Gouverneur, que par une Ville particuliere.

Messieurs d'Amsterdam de leur côté demeurent également fermes, & dans la même résolution de ferme leurs Comptoirs, & de ne plus contribuer à rien pour l'état de guerre si la cabale du Prince d'Orange es assez forte pour empêcher la résor

me.

Votre Majesté est bien informée de quelle maniere les Anglois passen l'anniversaire du Roi Jacques pre mier. Le Prince d'Orange obligea la Princesse d'Orange de se parer co jour-là, au lieu de prendre un habi de deuil; ensuite il la contraigni d'aller dîner, quelque priere & quel que instance qu'elle lui sît au con traire. Cette Princesse qui dîne toû jours seule sut obligée de sousser

qu'on lui portât tous les plats l'un après l'autre; il est vrai qu'elle en mangea peu, ou pour mieux dire point du tout; & pour rendre public l'outrage qu'il a voulu faire en cela au Roi d'Angleterre, il mena la Princesse à la Comédie, quoi qu'elle pût faire pour s'en exempter. Il est à remarquer qu'on joue la Comédie quatre sois la semaine, & que ce n'étoit pourtant que la troisseme sois qu'il y avoit été, depuis la Toussaints jusqu'au 16 de Février, ce qui fait voir que c'est par une pure affectation qu'il a été ce jour-là à la Comédie.

Je ne puis ajuster cette conduite du Prince d'Orange, avec une nouvelle que des personnes des premiers du Gouvernement, & des mieux intentionnés, ont reçûe d'Angleterre. Ils prétendent y avoir de sort bonnes correspondances, & m'ont toûjours paru en être bien informés. On leur mande que M. de Montmouth sait tous ses efforts pour remettre bien le Prince d'Orange auprès du Roi d'Angleterre, & que les amis de M.

R iiij

de Montmouth ne désesperent pas

d'y réussir.

76 Février

dr fa R Le Sieur Damerongue étoit de retour à la Haye de la Cour de Berlin. Il eut plusieurs conférences avec le Sieur Spaen; & comme il avoit beaucoup de crédit dans la République, il communiqua aux Etats Généraux l'état de guerre de M. l'Electeur de Brandebourg, qu'il faisoit monter à trente mille cinq cents hommes effectifs, & parloit avec beaucoup de chaleur du dessein de Messieurs d'Amsterdam, de diminuer tellement leur état de guerre, qu'ils seroient inférieurs en forces à M. l'Electeur de Brandebourg, lui qui n'avoit autrefois que six mille hommes lorsque les Etats en avoient quarante mille.

La Province de Frise devoit s'assembler quelques jours après. Je savois de bonne part que la résolution qu'elle devoit prendre seroit conforme aux sentimens de Messieurs d'Amsterdam.

M. de Starembourg envoya aux Etats Généraux des propositions dressées par quatorze Ministres, pour satisfaire au pieux dessein qu'avoit le Roi, de n'avoir dans ses Etats qu'une seule Religion. Cet écrit étoit sort examiné en Hollande, & y faisoit bien du bruit.

Les Lettres d'Angleterre du seize, 20 Février arriverent hier à sept heures du soir; 1685. elles ont apporté la trifte nouvelle de la mort du Roi d'Angleterre. Le Prince d'Orange ne monta point dans la chambre de la Princesse d'Orange, où les Dames de la Haye étoient à faire leur cour; il l'envoya prier de descendre, & lui apprit cette nou-velle. M. le Duc de Montmouth s'y trouva aussi; ensuite M. de Montmouth se retira chez lui, & ne revint chez le Prince d'Orange qu'à dix heures du soir. Ils demeurerent enfermés eux deux tous seuls jusqu'à minuit sonné. M. de Montmouth est parti cette nuit fort secretement, & pour mieux cacher son départ, il a fait dire ce matin, jusqu'à près de midi, qu'il dormoit encore. J'ai sû que le Prince d'Orange lui a prêté de

l'argent, mais pas beaucoup; c'est apparemment pour les frais de son voyage.

22 Février [1685. D

J'appréhende que les affaires de Dort ne changent de face, le Prince d'Orange prenant toute une autre conduite que celle qu'il a tenue jus-qu'à cette heure; il avoit voulu d'abord exclurre Muys du Gouvernement, pour se vanger de ce qu'il avoit conclu la Treve; & ce Prince avoit fait servir cette affaire d'occasion naturelle à pouvoir s'attribuer les droits de Souveraineté qui ne sont pas spécifiés dans les anciens priviléges des Villes: mais comme il a vû que cela n'avoit servi qu'à faire con-noître le dessein qu'il a de se rendre maître de la République, sans en avoir tiré aucune utilité, & que Mefsieurs d'Amsterdam s'étoient joints à ceux de Dort comme dans une affaire commune, il a commencé à caresser l'ancien Bailli, & le Sécretaire de la Ville; & n'ayant rien gagné auprès d'eux, il a fait parler à Muys. On ne fait pas précilément ce qu'il

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 267 lui aura fait dire; mais il y a grande apparence qu'il lui a fait témoigner qu'il lui pardonneroit volontiers tout ce qu'il avoit fait à la conclusion de la Treve, s'il vouloit rentrer dans ses intérêts; que bien loin de le faire fortir du Gouvernement de Dort , il l'y maintiendroit. Muys a été de tout tems des amis intimes du Pensionnaire Fagel, & l'un & l'autre sont ennemis déclarés du Sieur Allwin, qui a entrepris l'affaire contre Dort, ainsi le Sieur Muys aura cru plus facilement tout ce que le Pensionnaire Fagel lui aura dit là-dessus. C'est, Sire, par ces motifs, ou par de semblables , que Messieurs d'Amsterdam s'imaginent que le Prince d'Orange a regagné Muys; car ils m'ont fait dire que lui & le Bailli de Dort étoient sur le point de présenter une Requête pour faire terminer les affaires de Dort à la fatisfaction du Prince d'Orange. Cela les furprend d'autant plus, qu'ils avoient soûtenu Muys avec beaucoup de vigueur; que Muys avoit encore pour lui la plura-

lité des voix dans la Ville de Dort. Que le Prince d'Orange n'avoit pas établi son droit par l'entreprise qu'il a faite cette année, puisque ce droit lui avoit été contesté dans la Province de Hollande par plusieurs Villes, & que l'affaire y étant demeurée indécise, il n'y avoit pas lieu de douter qu'elle ne se terminât à l'avantage des bons Républiquains lorsque la réforme seroit faite, & que l'on auroit encore diminué entr'autres choses la trop grande autorité du Prince d'Orange; que d'ailleurs l'ancien Bailli de Dort jouissoit à cette heure passiblement de sa Charge, sans que la Cour de Justice osât lui rien dire.

Messieurs d'Amsterdam ont témoigné beaucoup d'indignation de ce procédé de Muys; ils doivent pourtant lui faire parler encore pour le détourner de faire une chose qui le déshonorera entierement; mais ils n'ont pas beaucoup d'espérance d'en venir à bout. Si ces Messieurs là ne peuvent retenir Muys dans le bon chemin, il faut croire qu'il n'a tenu ferme contre le Prince d'Orange, que parce que le Prince le vouloit perdre, & qu'il voyoit bien qu'il y alloit autant de sa conservation particuliere, que de celle de la République, & qu'à cette heure qu'il se retrouvera, par la protection du Prince, dans les mêmes avantages qu'il a eus auparavant; & délivré de tous les embarras où il s'est vû engagé, il se souciera peu de l'intérêt de la République.

Pour ce qui est, Sire, de l'état de guerre, les choses sont au même état qu'elles étoient avant-hier. Messieurs d'Amsterdam ont donné leur écrit en réponse de celui des Nobles. Ils se justifient de ce qu'on leur impute, d'avoir imprudemment proposé de rendre les forces maritimes de l'Etat supérieures à celles de toute autre Puissance. Ils prétendent aussi se disculper de ce que les Nobles leur reprochent si souvent, d'avoir choisi l'état de guerre de l'année 1650, préférablement à tout autre. Ils savent que le Prince d'Orange & le Pensionnaire Fagel, ont prétendu qu'on

avoit voulu par-là faire souvenir le peuple de l'année 1650, lorsque le feu Prince d'Orange voulut se rendre maître d'Amsterdam; ce qui fut cause qu'on réduisit si fort l'état de guerre. Ils protestent dans cet écrit qu'ils n'ont eu en cela aucune pensée particuliere, & finissent par la demande qu'ils font d'une conférence pour régler incessamment l'état de guerre, jugeant bien que le Pensionnaire Fagel feroit traîner les choses en longueur si l'on faisoit des écritures de part & d'autre, d'autant plus que le Pensionnaire Fagel se sert de tous ces délais pour gagner les suffrages des Villes. Il alla il y a trois jours à Leyde, & Bewerning s'y rendit; & comme ils y ont beaucoup de crédit l'un & l'autre, ils firent tous leurs efforts pour faire changer de sentiment à cette Ville. D'ailleurs Muys étant dans la disposition de s'accommoder, il n'a pas encore fait prendre la derniere résolution dans sa Ville sur l'état de guerre.

M. de Montmouth n'étoit pas par-

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 271 ti, comme on l'avoit cru; ce qui donna lieu à cette nouvelle, fut qu'il étoit sorti de chez lui ce jour-là devant le jour, à cinq heures du matin, & étoit allé chez M. Benting, où il fut toûjours enfermé, de sorte qu'on ne fût qu'à six heures du soir qu'il étoit encore à la Haye. Je le sis savoir le même jour à M. de Barillon; car la poste d'Ángleterre ne part qu'à huit heures du soir. M. de Montmouth a été depuis ce tems-là comme un homme désespéré; on l'a entendu, dans la petite maison où il lo-ge, faisant des cris & des lamenta-tions; on dit qu'il est parti aujourd'hui entre quatre & cinq heures du matin.

Le changement qui vient d'arriver en Angleterre a fait faire beaucoup de réflexions à Messieurs d'Amsterdam. On tient ici pour certain que le Roi d'Angleterre d'à présent n'aime pas les Hollandois, & que c'est un Prince à ne pas vouloir demeurer oisif, sans faire quelque chose.

Quelques personnes des mieux in-

tentionnés n'ont pas manqué de représenter à Messieurs d'Amsterdam que cela devoit d'autant plus obliger la République à s'attacher entierement à Votre Majesté, après quoi ils n'auroient rien à appréhender. Ils ont témoigné qu'ils en étoient plus persuadés que ceux qui leur en parloient, & que je ne l'étois moi-même; mais que pouvons-nous faire (ont-ils dit) tant que nous aurons le Prince d'Orange en tête, lorsqu'il s'agit d'une affaire où il faut l'unanimité des suffrages?

Les créatures du Prince d'Orange publient à tout le monde qu'il n'y a rien de plus obligeant que la Lettre que le Roi d'Angleterre lui a écrite, sur la mort du feu Roi d'Angleterre, & le Prince d'Orange témoigna en être très-satisfait.

Van-Buning fut fort consterné de la mort du Roi d'Angleterre. Il savoit qu'il avoit offensé extrèmement M. le Duc d'Yorck; la principale correspondance qu'il avoit conservée en Angleterre étoit avec Mylord Halifax. Messieurs

# DE M. LE COMTE D'AVAUX. 273

Messieurs d'Amsterdam me dirent 23 Févries que Muys reprenoit courage, & qu'il 1685. s'étoit signalé hier dans l'Assemblée de Hollande pour la réforme des Troupes, & que la principale indignation qu'ils avoient témoignée n'é-toit pas contre lui, mais contre le pere du Bailli de Dort, qui est un des Bourguemestres de cette Ville-là, & qui veut présenter une Requête au Prince d'Orange, pour le prier de faire lever la Sentence d'interdiction de la Cour de Justice, donnée contre son fils. Cet homme s'est laissé gagner par les carésses du Pension-naire Fagel. Messieurs d'Amsterdam avouent qu'il sera bien difficile au Sieur Muys de se soûtenir après cela dans sa Ville; ainsi je vois bien que, soit que Muys soit forcé de se soûmettre, soit qu'il le fasse volontairement, il est à craindre que les affaires de Dort ne prennent bientôt un autre train.

Pour ce qui est, Sire, de l'état de guerre, la Ville d'Eneuse, qui s'est déclarée d'abord pour l'avis d'Am-

sterdam, a toûjours persisté. Celles de Dort, de Delft, & de Leyde, déclarerent hier dans l'Assemblée de Hollande, qu'il falloit faire une réduction, & qu'ils ne pouvoient conserver l'état de guerre sur le pié où il est: mais elles ne dirent pas qu'il falloit le réduire selon la proposition de Messieurs d'Amsterdam. Cependant, de la maniere que les choses tournent, il n'y a pas lieu de douter que Messieurs d'Amsterdam ne viennent à bout de leur dessein, s'ils y veulent persister: mais, Sire, je m'apperçus hier au soir qu'on ne parloit pas de la même maniere qu'on m'a parlé ces jours-ci. Je vois que la mort du Roi d'Angleterre a apporté quelque altération dans les affaires, & ce qui est d'extraordinaire, c'est que ceux qui sont persuadés que le Roi d'Angleterre n'aime pas les Hollandois, & qu'il pourroit bien leur en donner bientôt des marques; & ceux qui, fur de faux fondemens, s'imaginent que le Prince d'Orange, qui n'a plus d'espérance de réussir dans ses des-

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 275 feins, se va bien remettre avec lui, sont tous également d'avis qu'il ne faudroit point faire de cassation à cette heure, & qu'il est à propos de voir comment les affaires tourneront en Angleterre & ailleurs: mais ce qui est plus surprenant, c'est que ceux qui craignent que le Roi d'Angleterre & le Prince d'Orange ne se raccommodent, sont ceux qui oseront moins être pour la réforme. Il seroit naturel que les gens qui sont dans cette opinion s'appliquassent à diminuer l'autorité du Prince d'Orange, dans le tems que le Roi d'Angleterre n'y prend aucune part, afin de n'en pou-voir être opprimés lorsqu'il viendroit à se réunir avec Sa Majesté Britannique. Mais, Sire, il y en a peut-être quatre ou cinq dans la République qui raisonnent de cette sorte, & j'appréhende que les autres n'entrent pas dans ces mêmes vûes.

C'est pourquoi, Sire, il n'y a rien de plus avantageux à cette heure pour le service de Votre Majesté en ce pays, si-non que l'on y soit sorte-

ment persuadé que le Prince d'Orange est toûjours fort mal avec le Roi d'Angleterre, & qu'il n'est pas prêt à s'y pouvoir bien remettre quand il lui plaira; & je sai que les mieux intentionnés de ce pays - ci souhaitent, & esperent même, que le Roi d'Angleterre n'ordonnera pas au Sieur Chudley de donner part au Prince d'Orange de la mort du seu Roi d'Angleterre, & qu'il la notisiera seulement aux Etats Généraux.

Le Prince d'Orange, qui connoît ce qui lui est avantageux dans ce pays-ci, ne s'est pas contenté de saire publier ici par ses créatures qu'il avoit reçû des Lettres fort obligeantes du Roi d'Angleterre: mais il a sait dire sous main, à quelques personnes de l'Etat, que M. de Montmouth ne s'en étoit allé, que parce qu'il lui avoit témoigné qu'il ne pouvoit plus à cette heure le laisser à la Haye. Les Envoyés d'Angleterre sont dit eux-mêmes que depuis la nouvelle de la mort du Roi d'Angleterre?

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 277

jusqu'à hier matin qu'est parti le Duc de Montmouth, il avoit presque toûjours été ensermé avec le Prince.

d'Orange.

Ce qui me donne plus de lieu d'appréhender que Messieurs d'Amsterdam n'entrent dans quelque tempé= rament pour l'état de guerre, vient de ce que j'apprens que leurs Députés s'en rétourneront demain pour prendre l'avis de leurs Supérieurs sur cette occurrence. Ce départ me fit conclurre que ces Députés croyent que la conjoncture présente demande une nouvelle délibération, & peutêtre quelque changement à leurs premiers ordres. Je supplie très-humblement Votre Majesté de vouloir être persuadée que je n'omets rien de tout ce qui peut maintenir ces Messieurs-ci dans de bons sentimens, & je me fers pour ce sujet de tous les moyens que je connois les plus propres à les persuader.

J'ai aussi entrevû, Sire, ces jourse ci, par de certains discours, que le Prince d'Orange a quelque vûe sur

les affaires de la Religion. Le Comte de Waldeck n'a pû s'empêcher de dire au Sieur Skelton, qui l'alla voir le même jour, mais quelques heures avant qu'on apprît la mort du Roi d'Angleterre, que M. le Prince d'Orange n'avoit pris la protection du Duc de Montmouth, que pour maintenir la Religion Protestante en Angleterre. Que le Prince d'Orange sacrifieroit toûjours tous ses intérêts, & tout son ressentiment au Roi d'Angleterre; mais que pour sa Religion, il ne pouvoit avoir la même complaisance.

Je donnai avis à M. de Louvois que les François réfugiés établissoient des Manusacures de France en Hollande; qu'il y en avoit une d'étosses de soie à sleurs à Amsterdam, qui réussission.

27 Février 1685.

On commença à appréhender que Muys ne trouvât pas ses amis aussi fermes dans Dort qu'ils l'étoient, de sorte qu'il n'étoit pas aussi assûré d'emporter l'affaire dans sa Ville, qu'il l'eût été huit jours auparayant,

# DE M. LE COMTE D'AVAUX. 279

Il sembloit que le Prince d'Orange voulût changer de conduite à l'égard du Roi d'Angleterre: il sit ses essorts pour tâcher de saire croire qu'il étoit bien avec Sa Majessé Britannique. Il sût à quelques-uns de ses courtisans la Lettre qu'il prétendoit

en avoir reçu.

Le Sieur Desmarets, Ministre, & un de ses plus zélés partisans, dit à des premieres personnes de l'Erat, que le Roi d'Angleterre & M. le Prince d'Orange alloient vivre dans une étroite union; que c'étoit la France qui avoit causé & entretenu la mauvaise intelligence qu'il y avoit eu entre le feu Roi d'Angleterre & le Prince d'Orange; mais que le raccommodement se faisoit aussi en partie à cause du chagrin que le Roi d'Angleterre avoit conçû contre la France, avec laquelle il alloit se brouiller; qu'on avoit trouvé dans le cabinet du feu Roi des papiers écrits de la Cour de Sa Majesté, par un de ses Ministres, contre les intérêts du Roi d'à présent. Que Sa Ma-S iiij

jesté Britannique avoit ôté la Charge au fils de Madame de Portsmouth, sans en rien dire à M. de Barillon; qu'il alloit chasser Madame de Portsmouth, & qu'il avoit désendu à M. de Barillon de reparoître à la Cour, & de lui parler autrement que par audiences demandées par le Maître des Cérémonies.

Le Prince d'Orange dit au Résident de l'Empereur que M. de Montmouth lui avoit fait voir une Lettre qu'il vouloit écrire au Roi d'Angleterre, qui étoit conçûe en termes rès-respectueux, par laquelle il l'assûroit de sa parfaite obéissance, & de son entiere fidélité, & lui demandoit très-humblement pardon de tout ce qu'il avoit fait. Le Prince d'Orange témoigna qu'il avoit approuvé entierement cette Lettre, & qu'il avoit conseillé au Duc de Montmouth de l'envoyer. C'étoit le Comte de Waldeck qui avoit minuté cette Lettre.

Les Sieurs Chudley & Skelton, dont l'un n'étoit pas encore parti, & l'autre étoit arrivé, étoient persuadés aussi bien que moi que le Roi d'Angleterre ne pourroit jamais prendre confiance en M. le Prince d'Orange. Que le Sieur d'Overkerke, Capitaine des Gardes du Prince d'Orange, & entierement dévoué à lui, ayant donné à manger à M. de Montmouth il y avoit trois semaines, ils burent à la destruction du Duc d'Yorck, & de tous les Papistes. C'est une santé que le Prince d'Orange & M. de Montmouth burent aussi à la Fête de Saint Hubert, dont le Sieur Chudley informa pour lors le Duc d'Yorck.

Le Comte de Waldeck témoigna Premier Féqu'il avoit vû la Lettre, par laquelle vrier 1685. le Roi d'Angleterre affûroit le Prince d'Orange de son amitié, & du soin qu'il auroit toûjours pour ses intérêts. Que le Prince d'Orange avoit répondu à cette Lettre en termes très-respectueux & très-soûmis. Qu'il avoit assûré le Roi d'Angleterre qu'il le reconnoissoit pour son Roi légitime, & qu'il lui obéiroit comme un sidele sujet; mais qu'il espéroit que le Roi d'Angleterre le reconnoîtroit &

le traiteroit comme le premier de ses sujets. Que pour lui il n'auroit jamais d'autres intérêts que ceux de Sa Majesté Britannique, dans lesquels il se jetteroit aveuglement, & quil les suivroit en toutes choses, excepté pour la Religion; mais que pour ce fait là, il n'écouteroit que Dieu seul & sa conscience.

Le Comte de Waldeck ajoûta que jamais M. le Duc d'Yorck n'avoit discontinué d'écrire au Prince d'Orange, & qu'il avoit toûjours entretenu un commerce très-régulier avec lui; & que le feu Roi d'Angleterre avoit eu fort agréable que le Prince d'Orange traitât bien M. de Montmouth.

Je ne doute pas que le Roi d'Angleterre ne fasse grande réflexion sur cette restriction que le Prince d'Orange a osé faire, touchant la Religion; c'est une pierre d'attente qu'il a laissée pour un autre tems. Que ne doit-on pas attendre de lui, lorsqu'il verra l'occasion de brouiller en Angleterre pourla Religion, s'il parle

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 283 si hardiment quand il n'y a point de nécessité de le faire; que tout est calme dans ce Royaume là, & qu'il a tant d'intérêt de s'attirer quelque démonstration publique de la bonne volonté du Roi d'Angleterre.

J'étois persuadé que le Prince Premier d'Orange se serviroit même contre les intérêts du Roi d'Angleterre, nonseulement de la facilité qu'il trouveroit à se remettre dans ses bonnes graces; mais même de celle qu'il trouvera à recevoir seulement des marques extérieures de sa bienveillance.

Je témoignai au Sieur Skelton, qui alloit en Angleterre, qu'on ne devoit point savoir bon gré au Prince d'Orange, ni au Duc de Montmouth, des soumissions qu'ils faisoient l'un & l'autre. Ils étoient surpris, par un coup imprévû, sans avoir pris leurs mesures; ainsi ils n'avoient garde de faire aucun mouvement qui leur auroit causé la perte de leurs plus zélés partifans, fans en tirer aucune utilité: mais il y avoit grande apparence,

que s'ils avoient le tems de se reconnoître, ils susciteroient bien des af-

faires au Roi d'Angleterre.

Le Comte de Waldeck dit au Sieur Skelton, que M. le Duc de Montmouth n'avoit pas jugé à propos d'envoyer la Lettre au Roi d'Angleterre; qu'il n'avoit pas trouvé cette maniere d'agir assez respectueuse, & qu'il avoit jugé plus à propos d'interposer les offices de la Duchesse de Montmouth, ou de quelqu'un de ses amis, Pour moi je dis au Sieur Skelton, que c'étoit plûtôt parce qu'il n'avoit pas voulu décourager ceux qui étoient dans ses intérêts, en donnant des assûrances par écrit de sa soûmission au Roi d'Angleterre, & assûrément qu'il vouloit prendre d'autres mesures.

La Province de Hollande résolut d'envoyer trois Ambassadeurs en Angleterre, pour faire leurs complimens au Roi d'Angleterre. C'est une chose qu'ils doivent à l'avénement du Roi d'Angleterre à la Couronne.

Les Députés d'Amsterdam arrives

rent à la Haye avec les mêmes ordres qu'ils avoient eus auparavant, touchant la réforme; ceux de Dort en apporterent de tous semblables: mais comme les Députés de la Ville de Leyde dirent qu'ils n'étoient pas encore prêts, je tins cela à mauvaise augure, & je crus que le Pensionnaire Fagel espéroit de gagner cette Ville par le moyen de Beverning. Messieurs d'Amsterdam me sirent

Messieurs d'Amsterdam me firent encore prier pour la restitution du Vaisseau la Marie, qui avoit été mené à Toulon, & dont j'avois envoyé

les pieces justificatives.

Messieurs d'Amsterdam demeu- 2 Mars roient toûjours fermes dans les décla-16850 rations qu'ils avoient faites de ne plus payer au-delà du second mois, qui étant de six semaines chacun, sinissoit le 24 de Mars.

La Province de Frise ne prenoit auune résolution touchant l'état de guerre, & attendoit ce que seroit la

Province de Hollande.

Les Etats de Hollande se séparerent 8 Mars uprès une longue séance, dans la-1685.

quelle il ne fut rien conclu. Le Penfionnaire Fagel n'osa faire prendre une résolution à la pluralité des voix, ayant quatre des plus grandes Villes contre lui; savoir, Dort, Delft, Leyde, & Amsterdam; il fut bien aise de différer jusqu'à la premiere Assemblée, qui se devoit tenir le 15 du mois, pour voir s'il ne pourroit point encore gagner quelques Villes, ou s'il n'arriveroit point quelque chose au-dehors qui obligeat les Etats à conserver leurs Troupes: mais pour ce qui est du premier cas, Messieurs d'Amsterdam y avoient pourvû; car le Pensionnaire de leur Ville avoit déclaré le 3 Mars, que quand ils demeureroient seuls de leur avis, & que toutes les autres Villes les abandonneroient; ils fermeroient leur bourse, & ne payeroient plus les Troupes qu'à proportion de ce qu'ils en vouloient maintenir, quand les deux premiers mois de l'état de guerre seroient expirés.

Le Prince d'Orange fit nommer des Ambassadeurs qui lui étoient dévoués DE M. LE COMTE D'AVAUX. 287

pour aller en Angleterre; tout ce que purent faire Messieurs d'Amsterdam, fut de faire ordonner qu'ils n'y se-

roient que deux mois.

Je fus averti par un Domestique François, qui étoit à M. d'Odick, & qui alla pour lui parler lorsqu'il étoit avec le Prince d'Orange, qu'il en-tendit lire, étant à la porte de ce Prince, un écrit qui contenoit, qu'il étoit au désespoir d'avoir déplû à Sa Majesté Britannique; que la consti-tution des affaires l'avoit engagé mal-gré lui à tenir cette conduite, qu'il avoit crû être la plus propre pour détruire les desseins de Sa Majesté, qu'il en demandoit pardon, & promettoit de se régler à l'avenir de la maniere qu'il plairoit au Roi d'Angleterre. Il le flatoit ensuite sur sa grande générosité, & sur sa fermeté, & lui discit qu'il espéroit, qu'ayant les sentimens si nobles & si généreux, il ne jugeroit pas mal de ceux du Prince d'Orange, & qu'il seroit persuadé que ce n'étoit point par aucun intérêt qu'il lui parloit à présent de la sorte; qu'il ne lui demandoit aucun avantage particulier; qu'il ne vouloit seulement que l'honneur de ses bonnes graces. Qu'il espéroit qu'un aussi grand Roi que lui ne soussirie pas qu'un Prince qui avoit eu l'honneur d'épouser sa fille aînée, continuât à être balotté par le Roi de France; & que quand même Sa Majesté Britannique voudroit attendre encore quelque tems, pour voir qu'elle seroit la conduite du Prince d'Orange, au moins elle voudroit bien lui donner des marques de sa bonne volonté, asin qu'il ne sût plus en but à ses ennemis.

Il offroit dans cet écrit, au Roi d'Angleterre, de faire tout ce qu'il lui commanderoit pour ses intérêts; & il faisoit quatre ou cinq propositions différentes, dont l'une étoit de travailler auprès des Etats Généraux pour les unir étroitement avec l'An-

gleterre.

Autant que cet homme en peut comprendre, cette instruction devoit être envoyée à un Anglois, qui l'examineroit, pour savoir son sentiment.

Le

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 289 Le Sieur Dickfeld étoit chargé de la

conduite de cette affaire, qui n'avoit d'autre but que d'endormir le Roi d'Angleterre, en quoi on a fort bien

réussi.

Le Comte de Waldeck alla à Amflerdam, pour leur faire voir la nécessité qu'il y avoit de maintenir leur état de guerre. D'un autre côté le Prince d'Orange tâchoit, pour s'accréditer en Hollande, de faire accroire au public qu'il étoit parfaitement bien avec le Roi d'Angleterre, & que Sa Majesté Britannique ne conserveroit pas long-tems une bonne intelligence avec Sa Majesté. Il sit mettre l'article suivant dans la Gazette Flamande.

On a ici nouvelle qu'on a refusé l'Audience à l'Ambassadeur de France, à la Cour d'Angleterre, jusqu'à ce que les Vaisseaux Anglois, emmenés par les François, sous prétexte qu'ils étoient chargés de marchandises de Genes, ayent été relâchés.

fes de Genes, ayent été relâchés.

D'un autre côté, il tâchoit d'augmenter le déplaisir que l'on avoit en

Tome IV. \* T

Hollande de l'état des affaires de la Religion en France. Il fit exagérer la démolition des Temples de la Rochelle, de Saumur, & de Roiien. Outre cela, il y eut des Calvinistes zélés, qui furent alarmés d'euxmêmes de l'aveu public que Sa Majesté Britannique avoit fait de sa Religion. Ils s'imaginoient que cela ne s'étoit pas fait sans la participation de Sa Majesté, & sans un concert pour la destruction de leur Religion.

Cependant le Prince d'Orange jufques-là n'avoit pû ébranler Messieurs d'Amsterdam; la seule chose qui leur eût fait quelque impression, & qui en avoit chagriné en esset quelques-uns, étoit ce que leurs Ministres leur avoient dit de Saumur & des autres Temples de leur Religion en France. J'évitois de leur parler de cette matiere-là, & je me contentois de leur dire en général, que les choses n'étoient point comme on le leur faisoit

accroire.

On me donna en ce tems-là avis

que M. de Montmouth étoit à Amfterdam, & je sûs qu'il étoit venu faire un tour aux environs de la Haye; & je sus persuadé, aussi-bien que l'Envoyé d'Angleterre, qu'il avoit vû M. le Prince d'Orange en fecret, ce Prince ayant été deux sois tout seul, sans aucune suite, telle qu'elle pût être, à une maison qu'il a à trois lieues de la Haye.

Les Rebelles d'Angleterre, qui étoient épars dans beaucoup de Villes de Hollande, & dans le Duché de Cleves, s'étoient rassemblés depuis environ deux mois à Utrecht, sous la protection de M. Dickfeld. Le jour qu'ils apprirent la mort du feu Roi d'Angleterre, ils firent des festins & de grandes débauches, en réjouissance de cette nouvelle. Cette protection des Anglois rebelles, donnée à Utrecht, ne peut être un bon préparatif pour faire bien recevoir le Sieur Dickfeld par Sa Majesté Britannique.

Quoique je ne doutasse point que M. de Barillon ne sût informé de ce

qui s'étoit passé dans l'Audience par ticuliere que le Sieur d'Overkerke eut du Roi d'Angleterre; je ne laisfai pas d'en rendre compte à Sa Majesté. Le Prince d'Orange s'étant remis par sa Lettre pleine de soûmismissions, à ce que le Sieur d'Overkerke diroit de bouche, celui-ci offrit la carte blanche au Roi d'Angleterre, qui le prit au mot, & lui déclara qu'il demandoit trois choses au Prince d'Orange; qu'il abandonnât absolument M. de Montmouth, & qu'il ne gardât aucun commerce, quel qu'il pût être, avec lui; qu'il cassat tous les Officiers Anglois dans le corps de Troupes que les Etats Généraux entretenoient, que le Roi d'Angleterre lui indiqueroit; & qu'il entrât dans tous les sentimens & dans toutes les vûes du Roi d'Angleterre, sur les engagemens qu'il voudroit prendre pour le bien de ses Etats avec ses voisins. Il est hors de doute que le Prince d'Orange exécutera volontiers ces deux premiers points, dans l'espérance de pouvoir éluder le troisieme.

# DE M. LE COMTE D'AVAUX. 293

Le Sieur Wittsen, en m'apportant le mémoire, me parla du Vaisseau la Marie, & me pria en même tems de me charger d'une très-humble priere des Bourguemestres d'Amsterdam au Roi, pour un Hollandois Protestant qui avoit demeuré quelques années à Rouen, & qui demandoit un passeport pour pouvoir sortir lui & sa famille avec ses effets.

Tant de personnes attachées au Prince d'Orange sont allées à Amster-1685. dam; qu'il est aisé de voir que l'on tâche de profiter de la présente conjoncture pour porter cette Ville à donner d'autres instructions à ses Députés, lorsqu'ils viendront le 13 Mars à l'Assemblée de Hollande ; outre le Comte de Waldeck, & le Résident de l'Empereur, deux Députés aux Etats Généraux, qui ont quelques habitudes à Amsterdam, y sont allés. M. Damerongue s'y est aussi rendu, sous prétexte d'un différend qu'a M. l'Electeur de Brandebourg pour un Vaisseau. On m'a dit qu'il veut persuader Messieurs d'Amster-T iii

9 Mars

dam d'entrer dans l'alliance que M. l'Electeur de Brandebourg propose. J'ai appris qu'il a dit aux Etats Généraux que l'Electeur de Brandebourg les exhortoit à conserver leurs Troupes, & à ne s'en point désaire dans un tems où tout est encore incertain.

Le Prince d'Orange a montré à M. Wittsen la Lettre de Sa Majesté Britannique. Messieurs d'Amsterdam sont dans une appréhension extraordinaire que ce Prince ne se remette bien avec le Roi d'Angleterre. Ils ont même quelque inquiétude que Sa Majesté Britannique, en se raccommodant avec le Prince d'Orange, ne le remette dans l'honneur des bonnes graces de Votre Majesté; ensin, par tout ce que j'apprens d'eux, je vois qu'ils sont sort en peine, & un peu consternés; je les rassûre autant que je puis.

J'ai découvert aujourd'hui que l'on travaille à raccommoder le Prince d'Orange & le Prince de Nassau. Le Ministre Vandervaye, qui a été si opposé à cette réunion, est depuis

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 295 deux jours fort en secret à la Haye. Le moyen qu'on a pris pour faire agir cet homme, vient de ce qui se passe en France au sujet de la Religion prétendue Résormée; on en parle ici plus qu'on n'a jamais fait, & le Prince d'Orange s'en est servi assez utilement en Frise, à ce qu'il me paroît, ceux de cette Province là étant fort zélés pour leur Religion; on a commencé à en voir des effets, lorsqu'ils n'ont pas voulu prendre de résolution touchant la réforme des Troupes, & qu'ils ont voulu attendre celle de la Province de Hollande.

C'est le Comte de Waldeck qui a Ta Mars conduit toute l'intrigue pour l'ac-1685, commodement du Prince d'Orange avec le Prince de Nassau. Il a fait remontrer, depuis plus d'un mois, au Prince de Nassau, toutes les raisons qui pouvoient l'obliger à se raccommoder avec le Prince d'Orange, soit pour son intérêt particulier, soit pour l'avantage de la République; & enfin, il l'a si fort sollicité d'envoyes

quelqu'un à la Haye, que ce Prince n'a pas crû pouvoir s'exempter de donner ordre au Ministre Vandervaye & au Sieur Arsolt, de venir écouter les propositions que le Comte de Waldeck auroit à leur faire.

Le Ministre Vandervaye a été en passant rendre compte de tout ceci à Messieurs d'Amsterdam, qui n'ont pas jugé à propos de s'y opposer. Comme il étoit en conférence làdessus avec le Comte de Waldeck, sa femme est retombée malade; il l'est

allé retrouver en Frise.

Il n'y a pas lieu de douter que le Prince d'Orange n'ait fait faire ces avances au Prince de Nassau, pour empêcher que la Province de Frise ne prît résolution de faire une résorme de Troupes, conformément à l'avis de Messieurs d'Amsterdam. J'ai fait remarquer par un de mes amis qui a parlé à Vandervaye, que c'est la quatrieme fois que le Prince d'Orange a fait de belles propositions au Prince de Nassau, lorsqu'il a besoin de lu, sans que jamais cela ait

abouti à rien quand l'occasion est passée, & il est aisé de voir que le Comte de Waldeck ne s'est excusé de n'être pas assez bien instruit que pour traîner les choses en longueur, & empêcher que le Prince de Nassau, dans l'espérance de son raccommodement avec le Prince d'Orange, ne presse la Province de Frise de former la résolution sur la résorme des Troupes.

Le Comte de Waldeck n'a pas moins envie de remettre la bonne intelligence entre le Prince d'Orange & Messieurs d'Amsterdam; c'est à ce que j'ai appris, le principal sujet de

son voyage en cette Ville-là.

Le Pensionnaire Fagel a témoigné une extrème joie lorsque le Sieur Dalonne est arrivé d'Angleterre. Il a dit le lendemain aux Etats Généraux, que l'accommodement alloit être fait entre Sa Majesté Britannique & le Prince d'Orange.

Le Sieur Dickfeld a fait dire depuis trois jours aux Rebelles d'Angleterre, qui étoient réfugiés à Utrecht,

de se retirer le plus doucement & le plus secretement qu'il leur seroit possible.

Le Ministre Vandervaye a assuré la personne qui lui a parlé de ma part, que le Comte d'Argile est venu en ce pays-ci dès le vivant du seu Roi d'Angleterre. Il y a grande apparence qu'il venoit concerter avec M. de Montmouth & avec le Prince d'Orange, ce qu'ils avoient à faire, & j'ai sû aujourd'hui que le Comte d'Argile a joint M. le Duc de Montmouth à Rotterdam, lorsque celuicity est allé quatre jours après la nouvelle de la mort du Roi d'Angleterre. On vit bientôt après les suites de ces entrevûcs.

Les Ministres Prédicans s'emporterent hier dans tous leurs Prêches, avec beaucoup de véhémence, sur l'état de leur Religion en France; on veut par ces sortes de moyens animer le peuple, & cela va si loin, que le Résident de Munster m'est venu parler pour voir si je n'y pourrois pas mettre quelqu'ordre: mais il est convenu avec moi, non-seulement que je n'en dois point parler aux Etats, mais même que plus je témoignerois par des discours particuliers que cela me fait de la peine, plus les Ministres redoubleroient leurs déclamations; car ils agissent par les ordres du Prince d'Orange, & ne reconnoissent d'autres Souverains que les Etats de la Province de Hollande, qui ne s'en mêleront pas contre l'avis de ce Prince & du Pensionnaire Fagel.

J'ai appris de très-bonne part que le Comte de Waldeck est revenu 1685. d'Amsterdam, sans avoir rien pû obtenir de cette Ville là, ni pour un accommodement avec le Prince d'Orange, ni pour l'entretenement de l'état de guerre sur le pié où il est. Ils se sont même moqués de lui, & lui ont demandé s'il croyoit faire grand peur au Roi avec deux ou trois mille hommes de plus. Leurs Députés sont revenus ici, avec les mêmes ordres qu'ils ont eus ci-devant, & la Ville d'Amsterdam persiste à ne vouloir plus payer l'état de guerre passé le 24

15 Mars

de ce mois. Le Bourguemestre Heurde, & les autres Bourguemestres-Régens n'ont pas voulu voir le Comte de Waldeck. Ses amis voudroient fort qu'il ne se sût pas commis si mal

à propos.

On m'a donné en même tems avis qu'une des principales raisons dont le Comte de Waldeck, & les autres créatures du Prince d'Orange, qui ont été ces jours passés à Amsterdam, se sont servis pour induire cette Ville là à conserver l'état de guerre sur le pié où il est, a été, qu'ils savent fort bien, que non-seulement il y a une union fort étroite entre Votre Majesté & le Roi d'Angleterre, mais encore qu'il doit se faire une alliance plus particuliere, & qu'après la déclaration & la profession publique que Sa Majesté Britannique à faite de la Religion Catholique, ils voyent évidemment qu'une nouvelle alliance entre Votre Majesté & le Roi d'Angleterre, est nécessaire à ce dernier, (ils raisonnoient juste; mais Sa Majesté Britannique ne l'a point voulu faire,

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 301

& que cette alliance ne tendra qu'à la ruine de la Religion Protestante; de forte que ce seroit une imprudence à Messieurs les Etats, de songer à diminuer leurs Troupes dans une st

dangereuse conjoncture.

J'ai été informé par Messieurs d'Amsterdam, que leur réponse a été que les Etats seroient bien malheureux s'ils étoient obligés de demeurer toùjours armés pour de simples soupçons & pour des conjectures, où l'on ne voit pas beaucoup d'apparence; que pour environ trois mille hommes effectifs de plus que n'est le nouvel état de guerre que Messieurs d'Amsterdam ont proposé, les Etats Généraux ne seroient pas plus en pouvoir de rélister aux grandes forces de Votre Majesté, qui peut les accabler quand il lui plaira, en quelque posture qu'ils se mettent. Que s'ils sont en effet menacés, ainsi qu'on vouloit le leur persuader, ils trouvoient qu'ils étoient d'autant plus obligés d'embrasser les moyens de faire un bon ménage, & de fonger au rétablisse-

ment des forces maritimes, qui étoient seules capables de les sauver dans les plus grands dangers; que cependant ils étoient persuadés que c'étoit l'intérêt de Votre Majesté de conserver plûtôt la République de Hollande, que de la détruire.

La Ville de Dort persista pareillement en ses premieres résolutions, & ordonna à ses Députés de demander la cassation de dix mille hommes.

La Ville de Dort étoit en grande agitation pour l'élection des Bourguemestres, parce qu'on devoit voir ce jour-là quel parti prévaudroit, ou de celui du Prince d'Orange, ou de celui qui lui étoit contraire.

Le Sieur Vandervaye revint à la Haye, & le Sieur Dalonne repartit

pour l'Angleterre.

M. Citters manda que l'accommodement entre le Roi d'Angleterre & le Prince d'Orange, pouvoit se compMars ter comme fait. Messieurs d'Amster-

dam n'en font pas fans inquiétude; ils jugent que le Prince d'Orange, dans l'embarras où il se trouve, sera forcé d'accorder tout ce que le Roi d'Angleterre désire de lui pour rentrer dans ses bonnes graces; & qu'après cette réconciliation Votre Majesté, qui est en parsaite intelligence avec Sa Majesté Britannique, voudra bien avoir des complaisances pour le Prince d'Orange, dont ils craignent extrèmement les suites.

M. Dickfeld, qui vouloit détruire 16 Mars ces préventions, est allé débiter à 1685. Amsterdam les mêmes choses que le Ministre Desmarets a répandues ici, du prétendu mécontentement que le Roi d'Angleterre a de la France. Ces impostures, toutes grossieres qu'elles sont, ne laissent pas de saire quelque impression. Votre Majesté sait que dans une République, tous les esprits ne sont pas capables de péné-trer bien avant dans les choses: c'est pour cela que l'on répand ici tant d'écrits, lorsqu'il s'agit de quelque affaire importante; on a même recours aux Gazettes, parce que tout le peuple les lit. Le Pensionnaire Fagel a fait mettre dans la derniere, que

le Roi d'Angleterre avoit témoigné à M. Citters qu'il embrasseroit toûjours les intérêts de l'Etat, & qu'il ne se contenteroit pas de maintenir la bonne intelligence qui étoit entre le seu Roi son frere & les Etats; mais encore qu'il seroit bien aise de faire de nouvelles & de plus sortes liaisons avec cux.

M. Dickfeld mene avec lui en Angleterre un Ministre d'Utrecht, nommé Vicius; c'est le plus habile & le plus savant de tout ce pays, & il est outre cela fort accort & fort infinuant. Il y en a peu qui soient plus capables que lui d'exciter quelque mouvement en Angleterre. Je sai qu'on le mene en partie pour conférer avec les Ministres de l'Eglise Anglicane; mais principalement pour parler aux Ministres Prédicans, pour fonder quels font leurs fentimens dans la conjoncture présențe, & surtout pour les assûrer de la fermeté inébranlable du Prince d'Orange pour la Religion Calviniste: ce que l'on croit d'autant plus nécessaire à cette

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 305 cette heure, que quelques-uns des Protestans d'Angleterre, réfugiés en ce pays, ne sont pas persuadés que M. le Duc de Montmouth soit serme dans sa Religion; en effet, j'ai été informé aujourd'hui par un assez bon endroit, que la plûpart des factieux Anglois qui sont en ce pays-ci, ne sont pas satisfaits de M. le Duc de Montmouth, & qu'il n'y en a eu qu'un d'eux qui l'ait été voir lorsqu'il a passé par Utrecht, où les chess de ces mécontens, comme Papillon, & celui qui a été Maire de Londres, avec deux ou trois autres, sont encore à cette heure; ainsi on n'en a pas fait retirer les principaux.

Le Prince d'Orange a fait encore de nouveaux efforts pour ébranler la 1685, fermeté de Messeurs d'Amsterdam: il leur a fait donner des avis sous main qu'il étoit raccommodé avec le Roi d'Angleterre; & pour les confirmer dans cette opinion, il cassa les Ossiciers Anglois qu'il avoit fait venir de leurs Garnisons, & s'expliqua en même tems qu'il ne rempliroit leurs pla-

19 Mars

Tome IV.

ces que par les Officiers que le Roi d'Angleterre voudroit lui nommer. Messieurs d'Amsterdam ont en même tems reçû des Lettres d'Angleterre qui portoient les mêmes choses que le Ministre Desmarets & les Créatures du Prince d'Orange ont déja publiées ici. Tout cela a fait croire à Messieurs d'Amsterdam que l'accommodement du Roi d'Angleterre avec le Prince d'Orange est fait; d'ailleurs on les allarme par la nouvelle qu'on débite à cette heure, que Votre Majesté fait secretement équiper dans ses Ports une Flote très-considérable pour croiser dans la Manche. Cependant ils n'ont pas changé pour celà de sen-timens ni de conduite; ils en donnerent des preuves affez fortes le 17 au matin. Le Prince d'Orange croyoit les avoir intimidés, de sorte que le Pensionnaire Fagel entreprit de faire résoudre dans l'Assemblée de Hollande, à la pluralité des voix, la continuation de l'état de guerre sur le pié où il est. Messieurs d'Amsterdam s'y opposerent fortement; ils représen-

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 307 terent que c'étoit une chose qui ne pouvoit être conclue que d'un consentement unanime, & déclarerent que quoi que l'on fît, leur Ville ne fourniroit plus que son contingent de l'état de guerre sur le pié de vingtneuf mille hommes. Quelqu'un des Députés les plus zélés voulut parler contre l'avis d'Amsterdam; mais le Bourguemestre Borsvanuaure l'entreprit avec des termes si forts, qu'il le contraignit de se taire. Enfin, après beaucoup de contestations, qui allerent si loin que le Pensionnaire Fagel voulut sortir de l'Assemblée, ce Pensionnaire n'eut d'autre ressource que de faire déclarer par le corps des No-bles, qu'ils ne con entiroient plus dorénavant à la continuation du droit de Verponding: mais Messieurs d'Amsterdam ne se désisterent pas pour cela ; ils réitérerent au contraire la déclaration qu'ils venoient de faire, de sorte que l'Assemblée se sépara dans une confusion dont il y a peu d'exemples.

Le droit qu'on appelle ici de Ver-

ponding, est proprement une taille réelle; car n'y ayant point d'autres tailles dans le pays, les maisons & les arpens de terres, tant des Nobles que des Roturiers, sont taxés à un certain prix; & les deniers qui proviennent du Verponding, servent à payer l'intérêt des dettes de la Province, qui montent à sept millions par an; ainsi Messieurs d'Amsterdam ne sont pas fort en peine de la menace des Nobles; elle est chimérique, car l'éxécution ne dépend pas d'eux, & les Villes n'ont garde de souffrir que l'Etat tombe dans le désordre où il seroit réduit s'il discontinuoit de payer une partie des arrérages.

On tâche aussi de chagriner Messieurs d'Amsterdam contre la France, sur les affaires de la Religion. Les Ministres recommencerent hier avec beaucoup d'emportement leurs déclamations sur cette matiere là. Ces sortes de choses sont beaucoup d'effet parmi le peuple, & ont fait même de l'impression sur l'esprit de quelques personnes du Gouvernement: mais,

Sire, si Votre Majesté jugeoit qu'il fût du bien de son service de sa-voriser le commerce des Marchands d'Amsterdam dans les occasions particulieres, cela effaceroit bien les impressions que les Ministres leur veulent donner, car je les crois bien plus sensibles sur l'intérêt de leur négoce, que sur celui de la Religion.

Il s'en présente aujourd'hui une occasion, au sujet de quelques Vaisfeaux qui ont été emmenés à Marfeille & à Toulon. Messieurs d'Amsterdam se plaignirent il y a environ quinze jours, aux Etats Généraux, de ce qu'on avoit mené à Marseille deux de leurs Vaisseaux. Les Etats Généraux résolurent de m'envoyer des Députés, & d'en écrire à M. de Starembourg; cependant les Etats ne me sont point venus parler, parce que les Députés qui sont au Prince d'Orange ont toûjours trouvé des prétextes pour éviter de me faire des instances sur une affaire qui regarde Messieurs d'Amsterdam : c'est pourquoi les Députés de cette Ville là me

Viij

font venus trouver ce matin, & m'ont prié de vouloir bien représenter à Votre Majesté le dommage que souffre en particulier leur Ville, des Vaisseaux qui ont été menés à Tou-lon & à Marseille. Ils m'ont dit, qu'outre les Vaisseaux qui ont été conduits à Toulon, & dont M. de Starembourg a eu ordre de faire des instances auprès de Votre Majesté, ils avoient eu nouvelle avant-hier qu'un Vaisseau nommé le Simon, chargé de mats & de cordages destinés pour Venise, avoit été mené à Toulon, sous prétexte que sa Char-ge étoit pour Genes; mais que l'on pouvoit aisément justifier le contraire par les connoissemens. Ils m'ont, ensuite réitéré leurs instances pour le Vaisseau la Sainte Marie, dont je mefuis donné l'honneur d'écrire à Votre Majesté, & de lui en envoyer les pieces justificatives il y a déja quelque tems. La Députation que Messieurs d'Amsterdam m'ont faite aujourd'hui d'un de leurs Bourguemestres-Régens, avec trois autres de leurs prin-

## DE M. LE COMTE D'AVAUX. 311

cipaux Membres, fait voir qu'ils prennent un très-grand intérêt en ces affaires du commerce; aussi rien ne les accrédite plus parmi leurs Bourgeois que la protection que leurs bons offices leur acquierent; & Messieurs d'Amsterdam s'intéressent à cette heure d'autant plus en ces restitutions, que les Nobles, dans l'écrit qu'ils ont fait entr'eux, & dont je me suis donné l'honneur d'envoyer copie à Votre Majesté, semblent avoir affecté de les insulter sur le peu de difficulté qu'on fait d'arrêter leurs Vaisseaux, & de troubler leur commerce. Il est surprenant qu'après ces remontrances on ne leur donne aucune satisfaction.

Sire, depuis cette Lettre écrite; j'ai appris que Messieurs d'Amsterdam sont sort embarrassés du resus que font les autres Villes de contribuer au rétablissement de la Marine. Ils appréhendent que les Vaisseaux de Votre Majesté, qui seront ce Printems dans la Manche, ne troublent leur commerce. Si Votre Majesté juz

Viiij

ge qu'Elle leur doive faire rendre quelque justice sur les trois Vaisseaux menés à Toulon, dont ils se plaignent; cela serviroit, sans doute, beaucoup à leur faire voir qu'ils n'ont pas besoin de Flotte pour maintenir leur commerce, & que l'équité, ou plûtôt la bonne volonté de Votre Majesté pour leur Ville, leur sera un plus sort garand que toutes leurs forces maritimes ne leur pourroient être.

22 Mars

Le Prince d'Orange témoigna une extrème joie après qu'il eut lû les Lettres d'Angleterre, du 16, qui lui donnoient part de ce qui s'étoit passé après l'arrivée du Sieur Dalonne à Londres. M. Citters a écrit par le même ordinaire, que le Roi d'Angleterre n'est pas disposé à entretenir une bonne correspondance avec Votre Majesté; il a exagéré pour cet esset les moindres particularités qui se tont passées à l'Audience de M. le Maréchal de l'Orge. Il a mandé que ce Maréchal avoit été surpris & sânché de ce que le Roi d'Angleterre l'avoit reçû assis, & d'une maniere sort

feche; qu'il en avoit témoigné quelque chose aux Ministres d'Etat, à qui il avoit fait connoître que le seu Roi d'Angleterre n'en avoit jamais usé de cette maniere à l'égard des Envoyés de Votre Majesté; & que ses Ministres lui avoient répondu que Votre Majesté ayant traité de cette sorte Mylord Churchil, le Roi d'Angleterre avoit voulu en user de même avec le Maréchal de l'Orge. Il a ajoûté beaucoup d'autres circonstances qui ne sont pas plus considérables, mais qui sont voir le dessein du Prince d'Orange & de ses amis.

Le Comte de Thun, & quelqu'autres personnes d'Angleterre, ont aussi mandé qu'on alloit envoyer incessamment les ordres au Sieur Chudley de retourner en Angleterre, ce que l'on n'a pas voulu faire jusou'à cette heure sans que son successeur sût arrivé à la Haye. La raison qu'on apporte de ce changement vient de ce que le Roi d'Angleterre, étant satisfait du Prince d'Orange, ne veut pas que Chudley demeure plus long-tems à

la Haye, & que Skelton aura ordre de le voir, & de rétablir avec lui la même correspondance qui a été au-

paravant.

Je suis toûjours également persuadé, Sire, que M. le Prince d'Orange éludera l'article qui regarde Votre Majesté dans l'accommodement qui lui a été proposé par le Roi d'Angleterre; & que cependant il tirera de grands avantages des marques d'amitié qu'il espere que le Roi d'Angleterre lui donnera, après que Sa Majesté Britannique aura vû qu'il se fera soûmis à l'égard des deux autres points, bien qu'on puisse dire qu'il n'exécute pas de bonne foi, même à l'égard de ce deuxieme point, ce qu'il a promis à Sa Majesté Britannique. Il est vrai qu'il a cassé les Officiers Anglois qui étoient désagréables au Roi d'Angleterre, & qu'il a dit qu'il ne rempliroit leurs places que des Officiers que Sa Majesté Bri-tannique lui prescriroit: mais ce qui paroît une grande déférence, ( c'està-dire que le Roi d'Angleterre nom-

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 315 me d'autres Officiers, ) n'est en esset qu'une ruse, car il espere que le Roi d'Angleterre, touché de sa prompte obéissance, lui permettra de rétablir ces mêmes Officiers. Le Comte de Waldeck l'a assez témoigné au Sieur Chudley, & lui a dit que l'on avoit donné une grande mortification au Prince d'Orange de l'avoir obligé de casser des Officiers qui n'avoient d'autre crime que celui de lui avoir obéi. Que le Prince d'Orange espéroit que Sa Majesté Britannique considéreroit que ces Officiers n'avoient pû se dispenser de suivre les ordres de leur Général; que même elle les en estimeroit davantage, & qu'elle ne voudroit pas qu'ils demeurassent plus long-tems privés de leur emploi. Le Sieur Chudley m'a dit que le Prince d'Orange a parlé à tous ces Officiers séparément, & qu'il leur a promis d'employer tous ses offices, & même d'écrire de sa propre main au Roi d'Angleterre, pour les faire remettre dans leurs Charges; & on se tient assûré qu'ils seront rétablis, tant on est

préoccupé d'une parfaite réunion en tre le Roi d'Angleterre & le Prince

d'Orange.

Le Comte de Waldeck a dit dans ce même entretien au Sieur Chudley, que le Prince d'Orange se soûmettroit aveuglément à tout ce que le Roi d'Angleterre souhaiteroit de lui, excepté sur le fait de la Religion, & sur ce qui regardoit les intérêts des Etats Généraux. Il ne saut qu'une de ces deux réserves là pour donner prétexte au Prince d'Orange de resuser demandera de lui.

Le Prince d'Orange en use encore de plus mauvaise soi, sur ce qu'il a promis de n'avoir plus aucun commerce avec M. le Duc de Montmouth; car on a découvert que, depuis qu'il a fait cette promesse, M. de Montmouth a été quatre jours à Dort, & a envoyé ici un Page, qui a parlé à M. Benting, à qui il a donné une Lettre, & s'en est retourné la nuit, après en avoir reçû la réponse. Les Etats de Hollande surent assem-

be M. LE COMTE D'AVAUX. 317 blés le 21 de Mars; on y disputa sur l'état de guerre, avec toute l'animosité & toute l'aigreur possible. Le Pensionnaire Fagel voulut gourmander Messieurs d'Amsterdam: mais Hop, Pensionnaire d'Amsterdam, sans s'emporter, l'entreprit de telle sorte, & lui dit des choses si sortes, que les larmes vinrent aux yeux dudit Fagel, qui dit qu'il aimoit mieux sortir de l'Assemblée que d'y être traité si indignement. Ils se séparerent à deux heures & demie sonnées, sans avoir rien conclu; la petite Ville de Munikendam se déclara pour Amsterdam.

Il ne m'est pas possible de représenter à Votre Majesté, les ruses, les menteries, & même les menaces, que le Prince d'Orange & le Pensionnaire Fagel ont mis en usage ces jours-ci pour ébranler la fermeté de Messieurs d'Amsterdam. Toutes sortes de gens se sont employés auprès d'eux, soit pour les induire par des raisonnemens, soit pour les intimider par de faux ayis; & le Prince

d'Orange n'a pas fait plus d'efforts pour obliger les Etats à faire la levée de seize mille hommes qu'il en vient de faire, pour empêcher la cassation. Aussi rien ne lui peut arriver de plus sensible, ni qui intéresse plus son honneur dans les pays étrangers. Car si les Etats ont resusé la levée, on a pû croire que ce n'étoit point qu'ils manquassent pour cela de considération pour le Prince d'Orange, mais seulement parce qu'ils ne vouloient point de guerre: mais à cette heure il paroît assez qu'ils ne font cette réforme que pour diminuer son autorité, & pour le mortisser.

Le Ministre Vandervaye a recommencé, malgré les remontrances de Messieurs d'Amsterdam, d'écouter des propositions d'accommodement que le Comte de Waldeck lui a faites, & l'on croit que les choses sont si avancées, que l'on n'attend plus que le consentement du Prince de Nasfau. Le Sieur Arsolt partit avant-hier pour le lui aller demander, & Vandervaye est demeuré à la Haye. Messieurs d'Amsterdam sont fort fâchés de ce raccommodement; & s'il est vrai qu'il soit fait, ils ne pourront plus compter si sûrement sur la Province de Frise. Je ne sai quel esset cela fera auprès d'eux dans la suite: mais cela ne les a point ébranlés pour ce qui est de l'état de guerre, malgré toutes les mauvaises nouvelles qu'ils ont reçûes en même tems; car ils apprirent avant-hier que le Prince d'Orange l'avoit emporté d'une voix contre Muys, dans l'élection d'un des Bourguemestres de Dort; que ce Prince étoit raccommodé avec l'Angleterre, & qu'il étoit d'ac-

cord avec le Prince de Nassau.

Il est vrai que les affaires des Religionnaires de France ont donné du chagrin à quelques particuliers d'Amsterdam: mais elles n'ont pas fait encore assez d'impression sur l'esprit en général de ceux du Gouvernement de cette Ville là, pour les avoir fait changer de conduite. Je suis toute-fois obligé de dire à Votre Majesté, que les Ministres Prédicans, & les re-

lations qu'on envoye de France, les aigrissent si fort, que je ne sai ce qui

en arrivera dans la suite.

Pour ce qui est de ceux de Frise, qui sont sort entêtés de leur Religion, cela a fait de fort mauvais esfets, non-seulement à l'égard du Ministre Vandervaye, auprès de qui M. le Comte de Waldeck s'est servi de ces moyens-là pour le porter à faire l'accommodement du Prince de Nassau, mais encore à l'égard de beaucoup d'autres personnes de la Régence de la Province, qui, poussés par les mêmes motifs, surent les premiers il y a trois ans à consentir au Traité d'association proposé par la Suede.

Il n'y a que les Ariminiens qui soient moins sensibles à ces sortes de choses, quoiqu'ils voulussent bien qu'elles allassent autrement, parce qu'ils voyent que cela aliene l'esprit de beaucoup d'autres bons Républiquains, qui autrement ne se détacheroient jamais des intérêts de Votre Majesté: mais ces Ariminiens poufsent

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 32k fent leurs raisonnemens encore plus loin que les autres, & envitagent ce qui arriveroit s'il venoit faute du Roi d'Angleterre. Ce qui leur a donné lieu de faire la - dessus leurs réflexions, est le bruit qui se répandit ces jours passés, que Sa Majesté Britannique le trouvoit mal. Ils croyent que le Prince d'Orange parvenant à la Couronne d'Angleterre, proposeroir tout aussi-tôt une ligue aux Etats Généraux, pour soûtenir la Religion prétendue Réformée, & entreroit le premier en guerre contre Votre Majesté, & releveroit tellement le parti Protestant, qu'il mettroit les États Généraux dans la nécessité d'entrer dans tous ses desseins; de sorte que tous les bons Républicains, qui sont Ariminiens, se verroient inditpensablement obligés d'y souscrire, quoi que dans cette union ils vissent leur perte inévitable, & la ruine certaine du bon Gouvernement de la République; car s'ils vouloient s'y oppofer, ils passeroient ici pour les ennemis de la Religion du pays, & se-

roient déchirés par le peuple; & il est vrai que si ce malheur arrivoit au Roi d'Angleterre, & que les esprits se trouvassent alors dans la disposition où ils sont à présent, il s'en ensuivroit indubitablement ce que ces Messieurs prévoyent.

23 Mars

Le Pensionnaire Fagel, & Messieurs d'Amsterdam, eurent des disputes fort violentes Samedi dernier dans les Etats de Hollande; ils n'en eurent pas moins hier matin & aujourd'hui. Il a proposé plusieurs ex-pédiens, entr'autres de leur faire trouver la même épargne qu'ils cherchent dans la réduction de l'état de guerre à vingt-neuf mille hommes, en cassant plus de Cavalerie & moins d'Infanterie, & en réduisant au de-nier trois & demi les rentes sur la Province qui font au denier quatre, & plusieurs autres: mais Messieurs d'Amsterdam n'en accepterent aucun, & demeurerent toûjours fermes dans leurs sentimens.

Les contestations recommencerent plus violentes que jamais, entre le

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 323 Pensionnaire Fagel & Messieurs d'Amsterdam, dans l'Assemblée qui se tint le 24 de Mars. Il est à remarquer que dans ces deux ou trois der-nieres séances, il n'a pas été simplement question de régler l'état de guerre; mais que Messieurs d'Amsterdam ont remis sur le tapis la proposition qu'ils ont donnée il y a deux mois dans leurs Confidérations, & ont déclaré qu'ils n'envoyeroient plus au comptoir général l'argent des Troupes; mais qu'ils le délivreroient dans leur Ville aux Officiers de leur répartition, cela diminueroit plus à proportion l'autorité du Prince d'Orange, que ne feroit la réforme; aussi le Pensionnaire Fagel, & M. Benting, se sont emportés fortement là-dessus. Le premier déclara que si ceux d'Amsterdam n'envoyoient plus leur argent au Comptoir général, les Nobles ne souffriroient pas non plus que l'on portât à ce même Comptoir l'argent qui se leve sur le plat pays, & qu'ils se serviroient des moyens que Dieu & la nature leur avoient 324 NEGOCIATIONS mis en main. Borsvanuaure reprit ces dernieres paroles du Pensionnaire Fagel, & le somma de déclarer ce qu'il prétendoit dire, que les Nobles se serviroient des moyens que Dieu & la nature leur ont mis en main; & le Pensionnaire Fagel étant si transporté de colere, qu'il ne pouvoit presque parler, Borsvanuaure lui dit que le plat pays ne dépendoit pas plus des Nobles que des Magistrats des Villes, & qu'il y avoit dans Amster-dam des gens plus Nobles, & qui contribuoient plus à l'Etat, & par leur argent, & par leur conseil, que les sept Nobles qui étoient là présens. Il ajoûta que quand on disoit qu'on se serviroit des moyens que Dieu & la nature ont mis en main, cela vouloit dire qu'on se serviroit des voies de fait. Que si les Nobles le faisoient,

Messieurs d'Amsterdam avoient des bras & des mains qui sauroient bien se faire sentir. Ensuite ayant consulté les autres Députés d'Amsterdam, ( comme ils le peuvent faire sans sor-

tir de leur place, ) il somma le Pen-

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 325 sionnaire Fagel, au nom de Messieurs d'Amsterdam, de déclarer ce qu'il avoit voulu dire lorsqu'il avoit déclaré que les Nobles se serviroient des moyens que Dieu & la nature leur avoient mis en main. Le Penfionnaire Fagel demeura toûjours fort interdit. Benting, qui étoit à son côté, lui dit de répondre à Messieurs d'Amsterdam qu'ils entendissent ce mot là tout comme ils voudroient, & que s'ils avoient des bras & des mains, les Nobles en avoient aussi. Là-dessus un des Nobles prit la parole, pour appaiser ce désordre, & M. Benting, & le Pensionnaire Fagel, ne parlerent pas davantage.

Messieurs d'Amsterdam surent encore sortissés ce même jour, par une déclaration précise de ceux de Leyde. Cette Ville là avoit déja fait entendre à la vérité qu'il falloit une réduction: mais elle a envoyé dans cette derniere Assemblée son avis par écrit, consorme à celui de Messieurs d'Amsterdam; ainsi on compte à cette heure six Villes de même avis, des-

X 11j

quelles il y en a quatre qui sont des plus considérables; savoir, Dort, Delst, Leyde, & Amsterdam; les deux autres sont Encuse & Munikendam.

Cependant Messieurs d'Amsterdam partirent ce même jour 24, après dîné. Ils ne doivent revenir que ce soir, je ne sai encore pourquoi c'est; mais il court un bruit qu'ils continueront de payer l'état de guerre sur le pié où il est, pendant un mois. Ce qui les embarrasse le plus, c'est qu'ils appréhendent que s'ils emportent de haute lute la réforme, ils ne pourront obtenir des autres Villes que l'on donne de l'argent aux Amirautés pour rétablir les affaires de la Marine; elles sont en si mauvais ordre, qu'ils ne sont pas en état de maintenir leur commerce si quelque Prince, comme par exemple le Roi de Danemarck, vouloit le troubler. La protection qu'ils doivent à leurs sujets demande d'eux qu'ils y apportent quelque remede: mais par-dessus cela les avis du Prince d'Orange, & leurs propres confreres, les intimident

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 327 tous les jours, & leur font appréhender qu'ils recevront quelque déplaisir des Vaisseaux de Votre Majesté. Cette menace seroit contre toute sorte d'apparence, & sans fondement, si les Vaisseaux de Votre Majesté ne visitoient tous les jours les Vaisseaux de la République, & n'en enlevoient pas publiquement les marchandises, comme ils viennent de faire tout récemment à quelques Vaisseaux Hollandois, qui portoient des marchandises de Genes. C'est, Sire, ce qui me fait prendre la liberté de représenter à Votre Majesté, que si Elle jugeoit qu'il y eût quelque justice dans la très-humble priere que Messieurs d'Amsterdam ont souhaité que je sisse de leur part à Votre Majesté, le plûtôt que je pourrois leur donner satisfaction là-dessus seroit le mieux pour le service de Votre Majesté; & que moins ils auront de sujets d'inquiétude fur leurs Vaisseaux, moins ils seront pressés à s'engager dans de certaines chofes, qu'ils feront peut-être obligés de faire pour avoir le consentement

X iiij

des Villes qui sont au Prince d'Orange, sur le rétablissement de la Marine.

Les Etats Généraux m'ont envoyé ce matin les pieces qui regardent les dernieres plaintes qu'ils ont faites; c'est la même chose dont Messieurs d'Amsterdam m'avoient déja parlé; aussi, en cas que Votre Majesté leur faile quelque grace là-dessus, je rendrai réponse à Messieurs d'Amsterdam, avant que d'en rien dire aux Etats Généraux. J'envoye toutes les pieces à M. le Marquis de Seignelay. Ils se plaignent sur-tout d'un Vaisseau qui a été pillé & maltraîté à la Rade de Livourne le 5 de Février, sur ce qu'il n'avoit pas voulu aller à bord de M. du Queine, fur quoi ils ont allégué que ce Vaisseau n'avoit pas le Pavillon de France, & qu'ainsi ils ne le reconnoissoient pas pour un Vaisfeau Royal.

On ne parloit d'autre chose à la Haye que de la Lettre que le Roi d'Angleterre a écrite au Prince d'Orange après le retour du Sieur Dalonne, dans laquelle Sa Majesté Bris

tannique l'appelle son fils, l'assure qu'il le considérera toujours comme tel, & qu'il lui feroit avoir satisfaction, avec le tems, sur tout ce qu'on avoit sait contre lui en France; mais qu'il se donnât patience, & que cependant il ne se brouillât pas avec le Roi; qu'il regardoit la Princesse d'Orange comme sa fille aînée qu'il aime tendrement, & beaucoup d'autres expressions encore plus fortes & plus tendres.

Le Prince d'Orange a lui même montré cette Lettre à des premieres personnes de l'Etat: cela fait un trèsimauvais effet, car on en conclut, ou que le Roi d'Angleterre remettra le Prince dans l'honneur des bonnes graces de Votre Majesté, ou qu'ils demeureront étroitement unis ensemble; & ni l'un ni l'autre n'accommode ces Messieurs-ci. Votre Majesté voit par-là que le Prince d'Orange n'omet rien de tout ce qui peut servir à ses desseins, soit vrai, soit supposé; en quoi le Sieur Citters le sert fort bien par les nouvelles particulie-

res dont il remplit ses Lettres; c'ekt dans cette vûe qu'il a mandé que le Roi d'Angleterre a refusé un million que Votre Majesté lui a fait offrir.

29 Mars \$685.

Messieurs d'Amsterdam furent trèsfâchés de l'accommodement que le Ministre Vandervaye avoit signé entre le Prince d'Orange & le Prince de Nassau, & les Etats de Frise n'en furent pas moins mécontens. J'employe assez utilement quelques personnes de mes amis, & des plus considérables de l'Etat, auprès de Messieurs d'Amsterdam, pour leur faire comprendre la nécessité où ils sont de s'attacher entierement à Votre Majesté, & qu'ils doivent être d'autant plus portés à le faire, que le Roi d'Angleterre paroît disposé à recevoir le Prince d'Orange dans ses bonnes graces. Messieurs d'Amsterdam ont assez bien compris toutes les raisons qui leur ont été alléguées, dont je n'importunerai point Votre Majesté, pour avoir rejetté fortement la propolition que Van Buning leur a faite de se raccommoder avec le Prince

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 331 d'Orange. Cet homme, qui a toûjours des vûes contraires au bien de son pays, & au bon sens, s'est extrèmement réjoui d'apprendre que le Roi d'Angleterre & le Prince d'Orange étoient dans une bonne intelligence; car il le suppose de la sorte. Il a représenté à Messieurs d'Amsterdam qu'il ne tenoit plus qu'à eux de conferver la paix dans toute l'Europe, & de mettre leur commerce en sûreté, qu'ils pouvoient aisément procurer l'un & l'autre, si en oubliant leurs démêlés particuliers & domestiques, ils se raccommodoient avec le Prince d'Orange, qu'il n'y auroit après cela qu'à faire une étroite alliance avec l'Angleterre, qu'ils trouveroient as-fez d'autres Princes pour se joindre à eux, & qu'ils pouvoient s'assûrer de voir par ce moyen un parfait repos dans toute l'Europe, & une entiere fûreté dans leur navigation. Tous ces raisonnemens, & d'autres semblables, dont Van-Buning fatigue incefsamment les Bourguemestres d'Amsterdam, n'ont fait jusqu'à présent

aucune impression sur eux, on leur & fait comprendre au contraire que leur véritable intérêt les doit porter à prendre des mesures toutes opposées aux persuasions & aux conseils de Van-Buning; & je vois que les rai-sons qui ont été alléguées sur ce point à Messieurs d'Amsterdam, leur ont paru d'autant plus fortes, qu'ils ne peuvent soupçonner qu'elles leur soient insinuées de ma part; & de cette sorte les mêmes personnes que j'ai employées ont lieu de pouvoir plus efficacement travailler à faire entrer Messieurs d'Amsterdam dans une plus étroite correspondance moi, comme ils firent lorsqu'il s'agissoit de la levée de seize mille hommes, & de la conclusion de la Treve.

Les Députés d'Amsterdam étant revenus dans l'Assemblée de Hollande le 29 Mars, ils déclarerent que le 24 étant passé, ils ne payeroient plus l'état de guerre qu'à proportion de ce qu'ils vouloient bien conserver de Troupes; cela sit naître de grandes contestations: mais enfin les Députés des autres Villes voyant la fermeté de Messieurs d'Amsterdam, & que cette Ville fermoit ses Comptoirs, ils demanderent permission d'en aller informer leurs Supérieurs; ainsi l'Assemblée se sépara pour jusqu'au 31 de Mars.

Enfin Dickfeld partit avec des ordres de l'Etat, de faire de simples complimens au Roi d'Angleterre; il en avoit d'autres du Prince d'Orange, de tâcher de renouveller l'allian-ce avec Sa Majesté Britannique, bien que dans le fonds cela ne fût pas né-cessaire, puisque l'alliance qu'ils avoient faite avec le feu Roi n'étant pas expirée, elle continuoit avec ce-Îui-ci comme il arrive dans les Royaumes successifs; mais ce n'étoit que pour endormir Sa Majesté Britannique, car il alloit pour prendre des liaisons avec ceux du Parlement, & les principaux Protestans, contre le Roi d'Angleterre; & ce sut dans cette Ambassade qu'il jetta les fondemens de l'entreprise que nous avons vûe éclater trois ans après.

Lettre de M. de Seignelay me manda que le M. de Sei-Roi se feroit rapporter les raisons des gnelay, du Marchands Hollandois pour les marchandises qui étoient sur le Vaisseau la Demoiselle Marie, réclamé depuis si long-tems par Messieurs d'Amsterdam, & qu'il me feroit savoir ce qu'il auroit décidé sur ce sujet.

Lettre du Le Roi me manda qu'il lui paroifRoi, du 20 soit par tout ce que lui écrivoit M.

Mars 1688 de Barillon, que le Roi d'Angleterre
étoit bien éloigné de prendre beaucoup de confiance aux promesses qui

coup de confiance aux promesses qui lui seroient faites de la part du Prince d'Orange; & que comme celui-ci ne poursuit son accommodement que pour en tirer ses avantages particuliers, le Roi d'Angleterre a aussi la même intention, & ne prétend pas faire son ami d'un Prince dont il a

tant de sujet de se désier.

5 Avril Comme le Ministre Vandervaye
avoit inséré beaucoup de choses dans
l'accommodement qu'il avoit fait entre le Prince d'Orange & le Prince de
Nassau, qui intéressoient les Provinces de Frise & de Groningue; ils en-

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 335 voyerent des Députés au Prince de Nassau, qui lui déclarerent que la Province de Frise ne pouvoit plus fouffrir que le Ministre Vandervaye eût dorénavant aucune part dans les affaires de leur Province, où il avoit été admis jusqu'à cette heure de la part du Prince de Nassau; que s'il vouloit lui conserver la place qu'il lui avoit donnée de son Conseiller, & lui laisser la direction de ses affaires, ils ne pouvoient l'en empêcher; mais que tant qu'il garderoit cet homme, ils n'auroient plus la même confiance en lui, qu'ils auroient sans cela, & qu'ils ne lui accorderoient pas non plus beaucoup de choses qu'ils lui pourroient accorder, s'il

l'éloignoit de sa personne.

Les Etats de la Province de Frise écrivirent en même tems au Conseil d'Etat qu'ils étoient fort surpris qu'il se mélât de donner une nouvelle Compagnie de Gardes du Corps à leur Gouverneur. Que s'ils vouloient qu'il en eût, ils la lui donneroient eux-mêmes, & que c'étoit à eux, &

## 336 NEGOCIATIONS non pas au Conseil d'Etat, à régler ces sortes de choses qui regardent leur

Gouverneur.

Le Sieur Skelton, nouvel Envoyé du Roi d'Angleterre, alla voir M. le Prince d'Orange, & lui redit, de la part du Roi d'Angleterre, tout ce que Sa Ma este Britannique avoit déja dit au Sieur d'Overkerk. Le Prinće d'Orange lui donna sa parole qu'il n'y auroit jamais aucun commerce avec lui & M. de Montmouth, l'afsûra qu'il ne savoit pas même où il étoit à cette heure-là; ensorte que le Sieur Skelton fut assez bon pour être perfuadé que le Prince d'Orange est de bonne foi sur ce chapitre-là. Sur le second point il lui dit qu'il avoit cassé les Officiers Anglois, & qu'il mettroit en leur place ceux que le Roi d'Angleterre lui avoit recom-mandés. Sur le troisseme, il témoigna qu'il souhaitoit la paix, & qu'il ne feroit rien qui la pût troubler; & sur le quatrieme, qui regardoit Sa Ma-jesté, il s'étendit en de grandes plain-tes; il promit néantmoins qu'il feroit enforte

ensorte de satisfaire le Roi d'Angleterre là-dessus, pourvû qu'il ne demandât rien contre le serment qu'il devoit à l'État; & ensin qu'il entreroit aveuglement dans ses intérêts, excepté sur ce qui regarde la Reli-

gion.

Van - Buning fit tous ses efforts dans le Conseil qui se tint le trois d'Avril à Amsterdam, pour persuader cette Ville là qu'elle ne pouvoit maintenir son commerce si elle n'étoit appuyée de l'Angleterre; & pour ce sujet il exagéra extrèmement ce qui s'étoit passé entre les Vaisseaux de Sa Majesté & ceux des sujets des Etats Généraux, & s'appuya de ce qu'ils n'avoient pas eu depuis quatre mois réponse sur le Vaisseau la Sainte Marie; il leur représenta qu'on les insultoit toûjours sans avoir la moindre considération pour eux. Quelques personnes des mieux intentionnés d'Amsterdam m'en firent avertir, car ils appréhendoient que Van-Buning ne se fît enfin écouter par une partie du Magistrat & des Trafiquans : c'est Tome IV.

pourquoi je pris la liberté de repréfenter encore une fois ces choses-là à Sa Majesté, asin qu'Elle voulût bien y faire telle attention qu'Elle jugeroit à propos.

To Avril

Je donnai avis au Roi que le Sieur Skelton, qui est un homme fort léger & fort inconstant, s'attachoit fort au Prince d'Orange, que cela faisoit un mauvais esset, & autorisoit fort les discours que l'on avoit de l'accommodement du Prince d'Orange avec le Roi d'Angleterre, car il assuroit toutes les personnes des Etats à qui il parloit, qu'il y avoit une tendre amitié entre le Roi d'Angleterre & le Prince d'Orange.

Van-Buning faisoit bien son profit de toutes les démarches du Sieur Skelton, car aussitôt qu'il l'a sû, il a harangué dans le Conseil d'Amsterdam pour faire voir la nécessité qu'il y avoit, non-seulement de s'allier avec l'Angleterre pour maintenir le repos dans l'Europe; mais encore de s'accommoder promptement avec le Prince d'Orange, pour n'être pas ac-

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 339 cablé par lui, comme il les pourra tous opprimer l'un après l'autre. Les amis du Prince d'Orange sont

Les amis du Prince d'Orange sont devenus aussi, depuis ces démarches du Sieur Skelton, d'une grande insolence. Un d'eux, & qui est des premiers dans le Gouvernement, dit le neuvieme d'Avril, dans l'Antichambre du Prince d'Orange, que ce Prince sauroit bien à cette heure se vanger de ceux qui ont voulu diminuer son autorité, & qui l'ont si mal-

traité depuis un certain tems.

Mais toutes ces impressions dont on est prevenu à cette heure, vont bien augmenter par la harangue que fera le Sieur Skelton aux Etats Généraux, qu'il m'a lûe: il a mis qu'il espéroit d'autant plus aisément continuer à maintenir la bonne intelligence entre le Roi d'Angleterre & les Etats Généraux, que le Roi d'Angleterre & le Prince d'Orange étoient unis, non-seulement par une tendre amitié, mais encore par le mariage, &c. Le Sieur Skelton m'a dit qu'il n'avoit pû s'empêcher de parler ainsi

Y ij

du Prince d'Orange, parce que ce Prince l'en avoit prié; qu'il lui avoit témoigné qu'il lui seroit fort avantageux dans la conjoncture présente qu'il insérât quelque chose dans sa harangue, par où il parût qu'il étoit parfaitement bien avec le Roi d'Angleterre, qu'il n'avoit point d'ordre de le faire, mais qu'il n'avoit osé le lui refuser. De l'humeur qu'est le Prince d'Orange, il n'est pas homme à mendier ces sortes de choses; & je fuis persuadé qu'il fit cela de son chef.

1685.

Le Prince d'Orange fait ses derniers efforts pour empêcher la cassation des Troupes; il a tâché pour cet effet de faire concourrir trois ou quatre choses différentes pour abbattre le courage de Messieurs d'Amsterdam. La harangue du Sieur Skelton, qui a confirmé ce matin dans les Etats Généraux ce qu'il a dit à tout le monde en particulier, de la tendre amitié qui est entre le Roi d'Angleterre & le Prince d'Orange; le raccommode-ment de ce Prince avec le Prince de Nassau, qui s'est jetté si aveuglément dans les intérêts du Prince d'Orange, qu'il a déja engagé trois Cantons de la Province de Frise à demander la continuation de l'état de guerre sur le pié où il est; l'arrivée de ce même Prince à la Haye, où il est attendu depuis hier; tout cela a été employé par le Prince d'Orange pour intimider Messieurs d'Amsterdam, & pour les faire consentir à continuer au moins pendant encore quelque mois l'état de guerre.

Mais Messieurs d'Amsterdam sont aussi fermes que jamais dans leur réfolution. Ils avoient sommé le six Avril le Pensionnaire Fagel de prendre une conclusion sur l'état de guerre: ce Pensionnaire leur répondit qu'il ne pouvoit conclurre, ni pour six Villes contre douze, ni pour douze contre six. Messieurs d'Amsterdam lui répliquerent qu'il n'avoit pas toûjours été si délicat, & qu'il avoit bien conclu autresois à la pluralité des voix; qu'il le pouvoit bien faire encore; mais qu'ils déclaroient à

Y iij

l'Assemblée que les Villes qui avoient opiné à la continuation de l'état de guerre, le payeroient si bon leur sembloit; & que pour eux ils ne contribueroient qu'à proportion de la réforme qu'ils ont demandée. Le Pensionnaire Fagel sépara là-dessus l'Assemblée, qui sut remise à hier matin. Tant de dissérentes prorogations

de l'Assemblée ont bien fait connoître à Messieurs d'Amsterdam que le Pensionnaire Fagel ne vouloit que les amuser & gagner du tems, qu'il falloit une fois finir cette affaire. Làdessus ils ont pris leurs mesures avec les autres Villes qui sont de leur sentiment, & hier matin Messieurs d'Amsterdam sommerent encore une sois le Pensionnaire Fagel de conclurre; il refusa de le faire, sous le même prétexte dont il s'étoit servi auparavant, Mais Dort, Delft, Leyde, Encuse, & Munikendam, ont déclaré que puisque le Pensionnaire Fagel ne vouloit point conclurre cette affaire, ils n'en vouloient plus entendre par-ler, & qu'ils tenoient la cassation réfolue, & ne payeroient rien à l'avenir pour l'état de guerre, que sur le pié de la cassation proposée; aussi les Committers de Rades n'expédient aucunes Ordonnances pour le payement des Officiers, parce que le Député d'Amsterdam, qui est dans ce College, resuse d'y consentir.

Le Prince d'Orange ayant envoyé un Huissier à Dort pour assigner le Bailli, le Conseil de Ville lui désendit d'obéir, lui ordonna de continuer ses Charges, & commanda aux Bourgeois de la Ville de le désendre si on lui vouloit faire quelque violence.

Messieurs d'Amsterdam me sirent avertir que Van-Buning & ses amis prositoient du chagrin que les Marchands d'Amsterdam témoignoient de la prise des marchandises qui étoient dans les Vaisseaux Hollandois, & qu'ils se servoient utilement de ce prétexte pour attirer quelques personnes du Conseil d'Amsterdam dans leurs sentimens. Ils m'ont sait demander depuis deux jours si je n'avois point quelque bonne réponse à Y iii

rendre là-dessus aux Députés d'Amsterdam. Je leur ai communiqué cel-les que Votre Majesté m'a fait l'honneur de m'envoyer: mais ils m'ont témoigné que l'on seroit fort surpris à Amsterdam de la déclaration qui porte que les marchandises du Vaisfeau Marie Burn ont été confisquées, & que celles du Vaisseau la Demoiselle Marie ont été retenues, parce que les premieres avoient été pour la plûpart chargées à Genes pour des Marchands Génois, & celles du Vaiffeau la Demoiselle Marie étoient pour les Espagnols. Ils m'ont représenté qu'on ne pouvoit confisquer ni retenir des marchandises qui sont dans leurs Vaisseaux lorsqu'ils sont en paix avec Votre Majesté, sans sapper les fondemens du Traité de Commerce, qu'un Vaisseau ami sauve toutes les marchandises qu'il porte ( qui ne sont pas de contrebande ) quand même elles seroient portées d'un Port ennemi à un autre Port ennemi. Ils m'ont dit de plus, que quand même Votre Majesté auroit la bonté de leur faire

# DE M. LE COMTE D'AVAUX. 345 fendre à cette heure leurs marchandifes, il y en a beaucoup qui sont dépé-

ries, entr'autres le blé qui étoit sur le Vaisseau la Demoiselle Marie.

Je puis vous assûrer que les éclair- A M. de cissemens que j'ai donnés à Messieurs Croissy, le d'Amsterdam, sur les prises auxquel- 12 Avril les ils ont le plus d'intérêt, ne les ont pas satisfaits; & comme il est vrai que c'est absolument contre la teneur des Traités de prendre des marchandises qui ne sont pas de contrebande dans un Vaisseau ami, je n'ai pas pressé ceux d'entr'eux à qui j'ai parlé de communiquer la réponse de Sa Ma-jesté au Conseil de Ville d'Amsterdam; car affûrément Van-Buning en feroit un mauvais usage, & je vous supplie d'être bien persuadé qu'une prompte & favorable justice sur cette affaire seroit fort utile dans la conjoncture présente pour le service de Sa Majesté. Vous voyez, Monsieur, tout ce que Messieurs d'Amsterdam ont à soûtenir; Van-Buning est un de ceux qui leur fait le plus de peine; leurs Bourgeois & leurs Marchands

font ceux qui sont les plus persuadés de l'avantage que leur commerce peut recevoir de l'amitié du Roi; si ces raisons sont détruites, & que ces gens-là soient dégoûtés, les bien-intentionnés ne les maintiendront jamais dans les intérêts du Roi.

Lettre de M. de Seignelay, du 7 Avril 1685.

M. de Seignelay me fit réponse que le Roi faisoit écrire à son Intendant à Toulon, si les Vaisseaux avoient fait de mauvais traitemens aux Vaisseaux Hollandois, & que si cela étoit vrai on feroit punir les Officiers qui étoient coupables.

YD Avril

Le Prince d'Orange pria le Sieur Skelton d'aller à Amsterdam faire connoître aux Bourguemestres de cette Ville là, qu'il étoit entierement raccommodé avec le Roi d'Angleterre; que leur réunion étoit sincere, & qu'ils feroient une chose agréable au Roi d'Angleterre, & qui leur seroit, en leur particulier, fort avantageuse, de ne se plus opposer avec tant d'opiniâtreté aux sentimens du Prince d'Orange.

Je fis convenir le Sieur Skelton

que le Prince d'Orange ne cherchoit qu'à tirer tous les avantages qu'il pourroit de l'opinion où l'on feroit en Hollande, qu'il étoit parfaitement bien avec le Roi d'Angleterre, & qu'il n'avoit nulle envie de se remettre effectivement bien avec lui; que s'il l'avoit désiré sincerement, il n'auroit pas eu besoin de tous ces détours pour persuader le public qu'il étoit dans ses bonnes graces; il savoit bien que quand il les auroit méritées par sa conduite, ces Messieurs-là n'auroient pas été long-tems sans s'en appercevoir, & qu'il sauroit bien alors le leur faire sentir.

Nous découvrîmes que Benting avoit un commerce secret avec M. de Montmouth, & qu'il en recevoit souvent des Lettres.

Je trouvai moyen d'avoir copie de la premiere Lettre que les Ambassadeurs des Etats Généraux écrivirent au Pensionnaire Fagel, par laquelle ils lui apprenoient que le Roi d'Angleterre leur avoit parlé d'une alliance, & avoit ajoûté que si les Etats

Généraux vouloient faire alliance avec lui, il ne craindroit aucune puissance de l'Europe. Il y avoit en-core dans cette même Lettre quelques endroits sur lesquels on fit en Hollande beaucoup de réflexions; entr'autres que le Roi d'Angleterre, avoit témoigné aux Ambassadeurs de l'Etat, qu'il avoit toûjours eu beaucoup d'estime & d'inclination pour la personne du Prince d'Orange, qui étoit de la Famille Royale, dont Sa Majesté Britannique étoit le Chef, & que pour cette raison elle seroit toûjours paroître qu'elle vouloit du bien au Prince d'Orange, & aussi que le Roi d'Angleterre avoit eu leurs personnes d'autant plus agréables, qu'ils avoient été envoyés sur l'avis & fur la proposition du Prince d'Orange.

Je donnai avis au Roi que les Anglois réfugiés se donnoient beaucoup de mouvement; que ceux qui étoient à Dort, à Amsterdam, à Utrecht, & dans les autres Villes, s'étoient rendus à Rotterdam, & que quelques.

uns étoient déja passés en Angleterre; que les autres les alloient suivre, & que j'étois persuadé que M. de Montmouth vouloit hasarder d'y ailer lui-même.

Je fus informé aussi en grand secret que le Prince d'Orange cherchoit avec empressement à gagner l'amitié de Mylord Rochester, & qu'il faisoit toutes les avances pour cela.

Le Prince de Waldeck a donné au plus séditieux de tous les Officiers Anglois, que le Roi d'Angleterre a fait casser, des Lettres de recommandation, adressées au Prince de Bade, & aux Officiers Généraux de l'Armée de l'Empereur.

29 Avril

J'ai trouvé moyen ces jours-ci de 29 parler à quelques-uns des principaux 1685. de l'Etat: je leur ai fait comprendre que la réunion entre le Roi d'Angleterre & le Prince d'Orange, n'étoit ni ne pouvoit être sincere; & qu'en tout cas ils devoient s'assûrer que Votre Majesté demeureroit toûjours dans les mêmes sentimens où elle est à leur égard, à quoi j'ai ajoûté que

je leur déclarois une fois pour toutes, que l'intention de Votre Majesté étoit de conserver le repos dans leur voifinage, & de faire fleurir leur commerce; de maintenir leur Etat & leur liberté; que le Prince d'Orange & les Autrichiens ne manquoient pas de gens pour faire courir de faux bruits; que s'ils s'y laissoient surprendre; ils s'en imputassent la faute, puisqué je leur déclarois de la part de Votre Majesté, que toutes les sois qu'ils auroient quelque apprehension, ils n'auroient qu'à me la communiquer, & que Votre Majesté détruiroit tellement ces fausses impressions, qu'il ne leur resteroit aucun lieu de douter, & qu'ils auroient le plaisir de pouvoir vivre dans une entiere sûreté, tant que leur conduite répondra à la bienveillance que Votre Majesté a pour eux.

On ne doute pas que le Prince de Nassau ne fasse tous ses efforts pour porter les Etats de Frise à continuer l'état de guerre; on dit même que ses amis ont déja fait changer quel-

ques particuliers de ce Gouvernement; ainsi quelque espérance que Messieurs d'Amsterdam ayent eu depuis quelques jours, que cette Province conclurroit à une résorme, je ne puis en rien dire de bien certain à Votre Majesté, jusqu'à ce qu'elle soit une sois décidée dans les Etats de Frise.

Van-Buning a si fort satigué les Bourguemestres - Régens d'Amsterdam, des propositions qu'il leur a faites continuellement depuis plus d'un mois, de faire une alliance avec l'Angleterre, qu'ils n'ont pû s'empêcher de lui en témoigner leur mécontentement, & de lui déclarer qu'il leur feroit plaisir de ne les pas pousser davantage sur une affaire qu'ils ne croyent pas être de l'intérêt de leur République. Van-Buning ne se rebu-tera pas pour cela, & je ne doute pas que dans quelque tems il ne recommence ses pratiques. Il leur a témoigné depuis quelques jours qu'il vouloit se retirer du Gouvernement; il attendoit sans doute qu'on le prieroit d'y vouloir demeurer: mais on n'a garde de le faire, car on voudroit

qu'il en fût déja dehors.

Je ne sai, Śire, si le Prince d'Orange ne se servira point de l'ordre que Votre Majesté m'a donné, de faire savoir aux Etats Généraux le sujet de l'Audience que M. le Marquis de Feuquieres doit demander au Roi d'Espagne, pour tâcher d'obtenir la continuation de l'état de guerre au moins pour un mois ou deux. Cependant, Sire, je ne vois pas qu'on en puisse tirer la moindre conséquence. Il me paroît tout au contraire, que, de la maniere que Votre Majesté s'explique, les États Généraux doivent s'assûrer d'une parfaite tranquillité dans les Pays-Bas, & que ceci leur doit être une nouvelle certitude des sinceres intentions de Votre Majesté pour le repos de leur voisinage. J'ai pris même les précautions que j'ai crû nécessaires pour prevenir là-dessus les bien-intentionnés, car j'en ai donné part au Bourguemestre Witzen, qui l'a mandé à Messieurs d'Amsterdam.

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 353

sterdam. Il m'a paru très-persuadé du desir sincere qu'a Votre Majesté de conserver la paix dans l'Europe, ou du moins (si cela ne se peut) de la maintenir dans les Pays-Bas. Je ne doute pas que la premiere impression qui en aura été donnée ce matin à Messieurs d'Amsterdam, ne fasse un fort bon esset.

J'ai donné la même communication cette après dînée aux Etats Généraux, qui sont venus chez moi. Ils n'ont pas manqué de me demander, à leur ordinaire, de leur donner par écrit ce que je leur avois dit; j'aurois pû m'en défendre si je l'avois voulu absolument, en leur témoignant que ce n'étoit point une affaire sur laquelle je demandois qu'ils délibérassent; qu'il me suffisoit de leur faire savoir les sentimens de Votre Majesté, & ses bonnes dispositions; mais il m'a paru qu'il étoit plus avantageux de le leur donner par écrit, parce que l'on connoît aisément, par toutes les précautions que prend Votre Majes-té, la sincérité de ses intentions, au Tome IV.

lieu que le Pensionnaire Fagel pourroit donner toute une autre face à cette affaire, & l'exposer de telle sorte dans les Provinces, qu'il en tireroit avantage.

Lettre du Le Roi me manda qu'il étoit satis-Roi, du 24 sait de la réponse du Roi d'Espagne,

Avril 1685. sur l'Electeur de Baviere.

fait connoître qu'il cherchoit à tirer de grands avantages de cette affaire, jusques-là qu'il avoit résolu d'en faire un point de convocation pour les Etats de Hollande, & les faire assembler incessamment, asin que le mouvement que cela donneroit dans la Province de Hollande, fît croire au peuple que cette affaire étoit de grande conséquence, & sît même impression sur l'esprit de quelques-uns des Régens des Villes, qui ne sont pas tous également éclairés.

Skelton m'apprit qu'on n'avoit pas jugé à propos qu'il allât témoigner aux Bourguemestres d'Amsterdam qu'ils feroient plaisir au Roi d'Angleterre de ne se plus opposer au Prince d'Orange; mais qu'il avoit ordre de les assurer qu'il y avoit une parfaite intelligence, & une étroite union, entre le Roi d'Angleterre & le Prince

d'Orange.

J'envoyai au Roi deux Lettres des Ambassadeurs de Hollande en Angleterre, qui faisoient bien voir le contraire de ce que le Sieur Skelton m'avoit assuré, que le Roi d'Angleterre ne vouloit rien demander au Prince d'Orange, ni faire rien non plus en sa faveur, qu'après que le Parlement d'Angleterre seroit séparé; puisque ces Lettres marquoient que le Roi d'Angleterre avoit déja donné plein pouvoir à des Commissaires, pour travailler à un Traité d'alliance avec les Etats Généraux, & qu'il avoit donné ordre à son Envoyé extraordinaire en France, de faire des instances si pressantes en faveur dudit Prince, qu'ils ne doutoient pas que Sa Majesté Très-Chrétienne ne fût obligée de le rétablir dans la Souveraineté d'Orange.

Comme il étoit de mon devoir,

d'informer Sa Majesté de l'état du pays, & que je le pouvois faire plus commodément par le retour du Courier que je renvoyois, je lui mandai que si le Roi d'Angleterre pressoit les États Généraux de faire une alliance, je ne pourrois me servir des mêmes menaces que j'avois employées autrefois pour l'empêcher. Les Etats avoient crû alors qu'ils s'attireroient infailliblement la guerre s'ils concluoient un Traité de Ligue avec l'Angleterre; qu'à cette heure ils n'appréhendoient pas la guerre, & même qu'ils ne craignoient pas, quoi-que je pusse dire, qu'elle s'en ensuivît pour cela, & que je ne ferois que commettre Sa Majesté si je tenois une pareille conduite.

Que je croyois bien que Messieurs d'Amsterdam s'opposeroient fortement à une alliance avec l'Angleterre, & qu'autant qu'on pouvoit juger de l'avenir dans une République, le Prince d'Orange ne les y feroit pas consentir; mais qu'il étoit à craindre qu'il ne la sît conclurre à la pluralité

DE M. LE CONTE D'AVAUX. 357 des voix, si les Provinces de Frise & de Groningue entroient dans ses sentimens, que celle de Groningue ne le feroit pas; mais qu'on ne pouvoit répondre que le Sieur Picard, Pensionnaire des Ommelandes, ne les rebrouillât de nouveau avec la Ville, & ne rendît caduque la voix de cette Province; que pour ce qui étoit de celle de Frise, je n'en pouvois rien dire de certain, ceux qui en avoient la Régence ne s'accordant que pour chasser le Ministre Vandervaye, & pour refuser de consentir à l'accord fait entre le Prince d'Orange & le Prince de Nassau; qu'ils étoient fort divisés sur tout le reste depuis cet accommodement. Que d'ailleurs le motif de la Religion, dont le Prince d'Orange se servoit auprès d'eux, avoit sait quelque esset dans cette Province - là; & que comme on croyoit en Hollande que le principal fujet de l'envoi du Sieur Fucks regardoit la Religion, j'appréhendois beaucoup son arrivée.

Que je tâcherois d'être encore plus

particulierement informé des sentimens de Messieurs d'Amsterdam sur
la présente conjoncture, & de savoir
ce qu'on pouvoit attendre d'eux;
mais que je ne le pouvois de quelques jours. Qu'il ne m'étoit pas si
aisé d'avoir une correspondance réglée avec eux, parce que Van-Buning s'y opposoit, & que Heude, qui
avoit le plus de crédit dans cette Ville-là, étoit d'une timidité extraordinaire; de sorte qu'il n'auroit osé hafarder d'avoir aucun commerce, &
j'étois obligé de me servir de beaucoup de détours pour entretenir une
correspondance.

Qu'il m'étoit assez aisé de faire savoir à Messieurs d'Amsterdam les intentions de Sa Majesté, & ce n'étoit pas peu d'avoir fait consentir le Sieur Heude à cela; que je pouvois aussi apprendre, quoiqu'avec peine, leurs sentimens; mais que c'étoit par ceux d'entr'eux, qui étoient les plus zélés pour la liberté du pays, & les mieux intentionnés; que je n'avois encore pû parvenir à en être informé de la part de la République, & en son nom, comme ils avoient fait lors de la levée de seize mille hommes, & du tems de la négociation de la Treve, Van-Buning s'étoit alors rangé à l'avis de toute sa Ville; ainsi, étant tous d'accord, ils oserent communiquer avec moi: c'est le seul bien que sît Van-Buning, quoique ceux qui n'évere de la République ceux qui n'évere de la République de la Treve, van-Buning, quoique ceux qui n'évere de la République, de la République, de la République, du se la République, de la République, du se la République, de la République, de la République, de la République, du se la République, de la République de la

buassent davantage, & beaucoup plus qu'il n'en méritoit; car même à peine fût-il engagé dans ces affaires, qu'il

toient pas bien informés lui en attri-

s'en repentit.

Lorsque le Sieur Damerongue alla à Amsterdam, ce fut dans le dessein de raccommoder Van-Buning avec le Prince d'Orange; il étoit ami intime de ce Bourguemestre, & n'étoient ni l'un ni l'autre amis du Pensionnaire Fagel. Le Sieur Damerongue trouva Van-Buning entierement disposé à rechercher, par toutes sortes de voies, les bonnes graces du Prince d'Orange. Van-Buning lui déclara que son sentiment étoit que les Etats devoient s'unir étroitement à l'Angleterre, en-

Z iiij

forte qu'ils n'eussent que le même intérêt. Qu'il falloit, quand cela seroit fait, renouer avec les autres Princes les dernieres alliances qu'ils avoient contractées par les Traités d'association, & qu'il promettoit au Prince d'Orange que s'il vouloit quelque chose de plus, il entreroit dans tous ses desseins, & seroit dorénavant attaché à ses intérêts.

Damerongue convint qu'il lui manderoit fidelement ce que le Prince d'Orange répondroit à ces avances, & vint à la Haye en rendre compte à ce Prince: mais quoiqu'il le pressat extrèmement, & qu'il lui remontrât fortement ses intérêts, le Prince d'Orange ne voulut point écouter aucune proposition d'accommodement à l'égard de Van-Buning, & ne fit d'autre réponse, finon qu'il étoit un faquin, & qu'il ne vouloit jamais avoir affaire à lui.Damerongue ne jugea pas à propos de rendre cette réponse; de sorte que Van-Buning s'impatienta, & envoya Hemskerk, son neveu, pour demander au Sieur Damerongue ce

que le Prince d'Orange lui avoit dit; alors Damerongue l'apprit au Sieur Hemskerk.

Le Prince d'Orange ne se montra pas en cela sort politique; car s'il avoit eu Van-Buning dans ses intérêts, quoiqu'il ne pût pas pour cela engager les Bourguemestres d'Amsterdam à entrer dans ses sentimens, il les auroit embarrassés, du moins il les auroit fatigués par tous les raisonnemens de Van-Buning, qui peut-être en auroit persuadé quelqu'un, & auroit mis par ce moyen la Ville d'Amsterdam hors d'état de se soûtenir, que très-difficilement, contre le Prince d'Orange.

Je mandai au Roi que le Duc de Montmouth, le Comte d'Argile, 1685. Mylord Gray, & les Anglois de leur parti, avoient fretté trois Bâtimens à Amsterdam; que Mylord Gray s'étoit déja embarqué dans l'un des trois pour aborder en quelque endroit des Côtes d'Angleterre. Que le Comte d'Argile devoit incessamment s'embarquer dans le second, qui étoit

To Mai

de dix-huit pieces de canons, pour aller dans quelque Isle, sur les Côtes d'Ecosse. Le troisieme devoit aussi aborder en Angleterre, par un autre endroit; qu'ils portoient beaucoup d'armes en Angleterre; qu'ils avoient fait faire quantité de casaques d'un rouge couleur de pourpre, & qu'ils prétendoient faire un soulevement en trois lieux différents, c'est-à-dire en Ecosse, & en deux endroits d'Angleterre. Qu'ils étoient persuadés que, quoiqu'ils sussent en petit nombre au commencement, bien des gens se joindroient à eux, & que cette affaire devoit éclater dans le dernier de Mai.

Le Sieur Skelton envoya un homme à Amsterdam, pour les avertir que M. de Montmouth avoit au Texel deux Bâtimens chargés d'armes, qu'il vouloit faire porter en Angleterre, pour exciter des soulevemens contre le Roi de la Grande-Bretagne; qu'il les en avertissoit, asin qu'ils y donnassent ordre, puisque tout étoit encore dans leur Port, & qu'ils

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 363 étoient maîtres de l'empêcher. Messieurs d'Amsterdam répondirent à cet homme qu'ils n'avoient aucun pouvoir hors de leur Jurisdiction; qu'elle ne s'étendoit pas jusqu'au Texel, & que cela dépendoit des Etats Généraux, à qui M. Skelton devoit s'adresser. Il reçut le huitieme Mai au soir cette réponse, & alla en même. tems trouver le Président des Etats Généraux, lui demanda un ordre pour faire arrêter ces Bâtimens; le Président des Etats Généraux lui témoigna qu'il n'avoit pas ce pouvoir de son chef, mais qu'il en feroit le rapport le lendemain à l'Assemblée des Etats Généraux, si le Sieur Skelton vouloit lui en donner un mémoire; il ne le voulut pas faire, & se tint fort offensé de ce refus.

Messieurs d'Amsterdam, & le Président des Etats, lui avoient dit vrai dans leurs réponses; mais c'étoit à prendre les choses à la derniere rigueur, car il est constant que s'ils avoient voulu essectivement obliger le Roi d'Angleterre, il auroit sussi,

pour y mettre ordre, qu'ils en eussent été informés, sans même que M. Skelton les en eût averti, & encore moins sans qu'il eût été obligé de leur en donner un mémoire.

Un des principaux motifs de l'envoi du Sieur Fucks en Hollande, étoit pour unir l'Electeur de Brandebourg avec le Roi d'Angleterre & les

Etats Généraux.

Le prétexte du voyage du Sieur Fucks étoit pour demander la fatis-faction aux Etats sur le mémoire que M. l'Electeur de Brandebourg avoit donné au Sieur Damerongue à son départ de Berlin. Il contenoit trois chefs, le premier regardoit les arrérages des subsides dont M. l'Electeur de Brandebourg demandoit d'être payé, ainsi que l'avoient été les Evêques d'Osnabruck & de Munster, jusqu'au jour que les Etats avoient fait la paix avec Sa Majesté, & que les Etats ne prétendoient payer que jusqu'à la fin de 1676. Le second consistoit dans le dédommagement que les Etats devoient à l'Electeur de les Etats devoient à l'Electeur de

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 365

Brandebourg, en vertu de leur Traité, des pertes que le Duché de Cleves avoit souffertes pendant la derniere

guerre. Le troisseme regardoit aussi le dédommagement que prétendoit M.

l'Electeur de Brandebourg, pour les

Etats de la Poméranie, qu'il avoit été obligé de restituer à la Suede.

Le Sieur Silverkroon, autrefois Résident de Suede en Hollande, & qui, depuis trois ans, a presque toûjours été en Suede, ou dans le Duché de Breme, est de retour ici depuis trois ou quatre jours. Il m'est venu voix aussi-tôt après son arrivée; & de la premiere visite qu'il m'a rendue, il s'est expliqué à moi du dessein qu'a le Sieur Oliverkrans, qui a été Am-bassadeur à Nimegue. Il a commencé par me demander si je croyois que Votre Majesté n'eût point désagréable que le Sieur Oliverkrans, qui étoit allé à Rome trouver la Reine Christine, repassât par la France, & si je pouvois disposer les choses afin qu'il y sût agréablement reçû. Je lui té-moignai que je n'avois pas besoin de

prendre beaucoup de mesures pour le faire recevoir avec toute l'estime qu'on devoit à une personne de son mérite; que M. le Marquis de Croisfy l'avoit bien connu, & qu'il l'avoit toûjours estimé & considéré. J'ajoûtai à cela beaucoup de choses obligeantes pour le Sieur Oliverkrans, qui en effet étoit très-bien intentionné, comme je l'avois reconnu par les discours, & encore plus par la conduite du Sieur Cantenstern, son gendre, qui avoit été Résident quelque tems à la Haye. Le Sieur Silverkroon me témoigna une extrème joie de ce que je lui disois au sujet du Sieur Oliverkrans, & autant que j'en puisse juger, il vouloit avoir cette assurance avant que de s'expliquer à moi, comme il fit incontinent après; car il me - dit qu'on avoit donné beaucoup d'impressions au Roi son Maître, qui sans doute étoient très-fausses; que M. Oliverkrans étoit bien aise de s'en éclaircir; qu'il souhaitoit fort aussi de voir qu'elles pouvoient être les difpositions de Sa Majesté pour le Roi

DE M. LE COMTE D'AVAUX. 367 de Suede. Que le Sieur Oliverkrans étoit peut-être le plus habile homme qui fût en Suede; qu'il avoit pris une affection pour la France qui n'étoit pas imaginable. Qu'il connoissoit la nécessité indispensable où étoit la Suede, d'être unie à la France. Qu'il n'avoit aucun ordre de rien proposer; que peut-être même ne seroit-il pas en état de profiter incontinent après son retour en Suede, des éclaireissemens qu'il avoit pris en France; mais que ce qui ne se faisoit pas en un mois se faisoit en deux; qu'en un mot, il avoit pouvoir de me dire, mais dans le dernier fecret, & pour Sa Majesté feulement, que c'étoit de l'aveu & du consentement du Roi de Suede, que le Sieur Oliverkrans devoit passer en France, & avoir l'honneur de faire la révérence à Sa Majesté, si Elle lui en donnoit la permission. Il ne souhaitoit pas que le Sieur Lillieroot eût connoissance que le Roi de Suede avoit approuvé ou sû ce voyage.

Fin du Tome IV.

